

C-30

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40 Elizabeth II, 1991

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-30

An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and
to amend the National Defence Act and the Young
Offenders Act in consequence thereof

First reading, September 16, 1991

C-30

Troisième session, trente-quatrième législature,
40 Elizabeth II, 1991

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-30

Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et
modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants

Première lecture le 16 septembre 1991

THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

3rd Session, 34th Parliament,
40 Elizabeth II, 1991

3^e session, 34^e législature,
40 Elizabeth II, 1991

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-30

PROJET DE LOI C-30

An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof

Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

CRIMINAL CODE

R.S., c. C-46;
R.S., cc. 2, 11,
27, 31, 47, 51, 52
(1st Suppl.),
cc. 1, 24, 27, 35
(2nd Suppl.), cc.
10, 19, 30, 34
(3rd Suppl.),
cc. 1, 23, 29,
30, 31, 32, 40,
42, 50 (4th
Suppl.); 1989,
c. 2; 1990, cc.
15, 16, 17, 44;
1991, cc. 1, 4

1. Section 2 of the <i>Criminal Code</i> is 5 amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:	1. L'article 2 du <i>Code criminel</i> est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :
"mental disorder" * troubles mentaux *	"inaptitude à subir son procès" Incapacité de l'accusé en raison de troubles mentaux d'assumer sa défense, ou de donner des instructions à un avocat à cet effet, à toute étape des procédures, avant que le verdict ne soit rendu, et plus particulièrement incapacité de : a) comprendre la nature ou l'objet des poursuites;
"unfit to stand trial" * inaptitude à subir son procès *	b) comprendre les conséquences éventuelles des poursuites; c) communiquer avec son avocat.
	« troubles mentaux » Toute maladie mentale.

L.R., ch. C-46;
L.R., ch. 2, 11,
27, 31, 47, 51,
52 (1st suppl.),
ch. 1, 24, 27, 35
(2nd suppl.), ch.
10, 19, 30, 34
(3rd suppl.), ch
1, 23, 29, 30,
31, 32, 40, 42,
50 (4th suppl.);
1989, ch. 2;
1990, ch. 15,
16, 17, 44;
1991, ch. 1, 4

* inaptitude à subir son procès *
"unfit to stand trial"

* troubles mentaux *
"mental disorder"

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Criminal Code (mental disorder) and to amend the National Defence Act and the Young Offenders Act in consequence thereof".

RECOMMENDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi modifiant le Code criminel (troubles mentaux) et modifiant en conséquence la Loi sur la défense nationale et la Loi sur les jeunes contrevenants».

EXPLANATORY NOTES

This Bill amends the provisions of the *Criminal Code* relating to the defence of insanity and the procedures applicable to the mentally disordered accused. It also makes consequential amendments to the *Young Offenders Act* and the *National Defence Act* to assure that comparable provisions in those two Acts are compatible with the *Code*.

The object of the amendments is to modernize, clarify and streamline the law and procedure with respect to the mentally disordered accused, bearing in mind the rights of the accused under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the need to protect society.

In particular, the amendments deal with such matters as:

- when the court may order a psychiatric assessment;
- the criteria for determining fitness to stand trial;

NOTE EXPLICATIVE

Le présent projet de loi modifie les dispositions du *Code criminel* qui portent sur la défense d'aliénation mentale et les règles de procédure applicables aux accusés atteints de troubles mentaux. Il apporte aussi des modifications corrélatives à la *Loi sur la défense nationale* et à la *Loi sur les jeunes contrevenants* pour les aligner sur le code.

Ces modifications ont pour but de moderniser et de rendre plus clairs le droit et les procédures applicables aux accusés atteints de troubles mentaux, compte tenu des droits de l'accusé au titre de la *Charte canadienne des droits et libertés* et de la nécessité de protéger la société.

Elles portent notamment sur les points suivants :

- les pouvoirs des tribunaux d'ordonner une évaluation psychiatrique;
- les critères de détermination de l'aptitude à subir un procès;

	(c) communicate with counsel;		
R.S., c. 27 (1 st Supp.), s. 185 (Sch. III, item 1) (F)	2. Section 16 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:	2. L'article 16 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 185, ann. III, n° 1 (F)
Defence of mental disorder	16. (1) No person is criminally responsible for an act committed or an omission made while suffering from a mental disorder that rendered the person incapable of appreciating the nature and quality of the act or omission or of knowing that it was wrong.	16. (1) La responsabilité criminelle d'une personne n'est pas engagée à l'égard d'un acte ou d'une omission de sa part survenu alors qu'elle était atteinte de troubles mentaux qui la rendaient incapable de juger de la nature et de la qualité de l'acte ou de l'omission, ou de savoir que l'acte ou l'omission était mauvais.	Troubles mentaux
Presumption	(2) Every person is presumed not to suffer from a mental disorder so as to be exempt from criminal responsibility by virtue of subsection (1), until the contrary is proved on the balance of probabilities.	(2) Chacun est présumé ne pas avoir été atteint de troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité criminelle sous le régime du paragraphe (1); cette présomption peut toutefois être renversée, la preuve des troubles mentaux se faisant par prépondérance des probabilités.	Présomption
Burden of proof	(3) The burden of proof that an accused was suffering from a mental disorder so as to be exempt from criminal responsibility is on the party that raises the issue.	(3) La partie qui entend démontrer que l'accusé était affecté de troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité criminelle a la charge de le prouver.	Charge de la preuve
R.S., c. 27 (1 st Supp.), s. 203	3. The heading preceding section 614 and sections 614 to 619 of the said Act are repealed.	3. L'intertitre qui précède l'article 614 et les articles 614 à 619 de la même loi sont abrogés.	L.R., ch. 27 (1 ^{er} suppl.), art. 203
	4. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 672 thereof, the following Part:	4. La même loi est modifiée par insertion, 25 après l'article 672, de ce qui suit :	
	25		

	PART XX.I	PARTIE XX.I
	MENTAL DISORDER	TROUBLES MENTAUX
	<i>Interpretation</i>	<i>Définitions</i>
Definitions	672.1 In this Part, “accused” includes a defendant in summary conviction proceedings and an accused in respect of whom a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder has been rendered;	672.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie. « accusé » S'entend notamment d'un défendeur dans des poursuites par voie de procédure sommaire et d'un accusé à l'égard duquel un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux a été rendu.
“assessment” “évaluation”	“assessment” means an assessment of the mental condition of the accused pursuant to an assessment order made under section 672.11, and any incidental observation or examination of the accused;	“commission d'examen” À l'égard d'une province, la commission d'examen constituée ou désignée en vertu du paragraphe 672.38(1).
		Définitions • accusé “accused” • commission d'examen “Review Board”

- involuntary treatment to make the accused fit to stand trial;
- when mental disorder is a defence and the verdict where the defence is successfully raised;
- the establishment and powers of Review Boards;
- procedures before the Review Boards;
- "capping" - maximum periods of detention under the authority of the criminal law; and
- hospital orders in respect of the accused who are in an acute phase of mental disorder at the time of being sentenced.

- les traitements sans consentement nécessaires pour rendre un accusé apte à subir son procès;
- le moyen de défense fondé sur les troubles mentaux et le verdict applicable si ce moyen de défense est retenu;
- la constitution et les pouvoirs des commissions d'examen;
- la procédure applicable devant les commissions d'examen;
- la période maximale de détention qui peut être infligée au titre du droit criminel;
- les ordonnances de détention dans un hôpital qui peuvent être rendues à l'égard d'un accusé atteint de troubles mentaux en phase aiguë au moment de l'infliction de la peine.

"court"	"court" includes a summary conviction court as defined in section 785, a judge, a justice and a judge of the court of appeal as defined in section 673;	5	« contrevenant à double statut » Contrevenant qui d'une part doit purger une peine d'emprisonnement à l'égard d'une infraction et fait l'objet d'une décision de détention rendue en vertu de l'alinéa 672.54d) à l'égard d'une autre.	5	* contrevenant à double statut * "dual status offender"
"disposition" * décision *	"disposition" means an order made by a court or Review Board under section 672.54 or an order made by a court under section 672.58;	5	« décision » Décision rendue par un tribunal ou une commission d'examen en vertu de l'article 672.54 ou décision rendue par un tribunal en vertu de l'article 672.58.	5	* décision * "disposition"
"dual status offender" * contrevenant à double statut *	"dual status offender" means an offender who is subject to a sentence of imprisonment in respect of one offence and a custodial disposition under paragraph 672.54(d) in respect of another offence;	10	« évaluation » Évaluation de l'état mental d'un accusé en conformité avec une ordonnance d'évaluation rendue en vertu de l'article 672.11; y sont assimilés l'observation et l'examen qui en découlent.	10	* évaluation * "assessment"
"hospital" * hôpital *	"hospital" means a place in a province that is designated by the Minister of Health for the province for the custody, treatment or assessment of an accused in respect of whom an assessment order, a disposition or a placement decision is made.	15	« hôpital » Lieu d'une province désigné par le ministre de la santé de la province en vue de la garde, du traitement ou de l'évaluation d'un accusé visé par une décision ou une ordonnance d'évaluation ou de placement.	15	* hôpital * "hospital"
"medical practitioner" * médecin *	"medical practitioner" means a person who is entitled to practise medicine by the laws of a province;	20	« médecin » Personne autorisée par le droit d'une province à exercer la médecine.	20	* médecin * "medical practitioner"
"party" * parties *	"party", in relation to proceedings of a court or Review Board to make or review a disposition, means	25	« ordonnance de placement » Ordonnance d'une commission d'examen rendue en vertu du paragraphe 672.68(2) portant sur le lieu de détention d'un contrevenant à double statut.	25	* ordonnance de placement * "placement decision"
	(a) the accused,	30	« parties » Les parties au processus de détermination ou de révision de la décision qui doit être prise par un tribunal ou une commission d'examen, c'est-à-dire :	30	* parties * "party"
	(b) the person in charge of the hospital where the accused is detained or is to attend pursuant to an assessment order or a disposition,	30	a) l'accusé;	30	
	(c) an Attorney General designated by the court or Review Board under subsection 672.5(3),	35	b) le responsable de l'hôpital où l'accusé est détenu ou doit se présenter en conformité avec une ordonnance d'évaluation ou une décision;	35	
	(d) any interested person designated by the court or Review Board under subsection 672.5(4), or	35	c) un procureur général désigné par le tribunal ou la commission d'examen en vertu du paragraphe 672.5(3);	40	
	(e) where the disposition is to be made by a court, the prosecutor of the charge against the accused;	40	d) toute autre personne intéressée qui est désignée par le tribunal ou la commission d'examen, en vertu du paragraphe 672.5(4);	40	
"placement decision" * ordonnance de placement *	"placement decision" means a decision by a Review Board under subsection 672.68(2) as to the place of custody of a dual status offender;	40	e) le poursuivant responsable de l'accusation portée contre l'accusé lorsque la décision doit être rendue par un tribunal.	45	
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulations made by the Governor in Council under section 672.95;	45			

<p>“Review Board” * commission d'examen *</p> <p>“verdict of not criminally responsible on account of mental disorder” * verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux *</p> <p>Assessment order</p> <p>Where court may order assessment</p> <p>Limitation on prosecutor's application for assessment of fitness</p>	<p>“Review Board” means the Review Board established or designated for a province pursuant to subsection 672.38(1);</p> <p>“verdict of not criminally responsible on account of mental disorder” means a verdict that the accused committed the act or made the omission that formed the basis of the offence with which the accused is charged but is not criminally responsible on account of mental disorder.</p> <p>Assessment Orders</p> <p>672.11 A court having jurisdiction over an accused in respect of an offence may order an assessment of the mental condition of the accused, if it has reasonable grounds to believe that such evidence is necessary to determine</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) whether the accused is unfit to stand trial; (b) whether the accused was, at the time of the commission of the alleged offence, suffering from a mental disorder so as to be exempt from criminal responsibility by virtue of subsection 16(1); (c) whether the balance of the mind of the accused was disturbed at the time of commission of the alleged offence, where the accused is a female person charged with an offence arising out of the death of her newly-born child; (d) the appropriate disposition to be made, where a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial has been rendered in respect of the accused; or (e) whether an order should be made under subsection 736.11(1) to detain the accused in a treatment facility, where the accused has been convicted of the offence. <p>672.12 (1) The court may make an assessment order at any stage of proceedings against the accused of its own motion, on application of the accused or, subject to subsections (2) and (3), on application of the prosecutor.</p> <p>(2) Where the prosecutor applies for an assessment in order to determine whether the</p>	<p>“tribunal” S'entend notamment d'une cour des poursuites sommaires au sens de l'article 785, d'un juge, d'un juge de paix et d'un juge de la cour d'appel au sens de l'article 673.</p> <p>“verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux” Verdict à l'effet que l'accusé a commis l'acte ou l'omission qui a donné lieu à l'accusation mais était atteint de troubles mentaux dégageant sa responsabilité criminelle.</p> <p>Ordonnance d'évaluation de l'état mental</p> <p>672.11 Le tribunal qui a compétence à l'égard d'un accusé peut rendre une ordonnance portant évaluation de l'état mental de l'accusé s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une preuve concernant son état mental est nécessaire pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) déterminer l'aptitude de l'accusé à subir son procès; b) déterminer si l'accusé était atteint de troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité criminelle en application du paragraphe 16(1) au moment de la perpétration de l'infraction reprochée; c) déterminer si l'accusée inculpée d'une infraction liée à la mort de son enfant nouveau-né était mentalement déséquilibrée au moment de la perpétration de l'infraction; d) dans le cas où un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux a été rendu à l'égard de l'accusé, déterminer la décision qui devrait être prise; e) lorsque l'accusé a été déclaré coupable, déterminer si une ordonnance en vertu du paragraphe 736.11(1) devrait être rendue à son égard. <p>672.12 (1) Le tribunal peut rendre une ordonnance d'évaluation à toute étape des procédures intentées contre l'accusé, d'office, à la demande de l'accusé ou, sous réserve des paragraphes (2) et (3), à la demande du poursuivant.</p> <p>(2) Si l'accusé est poursuivi par procédure sommaire, le tribunal ne peut rendre une</p>	<p>“tribunal” * “court”</p> <p>5</p> <p>“verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux” “verdict of...”</p> <p>Évaluation</p> <p>Pouvoir du tribunal</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p> <p>45</p> <p>Limites des droits du poursuivant</p>
---	--	---	---

Limitation on prosecutor's application for assessment

accused is unfit to stand trial for an offence that is prosecuted by way of summary conviction, the court may only order the assessment if

- (a) the accused raised the issue of fitness; or
- (b) the prosecutor satisfies the court that there are reasonable grounds to doubt that the accused is fit to stand trial.

(3) Where the prosecutor applies for an assessment in order to determine whether the accused was suffering from a mental disorder at the time of the offence so as to be exempt from criminal responsibility, the court may only order the assessment if

- (a) the accused puts his or her mental capacity for criminal intent into issue; or
- (b) the prosecutor satisfies the court that there are reasonable grounds to doubt that the accused is criminally responsible for the alleged offence.

Contents of assessment order

672.13 (1) An assessment order must specify

- (a) the service that or the person who is to make the assessment, or the hospital where it is to be made;
- (b) whether the accused is to be detained in custody while the order is in force; and
- (c) the period that the order is to be in force, including the time required for the assessment and for the accused to travel to and from the place where the assessment is to be made.

Form

(2) An assessment order may be in Form 48.

General rule for period

672.14 (1) An assessment order shall not be in force for more than thirty days.

Exception in fitness cases

(2) No assessment order to determine whether the accused is unfit to stand trial shall be in force for more than five days, excluding the time required for the accused to travel to and from the place where the assessment is to be made, unless the accused and the prosecutor agree to a longer period not exceeding thirty days.

ordonnance de détermination de l'aptitude de l'accusé à subir son procès à la demande du poursuivant que si l'accusé a soulevé la question ou si le poursuivant lui démontre qu'il existe des motifs raisonnables de mettre en doute l'aptitude de l'accusé à subir son procès.

(3) Le tribunal ne peut rendre une ordonnance d'évaluation en vue de déterminer si l'accusé était atteint de troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité criminelle au moment de la perpétration de l'infraction reprochée que si l'accusé a mis en doute sa capacité mentale à former l'intention criminelle nécessaire ou si le poursuivant lui démontre qu'il existe des motifs raisonnables de mettre en doute la responsabilité criminelle de l'accusé à l'égard de l'infraction reprochée.

672.13 (1) L'ordonnance d'évaluation : 20 **Contenu de l'ordonnance**

- a) désigne la personne ou le service chargé de l'évaluation ou l'hôpital où celle-ci doit être faite;
- b) précise si l'accusé doit demeurer sous garde pendant que l'ordonnance est en cours de validité;
- c) fixe la période durant laquelle l'évaluation doit avoir lieu, notamment celle de l'évaluation elle-même et celle des déplacements nécessaires.

(2) L'ordonnance peut être rendue selon la formule 48. **Formule**

672.14 (1) Une ordonnance d'évaluation ne peut être en vigueur pendant plus de trente jours. **Durée : règle générale**

(2) L'ordonnance de détermination de l'aptitude de l'accusé à subir son procès ne peut être rendue pour une période supérieure à cinq jours, compte non tenu du temps nécessaire pour se rendre au lieu désigné pour l'évaluation et en revenir, que si l'accusé et le poursuivant consentent à une période plus longue, celle-ci ne pouvant toutefois jamais être supérieure à trente jours.

Exception for compelling circumstances	(3) Notwithstanding subsections (1) and (2), a court may make an assessment order that remains in force for sixty days where the court is satisfied that compelling circumstances exist that warrant it.	(3) Par dérogation aux paragraphes (1) et (2), le tribunal peut rendre une ordonnance d'évaluation pour une période de soixante jours s'il est convaincu que des circonstances exceptionnelles l'exigent.	Soixante jours
Extensions	672.15 (1) Subject to subsection (2), a court may extend an assessment order, of its own motion or on the application of the accused or the prosecutor made during or after the period that the order is in force, for any further period that is required, in its opinion, to complete the assessment of the accused.	672.15 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le tribunal peut, d'office ou à la demande de l'accusé ou du poursuivant présenté pendant que l'ordonnance est en cours de validité ou à la fin de la période de validité de celle-ci, prolonger l'ordonnance pour la période qu'il juge nécessaire à l'évaluation de l'état mental de l'accusé.	Prolongation
Maximum duration of extensions	(2) No extension of an assessment order shall exceed thirty days, and the period of the initial order together with all extensions shall not exceed sixty days.	(2) Une prolongation de l'ordonnance ne peut dépasser trente jours et l'ensemble de l'ordonnance et de ses prolongations, soixante jours.	Durée maximale des prolongations
Presumption against custody	672.16 (1) Subject to subsection (3), an accused shall not be detained in custody pursuant to an assessment order unless (a) the court is satisfied that on the evidence custody is necessary to assess the accused, or that on the evidence of a medical practitioner custody is desirable to assess the accused and the accused consents to custody; (b) custody of the accused is required in respect of any other matter or by virtue of any other provision of this Act; or (c) the prosecutor, having been given a reasonable opportunity to do so, shows that detention of the accused in custody is justified on either of the grounds set out in subsection 515(10).	672.16 (1) Sous réserve du paragraphe (3), l'accusé n'est détenu en conformité avec une ordonnance d'évaluation que dans les cas suivants : a) le tribunal est convaincu que, compte tenu des éléments de preuve présentés, la détention de l'accusé est nécessaire pour évaluer son état mental ou que, à la lumière du témoignage d'un médecin, la détention est souhaitable pour évaluer l'état mental de l'accusé et que l'accusé y consent; b) l'accusé doit être détenu pour une autre raison ou en vertu d'une autre disposition de la présente loi; c) le poursuivant, après qu'on lui a donné la possibilité raisonnable de le faire, a démontré que la détention de l'accusé est justifiée au sens du paragraphe 515(10).	Priorité à la mise en liberté
Report of medical practitioner	(2) For the purposes of paragraph (1)(a), where the prosecutor and the accused agree, the evidence of a medical practitioner may be received in the form of a report in writing.	(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), le témoignage d'un médecin peut, si l'accusé et le poursuivant y consentent, être présenté sous la forme d'un rapport écrit.	Rapport écrit
Presumption of custody in certain circumstances	(3) An accused who is charged with an offence described in any of paragraphs 515(6)(a) to (d) in the circumstances described in that paragraph, or an offence described in subsection 522(2), shall be detained in custody pursuant to an assessment order, unless the accused shows that custody is not justified under the terms of that paragraph or subsection.	(3) L'accusé doit être détenu en conformité avec une ordonnance d'évaluation dans les cas et sous réserve des conditions énumérées aux paragraphes 515(6) ou 522(2), sauf s'il démontre que sa détention n'est pas justifiée aux termes de celui de ces paragraphes qui s'applique.	Détention obligatoire

Assessment order takes precedence over bail hearing	<p>672.17 During the period that an assessment order of an accused charged with an offence is in force, no order for the interim release or detention of the accused may be made by virtue of Part XVI or section 679 in respect of that offence or an included offence.</p>	<p>672.17 Pendant la période de validité d'une ordonnance d'évaluation d'une personne accusée d'une infraction, aucune ordonnance de mise en liberté provisoire ou de détention de l'accusé ne peut être rendue en vertu de la partie XVI ou de l'article 679 à l'égard de cette infraction ou d'une infraction incluse.</p>	Primaute du renvoi sur le cautionnement
Application to vary assessment order	<p>672.18 Where at any time while an assessment order made by a court is in force the prosecutor or an accused shows cause, the court may vary the terms of the order respecting the interim release or detention of the accused in such manner as it considers appropriate in the circumstances.</p>	<p>672.18 Lorsque la nécessité lui en est démontrée par le poursuivant ou l'accusé, le tribunal peut, pendant que l'ordonnance d'évaluation est en cours de validité, modifier les modalités de celle-ci qui portent sur la mise en liberté provisoire de l'accusé ou sa détention, de la façon que le tribunal juge indiquée dans les circonstances.</p>	Demande de modification
No treatment order on assessment	<p>672.19 No assessment order may direct that psychiatric or any other treatment of the accused be carried out, or direct the accused to submit to such treatment.</p>	<p>672.19 L'ordonnance d'évaluation ne peut autoriser le traitement, notamment le traitement psychiatrique, de l'accusé ou ordonner que celui-ci s'y soumette, sans son consentement.</p>	Traitement
Assessment report	<p>672.2 (1) An assessment order may require the person who makes the assessment to submit in writing an assessment report on the mental condition of the accused.</p>	<p>672.2 (1) L'ordonnance d'évaluation peut exiger que la personne responsable de l'évaluation de l'état mental de l'accusé présente un rapport écrit des résultats de celle-ci.</p>	Rapport
Assessment report to be filed with court	<p>(2) An assessment report shall be filed with the court that ordered it, within the period fixed by the court.</p>	<p>(2) Le rapport est déposé auprès du tribunal dans le délai qu'il fixe.</p>	Dépôt auprès du tribunal
Court to send assessment report to Review Board	<p>(3) The court shall send to the Review Board without delay a copy of any report filed with it pursuant to subsection (2), to assist in determining the appropriate disposition to be made in respect of the accused.</p>	<p>(3) Le tribunal transmet sans délai à la commission d'examen le rapport déposé en conformité avec le paragraphe (2) afin d'aider à la détermination de la décision à prendre à l'égard de l'accusé.</p>	Transmission à la commission d'examen
Copies of reports to accused and prosecutor	<p>(4) Subject to subsection 672.51(3), copies of any report filed with a court pursuant to subsection (2) shall be provided without delay to the prosecutor, the accused and any counsel representing the accused.</p>	<p>(4) Sous réserve du paragraphe 672.51(3), des copies du rapport déposé auprès d'un tribunal sont envoyées sans délai au poursuivant, à l'accusé et à l'avocat qui, le cas échéant, représente celui-ci.</p>	Copies à l'accusé et au poursuivant
Definition of "protected statement"	<p>672.21 (1) In this section, "protected statement" means a statement made by the accused during the course and for the purposes of an assessment or treatment directed by a disposition, to the person specified in the</p>	<p>672.21 (1) Au présent article, « déclaration protégée » s'entend de la déclaration faite par l'accusé dans le cadre de l'évaluation ou du traitement prévu par une décision à la personne désignée dans l'ordonnance</p>	Définition de « déclarations protégées »

<p>Protected statements not admissible against accused</p> <p>assessment order or the disposition, or to anyone acting under that person's direction.</p> <p>(2) No protected statement or reference to a protected statement made by an accused is admissible in evidence, without the consent of the accused, in any proceeding before a court, tribunal, body or person with jurisdiction to compel the production of evidence.</p>	<p>d'évaluation ou la décision ou à un préposé de cette personne.</p> <p>(2) Les déclarations protégées ou la mention d'une déclaration protégée faite par l'accusé ne sont pas admissibles en preuve sans le consentement de l'accusé dans toute procédure devant un tribunal, une cour, un organisme ou une personne qui a compétence pour ordonner la production d'éléments de preuve.</p>	<p>Inadmissibilité en preuve des déclarations protégées</p> <p>10</p>
<p>Exceptions</p> <p>(3) Notwithstanding subsection (2), evidence of a protected statement is admissible for the purpose of</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) determining whether the accused is unfit to stand trial; (b) making a disposition or placement decision respecting the accused; (c) finding whether the accused is a dangerous mentally disordered accused under section 672.65; (d) determining whether the balance of the mind of the accused was disturbed at the time of commission of the alleged offence, where the accused is a female person charged with an offence arising out of the death of her newly-born child; (e) determining whether the accused was, at the time of the commission of an alleged offence, suffering from automatism or a mental disorder so as to be exempt from criminal responsibility by virtue of subsection 16(1), if the accused puts his or her mental capacity for criminal intent into issue, or if the prosecutor raises the issue after verdict; (f) challenging the credibility of an accused in any proceeding where the testimony of the accused is inconsistent in a material particular with a protected statement that the accused made previously; or (g) establishing the perjury of an accused who is charged with perjury in respect of a statement made in any proceeding. 	<p>10</p> <p>15</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>35</p> <p>40</p>	<p>Exceptions</p> <p>(3) Par dérogation au paragraphe (2), une preuve d'une déclaration protégée est admissible pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) déterminer l'aptitude de l'accusé à subir son procès; b) rendre une décision ou une ordonnance de placement à l'égard de l'accusé; c) déterminer si l'accusé est un accusé dangereux atteint de troubles mentaux au sens de l'article 672.65; d) déterminer si l'accusée inculpée d'une infraction liée à la mort de son enfant nouveau-né était mentalement déséquilibrée au moment de la perpétration de l'infraction; e) déterminer si l'accusé était atteint de troubles mentaux ou d'automatisme de nature à ne pas engager sa responsabilité criminelle sous le régime du paragraphe 16(1) au moment de la perpétration de l'infraction reprochée, à la condition que l'accusé ait lui-même mis en doute sa capacité mentale à former l'intention criminelle nécessaire ou que le poursuivant soulève la question après le verdict; f) mettre en doute la crédibilité de l'accusé lorsque le témoignage qu'il rend dans des procédures est incompatible sur un point important avec une déclaration protégée qu'il a déjà faite; g) prouver le parjure d'une personne accusée de parjure en raison d'une déclaration faite au cours de quelques procédures que ce soit.
<p>Presumption of fitness</p> <p>Fitness to Stand Trial</p> <p>672.22 An accused is presumed fit to stand trial unless the court is satisfied on the</p>	<p>Aptitude à subir son procès</p> <p>672.22 L'accusé est présumé apte à subir son procès sauf si le tribunal, compte tenu de</p>	<p>45 Présomption</p>

Court may direct issue to be tried	balance of probabilities that the accused is unfit to stand trial.	la prépondérance des probabilités, est convaincu de son inaptitude.	Troubles mentaux durant les procédures
	672.23 (1) Where the court has reasonable grounds, at any stage of the proceedings before a verdict is rendered, to believe that the accused is unfit to stand trial, the court may direct, of its own motion or on application of the accused or the prosecutor, that the issue of fitness of the accused be tried.	672.23 (1) Le tribunal qui a, à toute étape des procédures avant que le verdict ne soit rendu, des motifs raisonnables de croire que l'accusé est inapte à subir son procès, peut, d'office ou à la demande de l'accusé ou du poursuivant, ordonner que cette aptitude soit déterminée.	5
Burden of proof	(2) An accused or a prosecutor who makes an application under subsection (1) has the burden of proof that the accused is unfit to stand trial.	(2) Lorsqu'une demande est présentée en vertu du paragraphe (1) par le poursuivant ou l'accusé, la charge de prouver l'inaptitude de l'accusé à subir son procès incombe à l'auteur de la demande.	10 Charge de la preuve
Counsel	672.24 Where the court has reasonable grounds to believe that an accused is unfit to stand trial and the accused is not represented by counsel, the court shall order that the accused be represented by counsel.	672.24 Le tribunal, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'un accusé est inapte à subir son procès, est tenu, si l'accusé n'est pas représenté par avocat, de lui en désigner un.	15 Désignation d'un avocat
Postponing trial of issue	672.25 (1) The court shall postpone directing the trial of the issue of fitness of an accused in proceedings for an offence for which the accused may be prosecuted by indictment or that is punishable on summary conviction, until the prosecutor has elected to proceed by way of indictment or summary conviction.	672.25 (1) Dans le cas d'une infraction qui peut être poursuivie par voie d'acte d'accusation ou de procédure sommaire, le tribunal est tenu de différer d'ordonner la détermination de l'aptitude de l'accusé à subir son procès jusqu'à ce que le poursuivant ait choisi le mode de poursuite.	20 Remise
Idem	(2) The court may postpone directing the trial of the issue of fitness of an accused <i>(a)</i> where the issue arises before the close of the case for the prosecution at a preliminary inquiry, until a time that is not later than the time the accused is called on to answer to the charge; or <i>(b)</i> where the issue arises before the close of the case for the prosecution at trial, until a time not later than the opening of the case for the defence or, on motion of the accused, any later time that the court may direct.	(2) Le tribunal peut différer d'ordonner la détermination de l'aptitude de l'accusé à subir son procès : <i>a)</i> soit jusqu'au moment où l'accusé est appelé à répondre à l'accusation, lorsque la question est soulevée avant que la poursuite n'ait terminé son exposé lors d'une enquête préliminaire; <i>b)</i> soit jusqu'au moment où la défense commence son exposé ou, sur demande de l'accusé, jusqu'à tout autre moment ultérieur, lorsque la question se pose avant la fin de l'exposé de la poursuite lors du procès.	Idem 40
Trial of issue by judge and jury	672.26 Where an accused is tried or is to be tried before a court composed of a judge and jury, <i>(a)</i> if the judge directs that the issue of fitness of the accused be tried before the accused is given in charge to a jury for trial on the indictment, a jury composed of	672.26 Lorsque le procès se tient ou doit se tenir devant un tribunal composé d'un juge et d'un jury : <i>a)</i> si le juge ordonne que la question soit déterminée avant que l'accusé ne soit confié à un jury en vue d'un procès sur l'acte d'accusation, un jury composé du	Détermination par un juge et un jury

	<p>the number of jurors required in respect of the indictment in the province where the trial is to be held shall be sworn to try that issue and, with the consent of the accused, the issues to be tried on the indictment; and</p>	<p>nombre de jurés nécessaire pour décider des questions que soulève l'acte d'accusation dans la province où le procès se tient ou doit se tenir doit être assermenté pour décider de cette question et, avec le consentement de l'accusé, des questions que soulève l'acte d'accusation;</p>
	<p>(b) if the judge directs that the issue of fitness of the accused be tried after the accused has been given in charge to a jury for trial on the indictment, the jury shall be sworn to try that issue in addition to the issues in respect of which it is already sworn.</p>	<p>b) si le juge ordonne que la question soit déterminée après que l'accusé a été confié à un jury en vue d'un procès sur l'acte d'accusation, le jury doit être assermenté pour déterminer cette question en plus de celles pour lesquelles il a déjà été assermenté.</p>
Trial of issue by court	<p>672.27 The court shall try the issue of fitness of an accused and render a verdict where the issue arises</p>	<p>672.27 Lorsque le procès se tient ou doit se tenir devant un tribunal autre qu'un tribunal composé d'un juge et d'un jury ou que la question se soulève devant le tribunal à l'enquête préliminaire ou à toute autre étape des procédures, le tribunal doit déterminer la question et rendre un verdict.</p>
Proceeding continues where accused is fit	<p>672.28 Where the verdict on trial of the issue is that an accused is fit to stand trial, the arraignment, preliminary inquiry, trial or other stage of the proceeding shall continue as if the issue of fitness of the accused had never arisen.</p>	<p>672.28 Lorsqu'il est décidé que l'accusé est apte à subir son procès, les procédures se poursuivent comme si la question n'avait pas été soulevée.</p>
Where continued detention in hospital	<p>672.29 Where an accused is detained in custody on delivery of a verdict that the accused is fit to stand trial, the court may order the accused to be detained in a hospital until the completion of the trial, if the court has reasonable grounds to believe that the accused would become unfit to stand trial if released.</p>	<p>672.29 Lorsque l'accusé est détenu au moment où est rendu le verdict d'aptitude à subir son procès, le tribunal peut ordonner que l'accusé soit détenu dans un hôpital jusqu'à la fin du procès s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il deviendra inapte à subir son procès s'il est mis en liberté.</p>
Acquittal	<p>672.3 Where the court has postponed directing the trial of the issue of fitness of an accused pursuant to subsection 672.25(2) and the accused is discharged or acquitted before the issue is tried, it shall not be tried.</p>	<p>672.3 Lorsque le tribunal a différé l'étude de la question en conformité avec le paragraphe 672.25(2) et que l'accusé est acquitté ou libéré avant qu'un verdict ne soit rendu à l'égard de la question, le tribunal est désaisi de la question.</p>
Verdict of unfit to stand trial	<p>672.31 Where the verdict on trial of the issue is that an accused is unfit to stand trial, any plea that has been made shall be set aside and any jury shall be discharged.</p>	<p>672.31 Lorsqu'il est décidé que l'accusé est inapte à subir son procès, les plaidoyers sont mis de côté et le jury est libéré.</p>
Subsequent proceedings	<p>672.32 (1) A verdict of unfit to stand trial shall not prevent the accused from being</p>	<p>672.32 (1) Un verdict d'inaptitude à subir son procès n'empêche pas l'accusé de subir</p>

Burden of proof	tried subsequently where the accused becomes fit to stand trial. (2) The burden of proof that the accused has subsequently become fit to stand trial is on the party who asserts it, and is discharged by proof on the balance of probabilities.	un procès par la suite lorsqu'il devient apte à le subir. (2) La partie qui entend démontrer que l'accusé est devenu apte à subir son procès a la charge de le prouver, la preuve se faisant selon la prépondérance des probabilités.	Charge de la preuve
Prima facie case to be made every two years	672.33 (1) The court that has jurisdiction in respect of the offence charged against an accused who is found unfit to stand trial shall hold an inquiry, not later than two years after the verdict is rendered and every two years thereafter until the accused is acquitted pursuant to subsection (6) or tried, to decide whether sufficient evidence can be adduced at that time to put the accused on trial.	672.33 (1) Lorsqu'un verdict d'inaptitude à subir son procès a été rendu, le tribunal qui a compétence à l'égard de l'infraction reprochée à l'accusé doit tenir une audition, au plus tard deux ans après le verdict et tous les deux ans par la suite jusqu'à ce que l'accusé soit acquitté en vertu du paragraphe (6) ou subisse son procès, pour déterminer s'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuve pour ordonner que l'accusé subisse son procès.	Preuve prima facie à tous les deux ans
Court may order inquiry to be held	(2) On application of the accused, the court may order an inquiry under this section to be held at any time.	(2) À la demande de l'accusé, le tribunal peut, à tout moment, ordonner la tenue d'une audition sous le régime du présent article.	Ordonnance de tenue de l'audition
Burden of proof	(3) At an inquiry under this section, the burden of proof that sufficient evidence can be adduced to put the accused on trial is on the prosecutor.	(3) Le poursuivant a la charge de prouver, lors de l'audition, qu'il existe suffisamment d'éléments de preuve pour ordonner que l'accusé subisse son procès.	Charge de la preuve
Admissible evidence at an inquiry	(4) In an inquiry under this section, the court shall admit as evidence (a) any affidavit containing evidence that would be admissible if given by the person making the affidavit as a witness in court; or (b) any certified copy of the oral testimony given at a previous inquiry or hearing held before a court in respect of the offence with which the accused is charged.	(4) Est admissible à l'audition l'affidavit dont le contenu correspond aux déclarations qui, si elles étaient faites par le signataire à titre de témoin devant un tribunal, seraient admissibles en preuve; sont également admissibles les copies conformes des témoignages déjà recueillis lors d'auditions semblables ou à l'occasion de procédures judiciaires portant sur l'infraction reprochée à l'accusé.	Éléments de preuve admissibles
Conduct of inquiry	(5) The court may determine the manner in which an inquiry under this section is conducted and may follow the practices and procedures in respect of a preliminary inquiry under Part XVIII where it concludes that the interests of justice so require.	(5) Le tribunal détermine la façon de tenir l'audition et peut ordonner qu'elle se tienne en conformité avec les dispositions de la partie XVIII applicables aux enquêtes préliminaires s'il conclut que l'intérêt de la justice l'exige.	Enquête préliminaire
Where prima facie case not made	(6) Where, on the completion of an inquiry under this section, the court is satisfied that sufficient evidence cannot be adduced to put the accused on trial, the court shall acquit the accused.	(6) Le tribunal acquitte l'accusé s'il est convaincu que le poursuivant n'a pas démontré, à l'audition tenue en conformité avec le paragraphe (1), qu'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuve pour ordonner que l'accusé subisse son procès.	Absence de preuve prima facie

Verdict of not
criminally
responsible on
account of
mental disorder

Verdict of Not Criminally Responsible on Account of Mental Disorder

672.34 Where the jury, or the judge or provincial court judge where there is no jury, finds that an accused committed the act or made the omission that formed the basis of the offence charged, but was at the time suffering from mental disorder so as to be exempt from criminal responsibility by virtue of subsection 16(1), the jury or the judge shall render a verdict that the accused committed the act or made the omission but is not criminally responsible on account of mental disorder.

Effect of
verdict of not
criminally
responsible on
account of
mental disorder

672.35 Where a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder is rendered, the accused shall not be found guilty or convicted of the offence, except that

- (a) the accused may plead *autrefois acquit* in respect of any subsequent charge relating to that offence;
- (b) any court may take the verdict into account in considering an application for judicial interim release or in considering what dispositions to make or sentence to impose for any other offence; and
- (c) the National Parole Board or any provincial parole board may take the verdict into account in considering an application by the accused for parole or pardon in respect of any other offence.

Verdict not a
previous
conviction

672.36 A verdict of not criminally responsible on account of mental disorder is not a previous conviction for the purposes of any offence under any Act of Parliament for which a greater punishment is provided by reason of previous convictions.

Definition of
"application for
federal
employment"

672.37 (1) In this section, "application for federal employment" means an application form relating to

- (a) employment in any department, as defined in section 2 of the *Financial Administration Act*;

Verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux

672.34 Le jury ou, en l'absence de jury, le juge ou le juge de la cour provinciale, qui détermine que l'accusé a commis l'acte ou l'omission qui a donné lieu à l'accusation mais était atteint, à ce moment, de troubles mentaux dégageant sa responsabilité criminelle par application du paragraphe 16(1) est tenu de rendre un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux.

Verdict de
non-responsabi-
lité criminelle

672.35 L'accusé qui fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux n'est pas déclaré coupable de l'infraction ou condamné à l'égard de celle-ci; toutefois, les règles suivantes s'appliquent :

Conséquence
du verdict de
non-responsabi-
lité criminelle
pour cause de
troubles
mentaux

- a) l'accusé peut plaider *autrefois acquit* relativement à toute accusation subséquente relative à l'infraction;
- b) un tribunal peut prendre en considération le verdict lors de l'étude d'une demande de mise en liberté provisoire ou des mesures à prendre ou de la peine à infliger à l'égard de toute autre infraction;
- c) la Commission nationale des libérations conditionnelles ou une commission provinciale des libérations conditionnelles peut prendre en considération le verdict lors de l'étude d'une demande de libération conditionnelle ou de réhabilitation à l'égard de toute autre infraction commise par l'accusé.

672.36 Un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ne constitue pas une condamnation antérieure à l'égard de toute infraction prévue par une loi fédérale pour laquelle une peine plus élevée peut être infligée en raison de telles condamnations.

Nature du
verdict

672.37 (1) Au présent article, « demande d'emploi relevant d'une autorité fédérale » s'entend de l'un des documents suivants :

Définition de
« demande
d'emploi
relevant d'une
autorité
fédérale »

- a) une demande d'emploi dans un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

45

	(b) employment by any Crown corporation as defined in subsection 83(1) of the <i>Financial Administration Act</i> ;	b) une demande d'emploi dans une société d'État au sens du paragraphe 83(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> ;
	(c) enrolment in the Canadian Forces; or	c) une demande d'enrôlement dans les Forces canadiennes;
	(d) employment in connection with the operation of any work, undertaking or business that is within the legislative authority of Parliament.	d) une demande présentée en vue d'un emploi exercé dans une entreprise qui relève de la compétence législative du Parlement ou lié à une telle entreprise.
Application for federal employment	(2) No application for federal employment shall contain any question that requires the applicant to disclose any charge or finding that the applicant committed an offence that resulted in a finding or a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder if the applicant was discharged absolutely or is no longer subject to any disposition in respect of that offence.	(2) Il est interdit d'inscrire dans une demande d'emploi relevant d'une autorité fédérale une question qui exige du demandeur de révéler qu'il a fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'une accusation ayant donné lieu à un tel verdict si le demandeur a été libéré sans condition ou ne fait plus l'objet d'une décision rendue à son égard au titre de cette infraction.
Punishment	(3) Any person who uses or authorizes the use of an application for federal employment that contravenes subsection (2) is guilty of an offence punishable on summary conviction.	(3) Toute personne qui utilise ou permet que soit utilisé un formulaire qui contrevient aux dispositions du paragraphe (2) est coupable d'une infraction punissable par procédure sommaire.
	<i>Review Boards</i>	<i>Commission d'examen</i>
Review Boards to be established	672.38 (1) A Review Board shall be established or designated for each province to make or review dispositions concerning any accused in respect of whom a verdict of not criminally responsible by reason of mental disorder or unfit to stand trial is rendered, and shall consist of not fewer than five members appointed by the lieutenant governor in council of the province.	672.38 (1) Une commission d'examen est constituée ou désignée pour chaque province; elle est constituée d'un minimum de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province et est chargée de rendre ou de réviser des décisions concernant les accusés qui font l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou qui ont été déclarés inaptes à subir leur procès.
Treated as provincial Board	(2) A Review Board shall be treated as having been established under the laws of the province.	(2) La commission est réputée avoir été constituée en vertu du droit provincial.
Members of Review Board	672.39 A Review Board must have at least one member who is entitled under the laws of a province to practise psychiatry and, where only one member is so entitled, at least one other member must have training and experience in the field of mental health, and be entitled under the laws of a province to practise medicine or psychology.	672.39 Doivent faire partie d'une commission d'examen au moins une personne autorisée par le droit d'une province à exercer la psychiatrie et, s'il n'y a qu'un seul psychiatre, au moins une personne dont la formation et l'expérience relèvent de la santé mentale et qui est autorisée par le droit d'une province à exercer la médecine ou la profession de psychologue.

Chairperson of a Review Board	672.4 (1) Subject to subsection (2), the chairperson of a Review Board shall be a judge of the Federal Court or of a superior, district or county court of a province, or a person who is qualified for appointment to, or has retired from, such a judicial office.	672.4 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le président de la commission d'examen d'une province est un juge — ou un juge à la retraite — de la cour fédérale, d'une cour supérieure d'une province ou d'une cour de district ou de comté ou une personne qui remplit les conditions de nomination à un tel poste.	Président
Transitional	(2) Where the chairperson of a Review Board that was established before the coming into force of subsection (1) is not a judge or other person referred to therein, the chairperson may continue to act until the expiration of his or her term of office if at least one other member of the Review Board is a judge or other person referred to in subsection (1) or is a member of the bar of the province.	(2) Le président de la commission d'examen d'une province constituée avant l'entrée en vigueur du présent article qui ne satisfait pas aux exigences du paragraphe (1) peut continuer à exercer ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat si au moins un membre de la commission d'examen est un membre du barreau de la province ou une personne visée au paragraphe (1).	Disposition transitoire
Quorum of Review Board	672.41 (1) Subject to subsection (2), the quorum of a Review Board is constituted by the chairperson, a member who is entitled under the laws of a province to practise psychiatry, and any other member.	672.41 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le quorum d'une commission d'examen est constitué du président, d'un membre qui est autorisé par le droit d'une province à exercer la psychiatrie et d'un autre membre.	Quorum
Transitional	(2) Where the chairperson of a Review Board that was established before the coming into force of this section is not a judge or other person referred to in subsection 672.4(1), the quorum of the Review Board is constituted by the chairperson, a member who is entitled under the laws of a province to practise psychiatry, and a member who is a person referred to in that subsection or a member of the bar of the province.	(2) Lorsque le président de la commission d'examen d'une province constituée avant l'entrée en vigueur du présent article ne satisfait pas aux exigences du paragraphe 672.4(1), l'autre membre qui permet d'atteindre le quorum doit être membre du barreau de la province ou satisfaire aux exigences de ce paragraphe.	Idem
Majority vote	672.42 A decision of a majority of the members present and voting is the decision of a Review Board.	672.42 Les décisions d'une commission d'examen se prennent à la majorité des membres de la commission qui sont présents et votent.	Majorité
Powers of Review Boards	672.43 At a hearing held by a Review Board to make a disposition or review a disposition in respect of an accused, the chairperson has all the powers that are conferred by sections 4 and 5 of the <i>Inquiries Act</i> on persons appointed as commissioners under Part I of that Act.	672.43 Lors d'une audition de la commission d'examen, le président de la commission est investi des pouvoirs que les articles 4 et 5 de la <i>Loi sur les enquêtes</i> accordent aux commissaires nommés en vertu de la partie I de cette loi.	Pouvoirs du président de la commission
Rules of Review Board	672.44 (1) A Review Board may, subject to the approval of the lieutenant governor in council of the province, make rules providing	672.44 (1) Une commission d'examen peut, sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil de la province,	Règles

Application and publication of rules	<p>for the practice and procedure before the Review Board.</p> <p>(2) The rules made by a Review Board under subsection (1) apply to any proceeding within its jurisdiction, and shall be published in the <i>Canada Gazette</i>.</p>	<p>prendre des règles concernant la procédure à suivre devant elle.</p> <p>(2) Les règles d'une commission d'examen s'appliquent à toute procédure qui relève de sa compétence et sont publiées dans la <i>Gazette du Canada</i>.</p>	Application et publication
Regulations	<p>(3) Notwithstanding anything in this section, the Governor in Council may make regulations to provide for the practice and procedure before Review Boards, in particular to make the rules of Review Boards uniform, and all regulations made under this subsection prevail over any rules made under subsection (1).</p>	<p>(3) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant la procédure à suivre devant les commissions d'examen, notamment en vue d'uniformiser les règles prises par les commissions; les règlements prévalent alors sur ces règles.</p>	Règlements
Hearing to be held by a court	<p><i>Disposition Hearings</i></p> <p>672.45 (1) Where a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial is rendered in respect of an accused, the court may of its own motion, and shall on application by the accused or the prosecutor, hold a disposition hearing.</p>	<p><i>Auditions</i></p> <p>672.45 (1) Lorsqu'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux est rendu à l'égard d'un accusé, le tribunal peut d'office, et doit, à la demande de l'accusé ou du poursuivant, tenir une audition pour déterminer la décision à rendre.</p>	Décision judiciaire
Disposition to be made	<p>(2) At a disposition hearing, the court shall make a disposition in respect of the accused, if it is satisfied that it can readily do so and that a disposition should be made without delay.</p>	<p>(2) Lors de l'audition, le tribunal rend une décision à l'égard de l'accusé s'il est convaincu qu'il est en mesure de rendre une décision à son égard sans difficulté et qu'une telle décision devrait être rendue sans délai.</p>	Idem
Status quo pending Review Board hearing	<p>672.46 (1) Where the court does not make a disposition in respect of the accused at a disposition hearing, any order for the interim release or detention of the accused or any appearance notice, promise to appear, summons, undertaking or recognizance in respect of the accused that is in force at the time the verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial is rendered continues in force, subject to its terms, until the Review Board makes a disposition.</p>	<p>672.46 (1) Lorsque le tribunal ne rend pas de décision à l'égard de l'accusé lors de l'audition, toute ordonnance de mise en liberté provisoire ou de détention de l'accusé ou toute citation à comparaître, sommation, promesse de comparaître, promesse ainsi que tout engagement en vigueur au moment où le verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux est rendu continue d'être en vigueur sous réserve de ses dispositions jusqu'à ce que la commission d'examen rende sa décision.</p>	Maintien intérimaire du statu quo
Variation of order	<p>(2) Notwithstanding subsection (1), a court may, on cause being shown, vacate any order, appearance notice, promise to appear, summons, undertaking or recognizance referred to in that subsection and make any other order for the interim release or detention of the accused that the court considers to be appropriate in the circumstances,</p>	<p>(2) Par dérogation au paragraphe (1), le tribunal peut, avant que la commission d'examen rende sa décision, si la nécessité lui en est démontrée, annuler l'ordonnance mentionnée au paragraphe (1) qui a déjà été rendue à l'égard de l'accusé ou la citation à comparaître, la sommation, la promesse de comparaître, la promesse ou l'engagement</p>	Modification

	<p>including an order directing that the accused be detained in custody in a hospital pending a disposition by the Review Board in respect of the accused.</p>	<p>qui est toujours en vigueur à son égard et rendre à l'égard de l'accusé une ordonnance de mise en liberté provisoire ou de détention dans la mesure où il le juge indiqué; il peut notamment ordonner que l'accusé soit détenu dans un hôpital.</p>	5
Review Board to make disposition where court does not	<p>672.47 (1) Where a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial is rendered and the court makes no disposition in respect of an accused, the Review Board shall, as soon as is practicable but not later than forty-five days after the verdict was rendered, hold a hearing and make a disposition.</p>	<p>5 672.47 (1) Dans le cas où un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux est rendu à l'égard d'un accusé, la 10 commission d'examen, sauf si un tribunal a rendu une décision à l'égard de l'accusé, doit, dans les meilleurs délais après le verdict mais au plus tard quarante-cinq jours après le prononcé de celui-ci, tenir une audition et 15 rendre une décision à l'égard de l'accusé.</p>	Décision de la commission d'examen
Extension of time for hearing	<p>(2) Where the court is satisfied that there are exceptional circumstances that warrant it, the court may extend the time for holding a hearing under subsection (1) to a maximum of ninety days after the verdict was rendered.</p>	<p>15 (2) Le tribunal, s'il est convaincu qu'il existe des circonstances exceptionnelles le justifiant, peut prolonger le délai préalable à la tenue d'une audition visée au paragraphe 20 (1) jusqu'à un maximum de quatre-vingt-dix jours après le prononcé de celui-ci.</p>	Prolongation
Where disposition made by court	<p>(3) Where a court makes a disposition under section 672.54 other than an absolute discharge in respect of an accused, the Review Board shall hold a hearing on a day not later than the day on which the disposition ceases to be in force, and not later than ninety days after the disposition was made, and shall make a disposition in respect of the accused.</p>	<p>20 (3) La commission doit tenir l'audition et rendre sa décision au plus tard à la fin de la période de validité de la décision qui a été 25 rendue par le tribunal en vertu de l'article 672.54 mais dans tous les cas avant l'expiration de la période de quatre-vingt-dix jours qui suit cette décision, sauf dans le cas où le tribunal a ordonné la libération inconditionnelle de l'accusé.</p>	Restriction
Review Board to determine fitness	<p>672.48 (1) Where a Review Board holds a hearing to make or review a disposition in respect of an accused who has been found unfit to stand trial, it shall determine whether in its opinion the accused is fit to stand trial at the time of the hearing.</p>	<p>25 672.48 (1) Lors de l'audition tenue en vue de rendre ou de réviser une décision à l'égard d'un accusé qui a fait l'objet d'un verdict d'inaptitude à subir son procès, la commission d'examen détermine si, à son avis, celui-ci est, au moment de l'audition, devenu apte à le subir.</p>	Détermination de l'aptitude à subir son procès par la commission
Review Board shall send accused to court	<p>(2) If a Review Board determines that the accused is fit to stand trial, it shall order that the accused be sent back to court, and the court shall try the issue and render a verdict.</p>	<p>30 (2) La commission d'examen, si elle détermine qu'au moment de l'audition l'accusé est apte à subir son procès, ordonne son renvoi devant le tribunal afin que celui-ci décide de son aptitude à subir son procès.</p>	Renvoi devant le tribunal
Chairperson may send accused to court	<p>(3) The chairperson of a Review Board may, with the consent of the accused and the person in charge of the hospital where an accused is being detained, order that the accused be sent back to court for trial of the</p>	<p>35 (3) Le président de la commission d'examen peut, si l'accusé et le responsable de l'hôpital où il est détenu y consentent, ordonner le renvoi de l'accusé devant le tribunal afin que celui-ci décide de son aptitude à</p>	Pouvoirs du président

	<p>issue of whether the accused is unfit to stand trial, where the chairperson is of the opinion that</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the accused is fit to stand trial; and (b) the Review Board will not hold a hearing to make or review a disposition in respect of the accused within a reasonable period. 	<p>subir son procès s'il est d'avis que les conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'accusé est apte à le subir; b) la commission d'examen ne tiendra pas d'audition dans un délai raisonnable. 	
	<p>672.49 (1) In a disposition made pursuant to section 672.47 the Review Board or chairperson may require the accused to continue to be detained in a hospital until the court determines whether the accused is fit to stand trial, if the Review Board or chairperson has reasonable grounds to believe that the accused would become unfit to stand trial if released.</p>	<p>672.49 (1) La commission d'examen ou le président de celle-ci, selon le cas, peut, dans la décision rendue en vertu de l'article 672.47, prévoir que l'accusé continue à être détenu dans un hôpital jusqu'à ce que le tribunal détermine son aptitude à subir son procès à la condition d'avoir des motifs raisonnables de croire que l'accusé deviendra inapte à subir son procès s'il est mis en liberté.</p>	Détention à l'hôpital
Continued detention in hospital			
Copy of disposition to be sent to court	<p>(2) The Review Board or chairperson shall send a copy of a disposition made pursuant to section 672.47 without delay to the court having jurisdiction over the accused and to the Attorney General of the province where the accused is to be tried.</p>	<p>(2) La commission ou le président qui rend une ordonnance de renvoi en vertu de l'article 672.47 en fait parvenir sans délai une copie au tribunal qui a compétence à l'égard de l'accusé et au procureur général de la province où l'accusé doit subir son procès.</p>	Transmission d'une copie de l'ordonnance
Procedure at disposition hearing	<p>672.5 (1) A hearing held by a court or Review Board to make or review a disposition in respect of an accused shall be held in accordance with this section.</p>	<p>672.5 (1) Les règles qui suivent s'appliquent à l'audition que tient un tribunal ou une commission d'examen en vue de déterminer la décision qui devrait être prise à l'égard d'un accusé.</p>	Procédure lors de l'audition
Hearing to be informal	<p>(2) The hearing may be conducted in an informal manner as is appropriate in the circumstances.</p>	<p>(2) L'audition peut être aussi informelle que possible, compte tenu des circonstances.</p>	Audition informelle
Attorneys General may be parties	<p>(3) On application, the court or Review Board shall designate as a party the Attorney General of the province where the disposition is to be made and, where an accused is transferred from another province, the Attorney General of the province from which the accused is transferred.</p>	<p>(3) Le tribunal ou la commission d'examen est tenu d'accorder le statut de partie au procureur général de la province où se tient l'audition et, dans le cas d'un transfèrement interprovincial, à celui de la province d'origine, s'ils en font la demande.</p>	Statut de partie des procureurs généraux
Interested person may be a party	<p>(4) The court or Review Board may designate as a party any person who has a substantial interest in protecting the interests of the accused, if the court or Review Board is of the opinion that it is just to do so.</p>	<p>(4) S'il est d'avis que la justice l'exige, le tribunal ou la commission d'examen peut accorder le statut de partie à toute personne qui possède un intérêt substantiel dans les procédures afin de protéger les intérêts de l'accusé.</p>	Statut de partie des intéressés
Notice of hearing	<p>(5) Notice of the hearing shall be given to the parties, the Attorney General of the province where the disposition is to be made</p>	<p>(5) Un avis de l'audition est donné à toutes les parties et au procureur général de la province où elle se tient ainsi que, en cas de</p>	Avis d'audition

and, where the accused is transferred to another province, the Attorney General of the province from which the accused is transferred, within the time and in the manner prescribed, or within the time and in the manner fixed by the rules of the court or Review Board.

Order excluding the public

(6) Where the court or Review Board considers it to be in the best interests of the accused and not contrary to the public interest, the court or Review Board may order the public or any members of the public to be excluded from the hearing or any part of the hearing.

Right to counsel

(7) The accused or any other party has the right to be represented by counsel.

Assigning counsel

(8) The court or Review Board shall, if an accused is not represented by counsel, assign counsel to act for any accused

(a) who has been found unfit to stand trial; or

(b) wherever the interests of justice so require.

Right of accused to be present

(9) Subject to subsection (10), the accused has the right to be present during the whole of the hearing.

Removal or absence of accused

(10) The court or the chairperson of the Review Board may,

(a) permit the accused to be absent during the whole or any part of the hearing on such conditions as the court or chairperson considers proper; or

(b) cause the accused to be removed and barred from re-entry for the whole or any part of the hearing

35

(i) where the accused interrupts the hearing so that to continue in the presence of the accused would not be feasible;

(ii) on being satisfied that failure to do so would likely endanger the life or safety of another person or would seriously impair the treatment or recovery of the accused, or

(iii) in order to hear, in the absence of the accused, evidence, oral or written submissions, or the cross-examination of any witness concerning whether grounds

transfèrement interprovincial, au procureur général de la province d'origine dans le délai et de la façon réglementaires ou prévus par les règles du tribunal ou de la commission.

5

(6) L'audition peut, en totalité ou en partie, avoir lieu à huis clos si le tribunal ou la commission d'examen considère que cela est dans l'intérêt de l'accusé et n'est pas contraire à l'intérêt public.

5 Huis clos

(7) L'accusé et toutes les parties ont le droit d'être représentés par avocat.

Droit à un avocat

(8) Si l'intérêt de la justice l'exige ou lorsque l'accusé a été déclaré inapte à subir son procès, le tribunal ou la commission est tenu, dans le cas où l'accusé n'est pas représenté par avocat, de lui en désigner un.

Avocat d'office

(9) Sous réserve du paragraphe (10), l'accusé a le droit d'être présent durant toute l'audition.

Présence de l'accusé

(10) Le tribunal ou le président de la commission peut :

Exclusion ou absence de l'accusé

a) permettre à l'accusé d'être absent pendant la totalité ou une partie de l'audition aux conditions qu'il juge indiquées;

b) exclure l'accusé pendant la totalité ou une partie de l'audition dans les cas suivants :

(i) l'accusé se conduit mal en interrompant les procédures au point qu'il serait difficilement réalisable de les continuer en sa présence;

(ii) le tribunal ou le président est convaincu que sa présence pourrait mettre en danger la vie ou la sécurité d'un tiers ou avoir un effet préjudiciable sur le traitement ou la guérison de l'accusé;

(iii) pour entendre des éléments de preuve, faire des observations, oralement ou par écrit, ou contre-interroger des témoins, afin de pouvoir décider des questions visées au sous-alinéa (ii).

30
35
40

Rights of parties at hearing

exist for removing the accused pursuant to subparagraph (ii).

(11) Any party may adduce evidence, make oral or written submissions, call witnesses and cross-examine any witness called by any other party and, on application, cross-examine any person who made an assessment report that was submitted to the court or Review Board in writing.

Request to compel attendance of witnesses

(12) A party may not compel the attendance of witnesses, but may request the court or the chairperson of the Review Board to do so.

Definition of "disposition information"

672.51 (1) In this section, "disposition information" means all or part of an assessment report submitted to the court or Review Board and any other written information before the court or Review Board about the accused that is relevant to making a disposition.

Disposition information to be made available to parties

(2) Subject to this section, all disposition information shall be made available for inspection by, and the court or Review Board shall provide a copy of it to, each party and any counsel representing the accused.

Exception where disclosure dangerous to any person

(3) The court or Review Board shall withhold some or all of the disposition information from an accused where it is satisfied, on the basis of that information and the evidence or report of the medical practitioner responsible for the assessment or treatment of the accused, that disclosure of the information would be likely to endanger the life or safety of another person or would seriously impair the treatment or recovery of the accused.

Idem

(4) Notwithstanding subsection (3), the court or Review Board may release some or all of the disposition information to an accused where the interests of justice make disclosure essential in its opinion.

Exception where disclosure unnecessary or prejudicial

(5) The court or Review Board shall withhold disposition information from a party other than the accused or an Attorney General, where disclosure to that party, in the

(11) Toute partie peut présenter des éléments de preuve, faire des observations, oralement ou par écrit, appeler des témoins et contre-interroger les témoins que les autres parties ont appelés et, si un rapport d'évaluation a été présenté par écrit au tribunal ou à la commission d'examen peut après en avoir demandé l'autorisation en contre-interroger l'auteur.

(12) Une partie ne peut ordonner la présence d'un témoin à l'audition mais peut demander au tribunal ou au président de la commission de le faire.

672.51 (1) Au présent article, « renseignements décisionnels » s'entend de la totalité ou d'une partie du rapport d'évaluation remis au tribunal ou à la commission d'examen et de tout autre document écrit dont ils sont saisis, qui concerne l'accusé et qui est pertinent dans le cadre de la décision à rendre.

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les renseignements décisionnels sont à la disposition des autres parties et de l'avocat qui, le cas échéant, représente l'accusé; le tribunal ou la commission leur en fait parvenir une copie.

(3) Le tribunal ou la commission d'examen est tenu de retenir les renseignements décisionnels et de ne pas les communiquer à l'accusé, dans le cas où il est convaincu, après les avoir étudiés, que, à la lumière du témoignage ou du rapport du médecin chargé de l'évaluation ou du traitement de l'accusé, cette communication risquerait de mettre en danger la vie ou la sécurité d'un tiers ou nuirait sérieusement au traitement ou à la guérison de l'accusé.

(4) Par dérogation au paragraphe (3), le tribunal ou la commission d'examen peut communiquer la totalité ou une partie des renseignements décisionnels à l'accusé, s'il est d'avis que cette communication est essentielle dans l'intérêt de la justice.

(5) Le tribunal ou la commission d'examen est tenu de retenir les renseignements décisionnels et de ne pas les communiquer à une partie autre que l'accusé ou le procureur

Droits des parties à l'audition

5

Définition de « renseignements décisionnels »

Communication des renseignements décisionnels

Exception à la communication de renseignements décisionnels

Idem

Idem

<p>Exclusion of certain persons from hearing</p> <p>(6) A court or Review Board that withholds disposition information from the accused or any other party pursuant to subsection (3) or (5) shall exclude the accused or the other party, as the case may be, from the hearing during</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the oral presentation of that disposition information; or (b) the questioning by the court or Review Board or the cross-examination of any person concerning that disposition information. <p>(7) No disposition information shall be made available for inspection or disclosed to any person who is not a party to the proceedings</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) where the disposition information has been withheld from the accused or any other party pursuant to subsection (3) or (5); or (b) where the court or Review Board is of the opinion that disclosure of the disposition information would be seriously prejudicial to the accused and that, in the circumstances, protection of the accused takes precedence over the public interest in disclosure. <p>(8) No part of the record of the proceedings in respect of which the accused was excluded pursuant to subparagraph 672.5(10)(b)(ii) or (iii) shall be made available for inspection to the accused or to any person who is not a party to the proceedings.</p> <p>(9) Notwithstanding subsections (7) and (8), the court or Review Board may make any disposition information, or a copy of it, available on request to any person or member of a class of persons</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) that has a valid interest in the information for research or statistical purposes, where the court or Review Board is satisfied that disclosure is in the public interest; 	<p>opinion of the court or Review Board, is not necessary to the proceeding and may be prejudicial to the accused.</p> <p>général, dans le cas où il est d'avis que la communication n'est pas nécessaire dans le cadre des procédures et pourrait causer un préjudice à l'accusé.</p> <p>(6) Lorsque des renseignements décisionnels n'ont pas été communiqués à l'accusé ou à une partie en conformité avec les paragraphes (3) ou (5), le tribunal ou la commission exclut l'accusé ou cette partie de l'audition pendant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soit la présentation orale de ces renseignements; b) soit l'interrogatoire fait par le tribunal ou la commission ou le contre-interrogatoire d'une personne à l'égard de leur contenu. <p>(7) Les renseignements décisionnels ne peuvent être communiqués à une autre personne qui n'est pas partie aux procédures ou mis à sa disposition lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soit, ils n'ont pas été communiqués à l'accusé ou à une autre partie, en vertu des paragraphes (3) ou (5); b) soit, le tribunal ou la commission d'examen est d'avis que leur communication causerait un préjudice sérieux à l'accusé et que, dans les circonstances, ce préjudice l'emporte sur l'intérêt public à la communication de tout le dossier. <p>(8) La partie du procès-verbal des procédures qui correspond à la partie de l'audition durant laquelle l'accusé avait été exclu en vertu des sous-alinéas 672.5(10)b)(ii) ou (iii) ne peut être remise ni à l'accusé ni à toute autre personne qui n'était pas partie aux procédures et son contenu ne peut leur être communiqué.</p> <p>(9) Par dérogation aux paragraphes (7) et (8), le tribunal ou la commission d'examen peut, sur demande, mettre des renseignements décisionnels ou une copie de ceux-ci à la disposition des personnes ou catégorie de personnes qui, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) possètent un intérêt valable du point de vue de la recherche ou des statistiques, à la condition que le tribunal ou la commission 	<p>5</p> <p>10</p> <p>15</p> <p>20</p> <p>25</p> <p>30</p> <p>35</p> <p>40</p> <p>45</p>	<p>Exclusion de certaines personnes</p> <p>Interdiction de communication dans certains cas</p> <p>Communication sélective</p>
---	---	--	--

	<p>(b) that has a valid interest in the information for the purposes of the proper administration of justice; or</p> <p>(c) that the accused requests or authorizes in writing to inspect it, where the court or Review Board is satisfied that the person will not disclose or give to the accused a copy of any disposition information withheld from the accused pursuant to subsection (3) or (5), or of any part of the record of proceedings referred to in subsection (8), or that the reasons for withholding that information from the accused no longer exist.</p>	<p>soit convaincu que cette communication est d'intérêt public;</p> <p>b) possèdent un intérêt valable du point de vue de l'administration de la justice;</p> <p>c) y sont autorisées par écrit par l'accusé ou à l'intention de qui celui-ci fait une demande en ce sens si le tribunal ou la commission est convaincu que ces documents ou les renseignements qu'ils contiennent ne seront pas communiqués à celui-ci lorsque leur communication a déjà été interdite en vertu des paragraphes (3) ou (5) ou qu'il s'agit de la partie du procès-verbal visée au paragraphe (8), ou si le tribunal ou la commission est convaincu qu'il n'y a plus raison d'en interdire la communication à l'accusé.</p>
Disclosure for research or statistical purposes	<p>(10) A person to whom the court or Review Board makes disposition information available under paragraph (9)(a) may disclose it for research or statistical purposes, but not in any form or manner that could reasonably be expected to identify any person to whom it relates.</p>	<p>(10) Les personnes qui, en vertu de l'alinéa (9)a), ont accès à des renseignements décisionnels peuvent les communiquer, aux fins mentionnées à cet alinéa, mais non sous une forme normalement susceptible de permettre l'identification des personnes concernées.</p>
Prohibition on publication	<p>(11) No person shall publish in any newspaper within the meaning of section 297 or broadcast</p> <p>(a) any disposition information that is prohibited from being disclosed pursuant to subsection (7); or</p> <p>(b) any part of the record of the proceedings in respect of which the accused was excluded pursuant to subparagraph 672.5(10)(b)(ii) or (iii).</p>	<p>(11) Il est interdit de publier dans un journal au sens de l'article 297 ou de radiodiffuser :</p> <p>a) les renseignements décisionnels qui ne peuvent être communiqués en application du paragraphe (7);</p> <p>b) la partie du procès-verbal qui concerne la partie de l'audition durant laquelle l'accusé avait été exclu en vertu des sous-alinéas 672.5(10)b)(ii) ou (iii).</p>
Powers of courts not limited	<p>(12) Except as otherwise provided in this section, nothing in this section limits the powers that a court may exercise apart from this section.</p>	<p>(12) Sous réserve des autres dispositions du présent article, celui-ci ne porte pas atteinte aux pouvoirs qu'un tribunal peut exercer indépendamment de lui.</p>
Record of proceedings	<p>672.52 (1) The court or Review Board shall cause a record of the proceedings of its disposition hearings to be kept, and include in the record any assessment report submitted.</p>	<p>672.52 (1) Le tribunal ou la commission d'examen tient un procès-verbal des audiences tenues à l'égard d'une décision; est notamment versé au procès-verbal, le rapport d'évaluation qui lui est soumis.</p>
Transmittal of transcript to Review Board	<p>(2) Where a court makes a disposition, it shall send without delay a transcript of the disposition hearing, any document or information relating thereto in the possession of the court, and all exhibits filed with the court or copies of those exhibits, to the Review</p>	<p>(2) Le tribunal qui rend une décision est tenu de faire parvenir sans délai le procès-verbal de l'audition ainsi que tous les renseignements et toutes les pièces qui s'y rapportent et qui sont en sa possession à la commission d'examen compétente.</p>

Recherches et statistiques

Interdiction de publication

Pouvoirs des tribunaux

Procès-verbal

Transmission des documents à la commission d'examen

Reasons for disposition and copies to be provided	<p>Board that has jurisdiction in respect of the matter.</p> <p>(3) The court or Review Board shall state its reasons for making a disposition in the record of the proceedings, and shall provide every party with a copy of the disposition and those reasons.</p>	<p>(3) Le tribunal ou la commission d'examen inscrit ses motifs au procès-verbal et fait parvenir à toutes les parties un exemplaire de sa décision accompagnée des motifs.</p>	Motifs et copies
Proceedings not invalid	<p>672.53 Any procedural irregularity in relation to a disposition hearing does not affect the validity of the hearing unless it causes the accused substantial prejudice.</p>	<p>672.53 Sauf en cas de préjudice sérieux porté à l'accusé, une irrégularité procédurale ne porte pas atteinte à la validité des procédures.</p>	5 Validité des procédures
Dispositions that may be made	<p><i>Dispositions by a Court or Review Board</i></p> <p>Terms of Dispositions</p>	<p><i>Décisions rendues par le tribunal ou la commission d'examen</i></p> <p>Modalités des décisions</p>	
Treatment not a condition	<p>672.54 Where a court or Review Board makes a disposition pursuant to subsection 672.45(2) or section 672.47, it shall, taking into consideration the need to protect the public from dangerous persons, the mental condition of the accused, the reintegration of the accused into society and the other needs of the accused, make one of the following dispositions that is the least onerous and least restrictive to the accused:</p> <p>(a) where a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder has been rendered in respect of the accused and, in the opinion of the court or Review Board, the accused is not a significant threat to the safety of the public, by order, direct that the accused be discharged absolutely;</p> <p>(b) by order, direct that the accused be discharged subject to such conditions as the court or Review Board considers appropriate; or</p> <p>(c) by order, direct that the accused be detained in custody in a hospital, subject to such conditions as the court or Review Board considers appropriate.</p>	<p>672.54 Pour l'application du paragraphe 672.45(2) ou de l'article 672.47, le tribunal ou la commission d'examen rend la décision la moins sévère et la moins privative de liberté parmi celles qui suivent, compte tenu de la nécessité de protéger le public face aux personnes dangereuses, de l'état mental de l'accusé et de ses besoins, notamment de la nécessité de sa réinsertion sociale :</p> <p>a) lorsqu'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux a été rendu à l'égard de l'accusé, une décision portant libération inconditionnelle de celui-ci si le tribunal ou la commission est d'avis qu'il ne représente pas un risque important pour la sécurité du public;</p> <p>b) une décision portant libération de l'accusé sous réserve des modalités que le tribunal ou la commission juge indiquées;</p> <p>c) une décision portant détention de l'accusé dans un hôpital sous réserve des modalités que le tribunal ou la commission juge indiquées.</p>	Décisions
Effective period of disposition	<p>672.55 (1) No disposition made under section 672.54 shall direct that any psychiatric or other treatment of the accused be carried out or that the accused submit to such treatment.</p> <p>(2) No disposition made under paragraph 672.54(c) by a court shall continue in force</p>	<p>672.55 (1) La décision visée à l'article 672.54 ne peut autoriser le traitement, notamment le traitement psychiatrique, de l'accusé ou ordonner que celui-ci s'y soumette.</p> <p>(2) La décision que rend un tribunal en vertu de l'alinéa 672.54c) ne peut demeurer</p>	Traitement Période de validité

Delegated authority to vary restrictions on liberty of accused

for more than ninety days after the day that it is made.

672.56 (1) A Review Board that makes a disposition in respect of an accused under paragraph 672.54(b) or (c) may delegate to the person in charge of the hospital authority to direct that the restrictions on the liberty of the accused be increased or decreased within any limits and subject to any conditions set out in that disposition, and any direction so made is deemed for the purposes of this Act to be a disposition made by the Review Board.

(2) A person who increases the restrictions on the liberty of the accused significantly pursuant to authority delegated to the person by a Review Board shall

- (a) make a record of the increased restrictions on the file of the accused; and
- (b) give notice of the increase as soon as is practicable to the accused and, if the increased restrictions remain in force for a period exceeding seven days, to the Review Board.

672.57 Where the court or Review Board makes a disposition under paragraph 672.54(c), it shall issue a warrant of committal of the accused, which may be in Form 49.

672.58 Where a verdict of unfit to stand trial is rendered in respect of an accused, the court may, on application by the prosecutor, by order, direct that treatment of the accused be carried out for a specified period not exceeding sixty days, subject to such conditions as the court considers appropriate and, where the accused is not detained in custody, direct that the accused submit to that treatment by the person or at the hospital specified.

672.59 (1) No disposition may be made under section 672.58 unless the court is satisfied, on the basis of the testimony of a medical practitioner, that a specific treatment should be administered to the accused for the purpose of making the accused fit to stand trial.

(2) The testimony required by the court for the purposes of subsection (1) shall

Notice to accused and Review Board of increase in restrictions

Warrant of committal

Treatment disposition

Idem

Evidence required

en vigueur pendant plus de quatre-vingt-dix jours.

672.56 (1) La commission d'examen qui rend une décision à l'égard d'un accusé en vertu des alinéas 672.54b) ou c) peut déléguer au responsable de l'hôpital le pouvoir d'assouplir ou de resserrer les privations de liberté de l'accusé à l'intérieur des limites prévues par l'ordonnance et sous réserve des modalités de celles-ci; toute modification qu'ordonne ainsi cette personne est, pour l'application de la présente loi, réputée être une décision de la commission d'examen.

(2) La personne qui, en conformité avec le pouvoir qui lui est délégué en vertu du paragraphe (1), décide de resserrer d'une façon importante les privations de liberté de l'accusé est tenue de porter cette décision au dossier de l'accusé; elle est tenue, dès que cela est réalisable, d'en aviser l'accusé et, si le resserrement des privations demeure en vigueur pendant plus de sept jours, la commission d'examen.

672.57 Le tribunal ou la commission qui rend une décision à l'égard d'un accusé en conformité avec l'alinéa 672.54c) fait émettre un mandat de dépôt selon la formule 49.

672.58 Dans le cas où un verdict d'inaptitude à subir son procès a été rendu à l'égard de l'accusé, le tribunal peut, sur demande du poursuivant, rendre une décision prévoyant le traitement de l'accusé pour une période maximale de soixante jours, sous réserve des modalités que le tribunal fixe et, si celui-ci n'est pas détenu, lui enjoignant de s'y soumettre et de se présenter à la personne ou à l'hôpital indiqué.

672.59 (1) Aucune décision ne peut être rendue en vertu de l'article 672.58 à moins que le tribunal ne soit convaincu, à la lumière du témoignage d'un médecin, qu'un traitement particulier devrait être donné à l'accusé afin de le rendre apte à subir son procès.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le témoignage comporte une déclaration por-

Délégation

Avis à la commission d'examen

Mandat de dépôt

Décision prévoyant un traitement

Idem

Preuve nécessaire

include a statement that the medical practitioner has made an assessment of the accused and is of the opinion, based on the grounds specified, that	tant que le médecin a évalué l'état mental de l'accusé et que, selon son avis motivé :
(a) the accused, at the time of the assessment, was unfit to stand trial;	a) au moment de l'évaluation, l'accusé était inapte à subir son procès;
(b) the psychiatric treatment and any other related medical treatment specified by the medical practitioner will likely make the accused fit to stand trial within a period not exceeding sixty days and that without that treatment the accused is likely to remain unfit to stand trial;	b) le traitement psychiatrique qu'il précise — accompagné de tout autre traitement médical connexe qui peut être nécessaire — le rendra vraisemblablement apte à subir son procès dans le délai précisé par le médecin — ce délai ne pouvant toutefois être supérieur à soixante jours — et que, en l'absence de ce traitement, l'accusé demeurera vraisemblablement inapte à subir son procès;
(c) the risk of harm to the accused from the psychiatric and other related medical treatment specified is not disproportionate to the benefit anticipated to be derived from it; and	c) le traitement psychiatrique et tout autre traitement médical connexe qui peut être nécessaire n'entraînent pas pour l'accusé un risque démesuré compte tenu des bénéfices espérés;
(d) the psychiatric and other related medical treatment specified is the least restrictive and least intrusive treatment that could, in the circumstances, be specified for the purpose referred to in subsection (1), considering the opinions referred to in paragraphs (b) and (c).	d) le traitement psychiatrique et tout autre traitement médical connexe qui peut être nécessaire sont les moins sévères et les moins privatifs de liberté et qui, dans les circonstances, pouvaient être prescrits pour l'application du paragraphe (1), compte tenu des alinéas b) et c).
Application of either party or motion of court or Review Board	672.6 (1) Le tribunal ne peut rendre une décision en vertu de l'article 672.58 que si un avis en a été donné à l'accusé dans le délai et de la façon réglementaires.
Challenge by accused	672.6 (1) L'accusé visé par une demande mentionnée au paragraphe (1) peut la contester et présenter des éléments de preuve à ce sujet.
Exception	672.61 (1) Le tribunal ne peut autoriser un traitement par psychochirurgie ou par sismothérapie ou tout autre traitement interdit désigné par règlement; une décision rendue en vertu de l'article 672.58 ne peut pas autoriser ou être réputée avoir autorisé un tel traitement.
Definitions "electro-convulsive therapy" "sismothérapie"	(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. « psychochirurgie » Opération qui, par un accès direct ou indirect au cerveau, enlève ou détruit des cellules cérébrales ou entraîne un bris de continuité dans le tissu histologiquement normal ou qui consiste à

Ordonnance rendue d'office ou à la demande d'une partie

Contestation par l'accusé

Définitions

• psychochirurgie
• "psychosurgery"

"psychosurgery"
"psychochirurgie"

"psychosurgery" means any procedure that by direct or indirect access to the brain removes, destroys or interrupts the continuity of histologically normal brain tissue, or inserts indwelling electrodes for pulsed electrical stimulation for the purpose of altering behaviour or treating psychiatric illness, but does not include neurological procedures used to diagnose or treat intractable physical pain, organic brain conditions, or epilepsy, where any of those conditions is clearly demonstrable.

implanter dans le cerveau des électrodes en vue d'obtenir par stimulation électrique une modification du comportement ou le traitement de maladies psychiatriques; toutefois, la présente définition ne vise pas des procédures neurologiques utilisées pour diagnostiquer ou traiter des conditions cérébrales organiques ou pour diagnostiquer ou traiter les douleurs physiques irréductibles ou l'épilepsie lorsque l'une de ces conditions existent réellement.

«sismothérapie» Procédure médicale utilisée dans le traitement des troubles mentaux qui consiste en des séries de convulsions généralisées qui sont induites par stimulation électrique du cerveau.

* sismothérapie
"electroconvulsive therapy"

Consent of hospital required for treatment

672.62 (1) No court shall make a disposition under section 672.58 without the consent of

- (a) the person in charge of the hospital where the accused is to be treated; or
- (b) the person to whom responsibility for the treatment of the accused is assigned by the court.

20

672.62 (1) Le tribunal ne peut rendre une décision en vertu de l'article 672.58 sans le consentement du responsable de l'hôpital où l'accusé doit subir le traitement, ou de la personne que le tribunal charge de ce traitement.

Consentement obligatoire de l'hôpital

Consent of accused not required for treatment

(2) The court may direct that treatment of an accused be carried out pursuant to a disposition made under section 672.58 without the consent of the accused or a person who, according to the laws of the province where the disposition is made, is authorized to consent for the accused.

15

672.62 (2) Le tribunal peut ordonner le traitement de l'accusé en conformité avec une décision rendue en vertu de l'article 672.58 sans le consentement de celui-ci ou de la personne qui, selon le droit de la province où la décision est rendue, est autorisée à donner ce consentement au nom de l'accusé.

Consentement de l'accusé non obligatoire

Effective date of disposition

672.63 A disposition shall come into force on the day that it is made or on any later day that the court or Review Board specifies in it, and shall remain in force until the date of expiration that the disposition specifies or until the Review Board holds a hearing pursuant to section 672.47 or 672.81.

25

672.63 La décision entre en vigueur le jour où elle est rendue ou à la date ultérieure que fixe le tribunal ou la commission et le demeure jusqu'à ce que la commission tienne une audition en vertu des articles 672.47 ou 672.81.

Date d'entrée en vigueur

Definitions

672.64 (1) In this section, section 672.65, 35 30 35

672.79 and 672.8,
"designated offence" means an offence included in the schedule to this Part, an offence under the *National Defence Act* referred to in subsection (2), or any conspiracy or attempt to commit, being an accessory after the fact in relation to, or

672.64 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article ainsi qu'aux articles 672.65, 672.79 et 672.8.

Définitions

"designated offence"
"infraction désignée"

«durée maximale» Période maximale, calculée à compter du moment où le verdict est rendu, durant laquelle un accusé fait l'objet d'une ou de plusieurs décisions rendues à l'égard d'une infraction.

* durée maximale
"cap"

"cap"
"durée
maximale"

Additional
designated
offences under
the National
Defence Act

Cap for various
offences

any counselling in relation to, such an offence;
 "cap" means the maximum period during which an accused is subject to one or more dispositions in respect of an offence, beginning at the time when the verdict is rendered.
 (2) An offence contrary to any of the following sections of the *National Defence Act* is a designated offence if it is committed in the circumstances described:
 (a) section 73 (offences by commanders when in action), where the accused person acted from cowardice;
 (b) section 74 (offences by any person in presence of enemy), 75 (offences related to security) or 76 (offences related to prisoners of war), where the accused person acted otherwise than traitorously;
 (c) section 77 (offences related to operations), where the accused person committed the offence on active service;
 (d) section 107 (wrongful acts in relation to aircraft or aircraft material) or 127 (injurious or destructive handling of dangerous substances), where the accused person acted wilfully;
 (e) section 130 (service trial of civil offences), where the civil offence is included in the schedule to this Part; and
 (f) section 132 (offences under law applicable outside Canada), where a court martial determines that the offence is substantially similar to an offence included in the schedule to this Part.

(3) Where a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial is rendered in respect of an accused, the cap is

(a) life, where the offence is
 (i) high treason under subsection 47(1) or first or second degree murder under section 229,
 (ii) an offence under section 73 (offences by commanders when in action), section 74 (offences by any person in presence of enemy), section 75 (offences related to security) or section

«infraction désignée» Infraction mentionnée à l'annexe de la présente partie ou infraction à la *Loi sur la défense nationale* visée au paragraphe (2), ainsi que le complot ou la tentative d'en commettre une et de la complicité après le fait à l'égard d'une telle infraction ou du fait de conseiller à une personne de la commettre.

(2) Sont des infractions désignées les infractions aux dispositions suivantes de la *Loi sur la défense nationale*:

- a) article 73 (manquements au devoir face à l'ennemi — Commandants), si l'accusé a agi par lâcheté;
- b) articles 74 (manquements au devoir en général face à l'ennemi), 75 (infractions en matière de sécurité) et 76 (infractions à l'égard des prisonniers de guerre), si l'accusé ne s'est pas conduit en traître;
- c) article 77 (infractions relatives aux opérations), si l'accusé a commis l'infraction en service actif;
- d) articles 107 (actes dommageables relatifs aux aéronefs) et 127 (négligence dans la manutention de matières dangereuses), si l'accusé a agi volontairement;
- e) article 130 (procès militaire pour infractions civiles), s'il s'agit d'une infraction mentionnée à l'annexe de la présente partie;
- f) article 132 (infractions à l'étranger), si une cour martiale a déterminé que l'infraction est sensiblement comparable à une infraction mentionnée à l'annexe de la présente partie.

(3) Lorsqu'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux est rendu à l'égard d'un accusé, la durée maximale est:

- a) la perpétuité, dans les cas suivants :
 - (i) haute trahison visée au paragraphe 47(1) ou meurtre au premier ou au deuxième degré visé à l'article 229,
 - (ii) infractions visées à l'article 73 (manquements au devoir face à l'ennemi — commandants), 74 (manquement au devoir en général face à l'ennemi), 75

«infraction
désignée»
"designated
offence"

Infractions
désignées
additionnelles
— *Loi sur la
défense
nationale*

Durée
maximale

	<p>76 (offences related to prisoners of war) of the <i>National Defence Act</i>, if the accused person acted traitorously, or first or second degree murder punishable under section 130 of that Act, 5 (iii) any other offence under any Act of Parliament for which a minimum punishment of imprisonment for life is provided by law;</p>	
	<p>(b) ten years, or the maximum period during which the accused is liable to imprisonment in respect of the offence, whichever is shorter, where the offence is a designated offence that is prosecuted by indictment; or 10 (c) two years, or the maximum period during which the accused is liable to imprisonment in respect of the offence, whichever is shorter, where the offence is an offence under this Act or any other Act of Parliament, other than an offence referred to in paragraph (a) or (b).</p>	
	<p>(4) Subject to subsection (5), where an accused is subject to a verdict in relation to two or more offences, even if they arise from the same transaction, the offence with the longest maximum period of imprisonment as a punishment shall be used to determine the cap that applies to the accused in respect of all the offences. 25</p>	
	<p>(5) Where a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial is rendered in respect of an accused who is subject to a disposition other than an absolute discharge in respect of a previous offence, the court may order that any disposition that it makes in respect of the offence be consecutive to the previous disposition, even if the duration of all the dispositions exceeds the cap for the offences determined pursuant to subsections (3) and (4). 35</p>	
	<p>(5) Lorsqu'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux est rendue à l'égard de l'accusé alors qu'il fait l'objet d'une décision autre qu'une libération 35 inconditionnelle rendue à l'égard d'une infraction antérieure, le tribunal peut ordonner que toute décision qui est rendue à l'égard de la deuxième infraction soit consécutives à la décision antérieure même si la 40 durée totale de toutes les décisions est supérieure à la période maximale calculée à l'égard de ces infractions en conformité avec les paragraphes (3) et (4).</p>	

Longest cap applies where two or more offences

Offence committed while subject to previous disposition

(infraction en matière de sécurité) ou 76 (infraction à l'égard des prisonniers de guerre) de la *Loi sur la défense nationale* si l'accusé s'est conduit en traître ainsi que le meurtre au premier ou au 5 deuxième degré punissable en vertu de l'article 130 de cette loi,

(iii) toute autre infraction prévue par une loi fédérale à l'égard de laquelle la peine minimale prévue est l'emprisonnement à perpétuité;

b) dix ans ou la période maximale d'emprisonnement dont l'auteur de l'infraction est possible si elle est plus courte, dans le cas de l'accusation d'avoir commis une 15 infraction désignée, poursuivie par voie de mise en accusation;

c) deux ans ou la période maximale d'emprisonnement dont l'auteur de l'infraction est possible si elle est plus courte, dans le 20 cas d'une accusation d'avoir commis une infraction prévue par la présente loi ou une autre loi fédérale autre qu'une infraction visée aux alinéas a) ou b).

(4) Sous réserve du paragraphe (5), si 25 Calcul de la période maximale l'accusé a fait l'objet d'un verdict à l'égard de plusieurs infractions, provenant ou non des mêmes événements, la période maximale est calculée en prenant en compte la peine la plus sévère dont l'accusé est possible. 30

Infractions postérieures à la décision

Definition of "serious personal injury offence"	Dangerous Mentally Disordered Accused	Accusés dangereux atteints de troubles mentaux	Définition d'une infraction grave contre la personne
	<p>672.65 (1) In this section, "serious personal injury offence" means</p> <p>(a) an offence or attempt to commit an offence mentioned in section 271 (sexual assault), 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm) or 273 (aggravated sexual assault); or</p> <p>(b) any designated offence prosecuted by indictment involving</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) the use or attempted use of violence against another person, or (ii) conduct endangering or likely to endanger the life or safety of another person or inflicting or likely to inflict severe psychological damage on another person, <p>and for which the accused is liable to imprisonment for ten years or more.</p>	<p>672.65 (1) Au présent article, « infraction grave contre la personne » s'entend :</p> <p>a) d'une infraction ou de la tentative de commettre une infraction mentionnée à l'article 271 (agression sexuelle), 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles) ou 273 (agression sexuelle grave);</p> <p>b) d'une infraction désignée poursuivie par voie d'acte d'accusation pour laquelle l'accusé est passible d'une peine d'emprisonnement de dix ans ou plus et mettant en cause :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) la violence contre une personne ou la tentative d'utiliser la violence, (ii) un comportement mettant en danger ou qui est susceptible de mettre en danger la vie ou la sécurité d'une autre personne ou qui inflige ou est susceptible d'infliger des dommages psychologiques graves à une autre personne. 	
Application for a finding that accused is a dangerous mentally disordered accused	<p>(2) Where a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder is rendered in respect of an accused, the prosecutor may, before any disposition is made, apply to the court that rendered the verdict or to a superior court of criminal jurisdiction for a finding that the accused is a dangerous mentally disordered accused.</p> <p>(3) On an application made under this section, the court may find the accused to be a dangerous mentally disordered accused where it is satisfied that</p> <p>(a) the offence that resulted in the verdict is a serious personal injury offence described in paragraph (1)(b), and the accused constitutes a threat to the life, safety, physical or mental well-being of other persons on the basis of evidence establishing</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) a pattern of repetitive behaviour by the accused, of which the offence that resulted in the verdict is a part, that shows a failure to exercise behavioural restraint and a likelihood that the 	<p>(2) Lorsqu'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux est rendu à l'égard de l'accusé, le pour-sivant peut, avant qu'une décision ne soit rendue, demander au tribunal qui a rendu le verdict ou à une cour supérieure de juridiction criminelle de déclarer que l'accusé est un accusé dangereux atteint de troubles mentaux.</p> <p>(3) Le tribunal saisi d'une demande présentée en vertu du présent article peut déclarer que l'accusé est un accusé dangereux atteint de troubles mentaux s'il est convaincu que :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'infraction qui a donné lieu au verdict est une infraction grave contre la personne visée à l'alinéa (1)b) et que l'accusé constitue une menace envers la vie, la sécurité ou le bien-être physique ou mental des autres personnes, compte tenu de la preuve qui démontre, selon le cas : (i) un type de comportement répétitif chez l'accusé qui a donné lieu à la perpétration de l'infraction à l'origine du verdict et qui démontre une incapacité 	Demande de détermination du statut d'accusé dangereux atteint de troubles mentaux
Grounds for finding			Motifs

	<p>accused will cause death or injury to other persons or inflict severe psychological damage on other persons, through failure in the future to exercise restraint, (ii) a pattern of persistent aggressive behaviour by the accused, of which the offence that resulted in the verdict is a part, or (iii) any behaviour by the accused, associated with the offence that resulted in the verdict, that is of such a brutal nature as to compel the conclusion that the behaviour of the accused in future is unlikely to be inhibited by normal standards of behavioural restraint; or (b) the offence that resulted in the verdict is a serious personal injury offence described in paragraph (1)(a), and the accused, by conduct in any sexual matter including the conduct in the commission of the offence that resulted in the verdict, has shown a failure to control sexual impulses and a likelihood that the accused will cause injury, pain or other harm to other persons through failure in the future to control such impulses.</p> <p>(4) Where the court finds the accused to be a dangerous mentally disordered accused under this section, it may increase the cap in respect of the offence to a maximum of life.</p> <p>672.66 (1) Sections 754 to 758 apply, with such modifications as the circumstances require, to an application under section 672.65 as if it were made under Part XXIV and the accused were an offender.</p> <p>(2) Where a court makes a finding that the accused is a dangerous mentally disordered accused, it shall send without delay to the Review Board that has jurisdiction in respect of the matter a transcript of the hearing of the application, any document or information relating to it in the possession of the court, and all exhibits filed with the court or copies of them.</p>	<p>de sa part à contrôler son comportement et la possibilité vraisemblable qu'il causera la mort ou des blessures à d'autres personnes ou leur infligera des dommages psychologiques graves de ce fait, (ii) un type de comportement agressif chez l'accusé qui a donné lieu notamment à l'infraction à l'origine du verdict; (iii) un comportement de l'accusé, lié à l'infraction qui a donné lieu au verdict, qui est tellement brutal qu'il force à conclure que le comportement de l'accusé à l'avenir ne pourra se contrôler par les normes habituelles de comportement;</p> <p>b) l'infraction qui a donné lieu au verdict est une infraction grave contre la personne visée à l'alinéa (1)a) et l'accusé a démontré, par son comportement en matière sexuelle, notamment lors de la perpétration de l'infraction qui a donné lieu au verdict, une incapacité à contrôler ses pulsions et la possibilité vraisemblable qu'il causera des blessures, douleurs ou dommages à d'autres personnes en raison de cette incapacité.</p> <p>(4) Le tribunal qui détermine qu'un accusé est un accusé dangereux atteint de troubles mentaux sous le régime du présent article peut augmenter la durée maximale applicable à l'infraction jusqu'à la perpétuité.</p> <p>672.66 (1) Les articles 754 à 758 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la demande présentée en vertu de l'article 672.65 comme si elle était présentée en vertu de la partie XXIV et comme si l'accusé était un contrevenant.</p> <p>(2) Le tribunal qui détermine qu'un accusé est un accusé dangereux atteint de troubles mentaux fait parvenir sans délai à la commission d'examen qui a compétence à l'égard de la question une transcription de l'audition de la demande, les documents ou renseignements qu'il a en sa possession à cet égard et toutes les pièces qui ont été déposées auprès du tribunal ou une copie de celles-ci.</p>	Court may increase duration of disposition	Augmentation de la durée des décisions
Sections 754 to 758 apply			Application des articles 754 à 758	
Transmittal of transcript to Review Board			Transmission de la transcription à la commission d'examen	

	<p style="text-align: center;">Dual Status Offenders</p> <p>672.67 (1) Where a court imposes a sentence of imprisonment on an offender who is, or thereby becomes, a dual status offender, that sentence takes precedence over any prior custodial disposition, pending any placement decision by the Review Board.</p> <p>(2) Where a court imposes a custodial disposition on an accused who is, or thereby becomes, a dual status offender, the disposition takes precedence over any prior sentence of imprisonment except a hospital order, as defined in section 736.1, pending any placement decision by the Review Board.</p> <p>672.68 (1) In this section and in sections 672.69 and 672.7, "Minister" means the Solicitor General of Canada or the Minister responsible for correctional services of the province to which a dual status offender may be sent pursuant to a sentence of imprisonment.</p> <p>(2) On application by the Minister or of its own motion, where the Review Board is of the opinion that the place of custody of a dual status offender pursuant to a sentence or custodial disposition made by the court is inappropriate to meet the mental health needs of the offender or to safeguard the well-being of other persons, the Review Board shall, after giving the offender and the Minister reasonable notice, decide whether to place the offender in custody in a hospital or in a prison.</p> <p>(3) In making a placement decision, the Review Board shall take into consideration</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the need to protect the public from dangerous persons; (b) the treatment needs of the offender and the availability of suitable treatment resources to address those needs; (c) whether the offender would consent to or is a suitable candidate for treatment; 	<p style="text-align: center;">Contrevenants à double statut</p> <p>672.67 (1) Lorsque le tribunal inflige une peine à un contrevenant qui est ou devient ainsi à double statut, la peine prévaut sur toute autre ordonnance de détention antérieure jusqu'à ce que la commission d'examen rende une ordonnance de placement à son égard.</p> <p>(2) Lorsque le tribunal rend une décision de détention à l'égard d'un accusé qui est ou devient ainsi à double statut, la décision prévaut sur toute peine d'emprisonnement antérieure à l'exception d'une ordonnance de détention dans un hôpital au sens de l'article 736.1 jusqu'à ce que la commission d'examen rende une ordonnance de placement à l'égard du contrevenant.</p> <p>672.68 (1) Au présent article et aux articles 672.69 et 672.7, « ministre » s'entend du solliciteur général du Canada ou du ministre responsable des services correctionnels dans la province où le contrevenant à double statut peut être incarcéré en vertu d'une peine d'emprisonnement.</p> <p>(2) À la demande du ministre, ou de sa propre initiative — à la condition de donner un préavis raisonnable de son intention au contrevenant ainsi qu'au ministre, s'il y a lieu —, la commission d'examen doit décider s'il y a lieu de placer le contrevenant à double statut sous garde dans un hôpital ou dans une prison s'il elle est d'avis que le lieu de détention du contrevenant en conformité avec une peine d'emprisonnement ou une décision de détention rendue par le tribunal est inadéquate compte tenu des besoins en matière de santé mentale du contrevenant ou de la nécessité de protéger le bien-être des autres.</p> <p>(3) Pour rendre une ordonnance de placement, la commission d'examen prend en compte les facteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la nécessité de protéger le public face aux personnes dangereuses; b) les besoins en traitement du contrevenant et la disponibilité des installations et des personnes affectées au traitement;
Where court imposes a sentence		Décision de détention rendue par le tribunal
Custodial disposition by court		Décision de détention du tribunal
Definition of "Minister"		Définition de « ministre »
Placement decision by Review Board		Ordonnance de placement de la commission d'examen
Idem		Idem

	<p>(d) any submissions made to the Review Board by the offender or any other party to the proceedings and any assessment report submitted in writing to the Review Board; and</p> <p>(e) any other factors that the Review Board considers relevant.</p>	<p>c) le consentement du contrevenant au traitement et sa capacité à bien réagir à celui-ci;</p> <p>d) des observations que le contrevenant ou toute autre partie, a présentées à la commission d'examen et les rapports d'évaluation écrits qui lui ont été remis;</p> <p>e) les autres facteurs qu'elle juge pertinents.</p>
Time for making placement decision	<p>(4) The Review Board shall make its placement decision as soon as practicable but not later than thirty days after receiving an application from, or giving notice to, the Minister under subsection (2), unless the Review Board and the Minister agree to a longer period not exceeding sixty days.</p>	<p>(4) La commission d'examen est tenue de 10 Délai rendre sa décision de placement dès que cela est réalisable et au plus tard trente jours après avoir été saisi de la demande dans ce sens que lui présente le ministre ou après avoir envoyé le préavis mentionné au paragraphe (2), sauf si le ministre et la commission conviennent d'une période plus longue qui ne peut cependant être supérieure à soixante jours.</p>
Effects of placement decision	<p>(5) Where the offender is detained in a prison pursuant to the placement decision of the Review Board, the Minister is responsible for the supervision and control of the offender.</p>	<p>(5) Lorsque la commission d'examen rend 20 Conséquences une décision de placement portant que le contrevenant soit détenu dans une prison, le ministre est responsable de la surveillance et du contrôle du contrevenant.</p>
Minister and Review Board entitled to access	<p>672.69 (1) The Minister and the Review Board are entitled to have access to any dual status offender in respect of whom a placement decision has been made, for the purpose of conducting a review of the sentence or disposition imposed.</p>	<p>672.69 (1) Le ministre et la commission 25 Idem d'examen ont droit d'accès au contrevenant à double statut qui fait l'objet d'une ordonnance de placement dans le cadre de la révision de la peine ou de la décision rendue à son égard.</p>
Review of placement decisions	<p>(2) The Review Board shall hold a hearing as soon as is practicable to review a placement decision, on application by the Minister or the dual status offender who is the subject of the decision, where the Review Board is satisfied that a significant change in circumstances requires it.</p>	<p>(2) La commission d'examen tient une audition le plus tôt possible pour réviser une ordonnance de placement à la demande du ministre ou du contrevenant qui en fait l'objet si elle est convaincue qu'un changement 35 important est survenu dans les circonstances.</p>
Idem	<p>(3) The Review Board may of its own motion hold a hearing to review a placement decision after giving the Minister and the dual status offender who is subject to it reasonable notice.</p>	<p>(3) La commission d'examen peut de sa propre initiative tenir une audition en vue de réviser une ordonnance de placement après avoir donné un préavis raisonnable au ministre et au contrevenant.</p>
Minister shall be a party	<p>(4) The Minister shall be a party in any proceedings relating to the placement of a dual status offender.</p>	<p>(4) Le ministre est partie aux procédures qui portent sur le placement d'un contrevenant à double statut.</p>
Notice of discharge	<p>672.7 (1) Where the Minister or the Review Board intends to discharge a dual status offender from custody, each shall give</p>	<p>672.7 (1) Le ministre et la commission 45 Avis de libération d'examen sont tenus de s'informer mutuellement par écrit de leur intention de libérer un</p>

	written notice to the other indicating the time, place and conditions of the discharge.	contrevenant à double statut qui est détenu sous garde, l'avis portant une indication de l'heure, du lieu et des modalités de la mise en liberté.	
Warrant of committal	(2) A Review Board that makes a placement decision shall issue a warrant of committal of the accused, which may be in Form 50.	(2) La commission d'examen qui rend une ordonnance de placement délivre un mandat de dépôt de l'accusé selon le formulaire 50.	5 Mandat de dépôt
Detention to count as service of term	672.71 (1) Each day of detention of a dual status offender pursuant to a placement decision or a custodial disposition shall be treated as a day of service of the term of imprisonment, and the accused shall be deemed, for all purposes, to be lawfully confined in a prison.	672.71 (1) Le contrevenant à double statut qui est détenu en conformité avec une ordonnance de placement ou une décision de détention est réputé purger la peine d'emprisonnement qui lui a été infligée et est réputé légalement détenu dans une prison.	Présomption
Disposition takes precedence over probation orders	(2) When a dual status offender is convicted or discharged on the conditions set out in a probation order made under section 736 in respect of an offence but is not sentenced to a term of imprisonment, the custodial disposition in respect of the accused comes into force and, notwithstanding subsection 738(1), takes precedence over any probation order made in respect of the offence.	(2) Lorsqu'un contrevenant à double statut est déclaré coupable ou libéré en conformité avec les modalités d'une ordonnance de probation rendue en vertu de l'article 736 à l'égard d'une infraction mais n'est pas condamné à une peine d'emprisonnement, l'ordonnance de placement rendue à son égard entre en vigueur et, par dérogation au paragraphe 738(1), prévaut sur toute ordonnance de probation rendue à l'égard de l'infraction.	Primaute sur les ordonnances de probation
Appeals	672.72 (1) Any party may appeal against a disposition or placement decision made by a court or Review Board to the court of appeal of the province where the disposition or placement decision was made on any ground of appeal that raises a question of law or fact alone or of mixed law and fact.	672.72 (1) Toute partie aux procédures peut interjeter appel à la cour d'appel de la province où elles sont rendues, d'une décision ou d'une ordonnance de placement rendues par un tribunal ou par une commission d'examen pour tout motif de droit, de fait ou mixte de droit et de fait.	Motifs d'appel
Limitation period for appeal	(2) Notice of an appeal against a disposition or placement decision shall be given in the manner directed by the applicable rules of court within fifteen days after the day on which the parties are provided with a copy of the placement decision or disposition and the reasons for it or within any further time that the court of appeal, or a judge of that court, may direct.	(2) L'appelant doit donner un avis d'appel, de la façon prévue par les règles de la cour d'appel, dans les quinze jours suivant la date à laquelle les parties ont reçu une copie de la décision ou de l'ordonnance dont appel et des motifs ou dans le délai supérieur que la cour d'appel ou l'un de ses juges fixe.	Délai d'appel
Appeal to be heard expeditiously	(3) The court of appeal shall hear an appeal against a disposition or placement decision in or out of the regular sessions of the court, as soon as practicable after the day on which the notice of appeal is given, within any period that may be fixed by the court of	(3) L'appel visé au paragraphe (1) est entendu dans les meilleurs délais possible suivant la remise de l'avis d'appel — pendant une session de la cour d'appel ou non — dans le délai que fixe la cour d'appel ou un juge de celle-ci ou que prévoient les règles de la cour.	Priorité de l'appel

Appeal on the transcript	<p>appeal, a judge of the court of appeal, or the rules of that court.</p> <p>672.73 (1) An appeal against a disposition by a court or Review Board or placement decision by a Review Board shall be based on a transcript of the proceedings and any other evidence that the court of appeal finds necessary to admit in the interests of justice.</p>	<p>672.73 (1) L'appel est fondé sur la transcription déposée auprès de la cour d'appel et 5 sur les autres éléments de preuve dont la cour d'appel accepte la présentation lorsqu'elle estime que la justice l'exige.</p>	Appel sur le fondement du dossier
Additional evidence	<p>(2) For the purpose of admitting additional evidence under this section, subsections 10 683(1) and (2) apply, with such modifications as the circumstances require.</p>	<p>(2) Pour l'application du présent article, 10 les paragraphes 683(1) et (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires.</p>	Éléments de preuve supplémentaires
Notice of appeal to be given to court or Review Board	<p>672.74 (1) The clerk of the court of appeal, on receiving notice of an appeal against a disposition or placement decision , 15 shall notify the court or Review Board that made the disposition.</p>	<p>672.74 (1) Lorsqu'un avis d'appel a été donné, le greffier de la cour d'appel en 10 informe le tribunal ou la commission d'examen qui a rendu la décision ou l'ordonnance de placement dont appel.</p>	Dépôt du dossier en cas d'appel
Transmission of records to court of appeal	<p>(2) On receipt of notification under subsection (1), the court or Review Board shall transmit to the court of appeal, before the 20 time that the appeal is to be heard or within any time that the court of appeal or a judge of that court may direct,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a copy of the disposition or placement decision; (b) all exhibits filed with the court or Review Board or a copy of them; and (c) all other material in its possession respecting the hearing. 	<p>(2) Sur réception de l'avis, le tribunal ou 15 la commission d'examen transmet à la cour d'appel, avant la date où l'appel doit être entendu, ou dans tel délai supplémentaire que la cour d'appel ou un juge de cette cour peut fixer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une copie de la décision ou de l'ordonnance de placement; b) toutes les pièces — ou une copie de celles-ci — qui ont été déposées; c) tous les autres documents en sa possession concernant l'audition. 	Transmission des dossiers à la cour d'appel
Record to be kept by court of appeal	<p>(3) The clerk of the court of appeal shall 30 keep the material referred to in subsection (2) with the records of the court of appeal.</p>	<p>(3) Le greffier de la cour d'appel conserve les documents reçus en conformité avec le paragraphe (2) aux archives de la cour d'appel.</p>	Dossiers de la cour d'appel
Appellant to provide transcript of evidence	<p>(4) Unless it is contrary to an order of the court of appeal or any applicable rules of court, the appellant shall provide the court of 35 appeal and the respondent with a transcript of any evidence taken before a court or Review Board by a stenographer or a sound recording apparatus, certified by the stenographer or in accordance with subsection 540(6), as the case may be.</p>	<p>(4) Si les dépositions présentées au tribunal ou à la commission d'examen ont été recueillies par un sténographe, ou au moyen d'un appareil d'enregistrement du son, l'appelant doit, sauf décision de la cour d'appel ou disposition des règles de celle-ci à l'effet 35 contraire, faire fournir à la cour d'appel et à l'intimé une transcription de ces dépositions, certifiée par le sténographe ou en conformité avec le paragraphe 540(6), pour qu'elle serve lors de l'appel.</p>	Remise de la transcription par l'appelant
Saving	<p>(5) An appeal shall not be dismissed by the court of appeal by reason only that a person other than the appellant failed to comply with this section.</p>	<p>(5) La cour d'appel ne peut rejeter un appel du seul fait qu'une personne autre que l'appelant n'a pas observé les dispositions du présent article.</p>	Réserve

<p>Automatic suspension of certain dispositions</p> <p>Application respecting dispositions under appeal</p> <p>Discretionary powers respecting suspension of dispositions</p> <p>Copy of order to parties</p> <p>Effect of suspension of disposition</p>	<p>672.75 The filing of a notice of appeal against a disposition made under paragraph 672.54(a) or section 672.58 suspends the application of the disposition pending the determination of the appeal.</p> <p>672.76 (1) Any party who gives notice to each of the other parties, within the time and in the manner prescribed, may apply to a judge of the court of appeal for an order under this section respecting a disposition or placement decision that is under appeal.</p> <p>(2) On receipt of an application made pursuant to subsection (1) a judge of the court of appeal may, if satisfied that the mental condition of the accused justifies it,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) by order, direct that a disposition made under paragraph 672.54(a) or section 672.58 be carried out pending the determination of the appeal, notwithstanding section 672.75; (b) by order, direct that the application of a placement decision or a disposition made under paragraph 672.54(b) or (c) be suspended pending the determination of the appeal; (c) where the application of a disposition is suspended pursuant to section 672.75 or paragraph (b), make any other disposition in respect of the accused that is appropriate in the circumstances, other than a disposition under paragraph 672.54(a) or section 672.58, pending the determination of the appeal; (d) where the application of a placement decision is suspended pursuant to an order made under paragraph (b), make any other placement decision that is appropriate in the circumstances, pending the determination of the appeal; and (e) give any directions that the judge considers necessary for expediting the appeal. <p>(3) A judge of the court of appeal who makes an order under this section shall send a copy of the order to each of the parties without delay.</p> <p>672.77 Where the application of a disposition or placement decision appealed from is</p>	<p>672.75 Le dépôt d'un avis d'appel interjeté à l'égard d'une décision rendue en vertu de l'alinéa 672.54a) ou de l'article 672.58 suspend l'application de la décision jusqu'à la décision sur l'appel.</p> <p>672.76 (1) Toute partie qui en donne avis à chacune des autres parties peut, dans le délai et de la manière réglementaires, demander à un juge de la cour d'appel de rendre une ordonnance sous le régime du présent article à l'égard d'une décision ou d'une ordonnance de placement qui font l'objet d'un appel.</p> <p>(2) Un juge de la cour d'appel saisi de la demande peut, s'il est d'avis que l'état mental de l'accusé le justifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) rendre une ordonnance portant que l'application d'une décision rendue en vertu de l'alinéa 672.54a) ou de l'article 672.58 ne soit pas suspendue tant que l'appel est en instance par dérogation à l'article 672.75; b) rendre une ordonnance portant suspension de l'application de toute décision rendue en vertu des alinéas 672.54b) ou c) 25 ou d'une ordonnance de placement qui font l'objet de l'appel; c) lorsque l'application d'une décision est suspendue en vertu de l'article 672.75 ou d'une ordonnance visée à l'alinéa b), 30 rendre à l'égard de l'accusé toute autre décision applicable — à l'exception d'une décision visée à l'alinéa 672.54a) ou à l'article 672.58 — qu'il estime justifiée dans les circonstances tant que l'appel est en instance; d) lorsque l'application d'une ordonnance de placement est suspendue en vertu de l'alinéa b), rendre l'ordonnance de placement indiquée, compte tenu des circons- 40 tances, tant que l'appel est en instance; e) donner les directives qui sont à son avis nécessaires pour que l'appel soit entendu. <p>(3) Le juge de la cour d'appel qui rend une décision sous le régime du paragraphe (9) en fait parvenir sans délai une copie à toutes les parties.</p> <p>672.77 Lorsque l'application d'une décision ou d'une ordonnance de placement dont</p>	<p>Suspension d'application</p> <p>Demandes</p> <p>Pouvoir discrétionnaire en matière de suspension des décisions</p> <p>Copies aux parties</p> <p>Conséquences de la suspension</p>
	5		
	10		
	15		
	20		
	25		
	30		
	35		
	40		
	45		

	<p>suspended, a disposition, or in the absence of a disposition any order for the interim release or detention of the accused, that was in effect immediately before the disposition or placement decision appealed from took effect, shall be in force pending the determination of the appeal, subject to any disposition made under paragraph 672.76(2)(c).</p>	<p>appel est suspendue, toute décision ou, en l'absence d'une décision, toute ordonnance de mise en liberté provisoire ou de détention de l'accusé qui était en vigueur immédiatement avant la prise d'effet de la décision ou de l'ordonnance de placement reste en vigueur pendant que l'appel est en instance, sous réserve de toute décision qui peut être rendue en vertu de l'alinéa 672.76(2)c).</p>
Powers of court of appeal	<p>672.78 (1) The court of appeal may allow an appeal against a disposition or placement decision and set aside an order made by the court or Review Board, where the court of appeal is of the opinion that</p>	<p>672.78 (1) La cour d'appel peut accueillir l'appel interjeté à l'égard d'une décision ou d'une ordonnance de placement et annuler toute ordonnance rendue par le tribunal ou la commission d'examen si elle est d'avis que, selon le cas :</p>
	<ul style="list-style-type: none"> (a) it is unreasonable or cannot be supported by the evidence; (b) it is based on a wrong decision on a question of law; or (c) there was a miscarriage of justice. 	<ul style="list-style-type: none"> a) la décision ou l'ordonnance est déraisonnable ou ne peut pas s'appuyer sur la preuve; b) il s'agit d'une erreur de droit; c) il y a eu erreur judiciaire.
Idem	<p>(2) The court of appeal may dismiss an appeal against a disposition or placement decision where the court is of the opinion</p>	<p>(2) La cour d'appel peut rejeter l'appel, dans l'un ou l'autre des cas suivants :</p>
	<ul style="list-style-type: none"> (a) that paragraphs (1)(a), (b) and (c) do not apply; or (b) that paragraph (1)(b) may apply, but the court finds that no substantial wrong or miscarriage of justice has occurred. 	<ul style="list-style-type: none"> a) les alinéas (1)a), b) et c) ne s'appliquent pas; b) l'alinéa (1)b) peut s'appliquer, mais elle est d'avis qu'aucun tort important ou aucune erreur judiciaire ne s'est produit.
Orders that the court may make	<p>(3) Where the court of appeal allows an appeal against a disposition or placement decision, it may</p>	<p>(3) La cour d'appel, si elle accueille l'appel, peut :</p>
	<ul style="list-style-type: none"> (a) make any disposition under section 672.54 or any placement decision that the court or Review Board could have made; (b) refer the matter back to the court or Review Board for rehearing, in whole or in part, in accordance with any directions that the court of appeal considers appropriate; or (c) make any other order that justice requires. 	<ul style="list-style-type: none"> a) rendre la décision en vertu de l'article 672.54 ou l'ordonnance de placement que le tribunal ou la commission d'examen aurait pu rendre; b) renvoyer l'affaire au tribunal ou à la commission d'examen pour une nouvelle audition, complète ou partielle, en conformité avec les instructions qu'elle lui donne; c) rendre toute autre ordonnance que la justice exige.
Appeal by dangerous mentally disordered accused	<p>672.79 (1) Where a court finds an accused to be a dangerous mentally disordered accused and increases the cap applicable to the accused pursuant to section 672.65(4), the accused may appeal to the court of appeal against the increase in the</p>	<p>672.79 (1) Lorsqu'un tribunal détermine qu'un accusé est un accusé dangereux atteint de désordre mental et augmente la durée maximale qui s'applique à l'accusé en vertu de l'article 672.65, l'accusé peut interjeter appel à la cour d'appel de la détermination</p>

Pouvoirs de la cour d'appel

15

20

Idem

Idem

30

35

Appel interjeté par les accusés dangereux atteints de désordre mental

40

45

Disposition of appeal	<p>cap on any ground of law or fact or mixed law and fact.</p> <p>(2) On an appeal by an accused under subsection (1), the court of appeal may</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) quash any increase in the cap and impose any other cap that might have been imposed in respect of the offence, or order a new hearing; or (b) dismiss the appeal. 	<p>ou de l'augmentation pour tout motif de droit ou de fait ou mixte de droit et de fait.</p> <p>(2) La cour d'appel saisi d'un appel interjeté au titre du paragraphe (1), peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) annuler l'augmentation de la durée maximale et la remplacer par une autre à l'égard de l'infraction ou ordonner une nouvelle audition; b) rejeter l'appel. 	Décision sur l'appel
Appeal by Attorney General	<p>672.8 (1) The Attorney General may appeal against the dismissal of an application for a finding that the accused is a dangerous mentally disordered accused on any ground of law.</p>	<p>672.8 (1) Le procureur général peut interjeter appel du rejet de sa demande de détermination qu'un accusé est un accusé dangereux atteint de désordre mental pour tout motif de droit.</p>	Appel interjeté par le procureur général
Disposition of appeal	<p>(2) On an appeal by the Attorney General under subsection (1), the court of appeal may</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) allow the appeal, designate the accused as a dangerous mentally disordered accused, and increase the cap in respect of the offence to a maximum of life, or order a new hearing; or (b) dismiss the appeal. 	<p>(2) La cour d'appel saisie de l'appel interjeté au titre du paragraphe (1), peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) accueillir l'appel, déclarer que l'accusé est un accusé dangereux atteint de désordre mental et augmenter la durée maximale applicable à l'accusé jusqu'à la perpétuité ou ordonner une nouvelle audition; b) rejeter l'appel. 	Décision sur l'appel
Part XXI applies to appeal	<p>(3) The provisions of Part XXI with respect to procedure on appeals apply, with such modifications as the circumstances require, to appeals under this section or section 672.79.</p>	<p>(3) Les dispositions de la partie XXI qui traitent de la procédure applicable aux appels s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux appels interjetés en vertu du présent article ou de l'article 672.79.</p>	Application de la partie XXI
Mandatory review of dispositions	<p>672.81 (1) A Review Board shall hold a hearing not later than twelve months after making a disposition and every twelve months thereafter for as long as the disposition remains in force, to review any disposition that it has made in respect of an accused, other than an absolute discharge under paragraph 672.54(a).</p>	<p>672.81 (1) La commission d'examen qui a rendu une décision à l'égard d'un accusé tient une nouvelle audition au plus tard douze mois après la décision et à l'intérieur de chaque période de douze mois suivante si la décision rendue en vertu de ces alinéas est toujours en vigueur, à l'exception d'une libération inconditionnelle prononcée en vertu de l'alinéa 672.54a).</p>	Révisions
Additional mandatory reviews in custody cases	<p>(2) The Review Board shall hold a hearing to review any disposition made under paragraph 672.54(b) or (c) as soon as is practicable after receiving notice that the person in charge of the place where the accused is detained or directed to attend</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) has increased the restrictions on the liberty of the accused significantly for a period exceeding seven days; or 	<p>(2) La commission d'examen tient une audition pour réviser toute décision rendue en vertu des alinéas 672.54b ou c) le plus tôt possible après qu'elle est avisée que la personne responsable du lieu où l'accusé est détenu ou doit se présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soit à procédé à un resserrement important des privations de liberté de celui-ci 	Révisions supplémentaires obligatoires en cas de détention

	(b) requests a review of the disposition.	
Idem	(3) Where an accused is detained in custody pursuant to a disposition made under paragraph 672.54(c) and a sentence of imprisonment is subsequently imposed on the accused in respect of another offence, the Review Board shall hold a hearing to review the disposition as soon as is practicable after receiving notice of that sentence.	pendant une période supérieure à sept jours; b) soit demande la révision de l'ordonnance.
Discretionary review on request	672.82 (1) A Review Board may hold a hearing to review any of its dispositions at any time, at the request of the accused or any other party.	(3) La commission d'examen doit tenir une audition de révision de la décision rendue en vertu de l'alinéa 672.54c) et portant détention de l'accusé dès que possible après qu'elle est informée qu'une peine d'emprisonnement lui a été infligée à l'égard d'une autre infraction. 5 Idem
Review cancels appeal	(2) Where a party requests a review of a disposition under this section, the party is deemed to abandon any appeal against the disposition taken under section 672.72.	672.82 (1) La commission d'examen peut, en tout temps, tenir une audition à la demande de l'accusé ou de toute autre partie. Révisions supplémentaires facultatives
Disposition by Review Board	672.83 (1) At a hearing held pursuant to section 672.81 or 672.82, the Review Board shall, except where a determination is made under subsection 672.48(1) that the accused is fit to stand trial, review the disposition made in respect of the accused and make any other disposition that the Review Board considers to be appropriate in the circumstances. 25	(2) Lorsqu'une révision d'une décision visée par un appel interjeté par une partie en vertu de l'article 672.72 commence à la demande de cette partie, l'appel est réputé avoir été abandonné. 15 Abandon de l'appel
Idem	(2) Subsection 672.52(2), and sections 672.64 and 672.71 to 672.82 apply to a disposition made under this section, with such modifications as the circumstances require. 30	672.83 (1) À l'audition tenue en conformité avec les articles 672.81 ou 672.82, la commission d'examen, sauf dans le cas où il a été déterminé en vertu du paragraphe 672.48(1) que l'accusé est apte à subir son procès, révise la décision et rend toute décision indiquée dans les circonstances. 20 Révision de la décision
Procedure for review	672.84 The Review Board shall hold a hearing to review a disposition under section 672.81 or 672.82 in accordance with the procedures described in section 672.5.	(2) Le paragraphe 672.52(2), les articles 672.64 et 672.71 à 672.82 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la décision rendue en vertu du présent article. 30 Idem
Bringing accused before Review Board	672.85 For the purpose of bringing the accused in respect of whom a hearing under section 672.81 is to be held before the Review Board, the chairperson (a) shall order the person having custody of the accused to bring the accused to the hearing at the time and place fixed for it; or 35	672.84 La commission d'examen tient une audition en vue de réviser la décision prise en vertu des articles 672.81 ou 672.82 en conformité avec les règles de procédure visées à l'article 672.5. 35 Procédure de réexamen
		672.85 Afin de s'assurer de la présence de l'accusé visé par une audition tenue en vertu de l'article 672.81, le président de la commission d'examen : a) si l'accusé visé par l'audition est détenu, ordonne que la personne responsable de sa garde l'amène devant la commission d'examen à l'heure, à la date et au lieu fixés pour l'audition; 40

	<p>(b) may issue a summons or warrant to compel the accused to appear at the time and place fixed for the hearing, if the accused is not in custody.</p>	<p>b) dans les autres cas peut, par sommation ou mandat, contraindre l'accusé à comparaître devant la commission d'examen à l'heure, à la date et au lieu fixés pour l'audition.</p>	5
Interprovincial transfers	Interprovincial Transfers	Transfèresments inter provinciaux	Transfèresments inter provinciaux
Transfer where accused in custody	<p>672.86 (1) An accused who is detained in custody or directed to attend at a hospital pursuant to a disposition made by a court or Review Board under paragraph 672.54(c) or a court under section 672.58 may be transferred to any other place in Canada where</p> <p>(a) the Review Board of the province where the accused is detained or directed to attend recommends a transfer for the purpose of the reintegration of the accused into society or the recovery, treatment or custody of the accused; and</p> <p>(b) the Attorneys General of the provinces to and from which the accused is to be transferred give their consent.</p>	<p>5 672.86 (1) L'accusé qui est détenu sous garde ou qui doit se présenter dans un hôpital en conformité avec une décision rendue par un tribunal ou une commission d'examen sous le régime de l'alinéa 672.54c) ou un 10 tribunal sous le régime de l'article 672.58 peut, sur recommandation de la commission d'examen de la province où il est détenu ou de celle de l'endroit où il doit se présenter, être transféré, à des fins de réinsertion 15 sociale, de guérison, de garde ou de traitement dans tout autre lieu au Canada à la condition que le procureur général de la province d'origine et celui de la province d'arrivée y consentent.</p>	20
Transfer where accused not in custody	<p>(2) Where an accused who is detained in custody is to be transferred, an officer authorized by the Attorney General of the province where the accused is being detained shall sign a warrant specifying the place in Canada to which the accused is to be transferred.</p> <p>(3) Where an accused who is not detained in custody is to be transferred, the Review Board of the province where the accused is directed to attend shall, by order,</p>	<p>20 (2) Pour effectuer le transfèrement d'un accusé en détention il est nécessaire qu'un mandat soit signé par le fonctionnaire que le procureur général de la province d'origine désigne à cette fin; le mandat doit indiquer le 25 nouveau lieu de détention.</p> <p>30 (3) Pour effectuer le transfèrement d'un accusé en liberté, la commission d'examen de la province où se trouve l'établissement où il doit se présenter rend une ordonnance :</p>	Transfèrement d'un accusé en détention Transfèrement d'un accusé en liberté
Delivery and detention of accused	<p>672.87 A warrant described in subsection 672.86(2) is sufficient authority</p> <p>(a) for any person who is responsible for 40 the custody of an accused to have the accused taken into custody and conveyed to the person in charge of the place specified in the warrant; and</p> <p>(b) for the person specified in the warrant 45 to detain the accused in accordance with</p>	<p>672.87 Le mandat visé au paragraphe 672.86(2) constitue une autorisation suffisante :</p> <p>a) pour le responsable de la garde de l'accusé de le faire amener sous garde et de le remettre à la garde du responsable de l'autre lieu où il doit être détenu;</p> <p>b) pour la personne désignée dans le mandat de la détenir sous garde en confor-</p>	Transfèrement

	any disposition made in respect of the accused under paragraph 672.54(c).	mité avec l'ordonnance rendue à son égard en vertu de l'alinéa 672.54c) qui est en cours de validité.	
Review Board of receiving province has jurisdiction over transferee	672.88 (1) The Review Board of the province to which an accused is transferred pursuant to section 672.86 has exclusive jurisdiction over the accused, and may exercise the powers and shall perform the duties mentioned in sections 672.5 and 672.81 to 672.83 as if that Review Board had made the disposition in respect of the accused.	672.88 (1) La commission d'examen de la province dans laquelle est transféré l'accusé en vertu de l'article 672.86 a compétence exclusive à son égard et peut exercer toutes les attributions mentionnées aux articles 672.5 et 672.81 à 672.83 comme si elle avait rendu la décision à l'égard de l'accusé.	Compétence de la commission d'examen de la province du transfèrement
Agreement	(2) Notwithstanding subsection (1), the Attorney General of the province to which an accused is transferred may enter into an agreement subject to this Act with the Attorney General of the province from which the accused is transferred, enabling the Review Board of that province to exercise the powers and perform the duties referred to in subsection (1) in respect of the accused, in the circumstances and subject to the terms and conditions set out in the agreement.	(2) Par dérogation au paragraphe (1), le procureur général de la province dans laquelle l'accusé est transféré peut conclure une entente, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, avec le procureur général de la province d'origine permettant à la commission d'examen de cette province d'exercer les attributions mentionnées au paragraphe (1) à l'égard de l'accusé dans les circonstances et sous réserve des modalités mentionnées dans l'entente.	Entente
Other interprovincial transfers	672.89 (1) Where an accused who is detained in custody pursuant to a disposition made by a Review Board is transferred to another province otherwise than pursuant to section 672.86, the Review Board of the province from which the accused is transferred has exclusive jurisdiction over the accused and may continue to exercise the powers and shall continue to perform the duties mentioned in sections 672.5 and 672.81 to 672.83.	672.89 (1) Lorsqu'un accusé détenu en vertu d'une décision d'une commission d'examen est transféré dans une autre province dans un cas non visé à l'article 672.86, la commission d'examen de la province d'origine a compétence exclusive à son égard et peut continuer à exercer les attributions mentionnées aux articles 672.5 et 672.81 à 672.83.	Autres transférements interprovinciaux
Agreement	(2) Notwithstanding subsection (1), the Attorneys General of the provinces to and from which the accused is to be transferred as described in that subsection may, after the transfer is made, enter into an agreement subject to this Act, enabling the Review Board of the province to which an accused is transferred to exercise the powers and perform the duties referred to in subsection (1) in respect of the accused, subject to the terms and conditions and in the circumstances set out in the agreement.	(2) La présente loi ne porte pas atteinte au pouvoir des procureurs généraux de la province d'origine et de la province d'arrivée d'un accusé visé au paragraphe (1) de conclure, après le transfèrement, une entente permettant à la commission d'examen de la province d'arrivée d'exercer, sous réserve de la présente loi et de l'entente, à l'égard de l'accusé les attributions mentionnées dans ce paragraphe.	Entente
Execution of warrant anywhere in Canada	Enforcement of Orders and Regulations	<i>Exécution des ordonnances et des règlements</i>	
	672.9 Any warrant or process issued in relation to an assessment order or disposition	672.9 Le mandat délivré à l'égard d'un accusé visé par une décision ou une ordon-	Exécution en tout lieu au Canada

	<p>made in respect of an accused may be executed or served in any place in Canada outside the province where the order or disposition was made as if it had been executed or served in that province.</p>	<p>nance ou tout acte de procédure qui se rattache à celle-ci peut être exécuté ou signifié en tout lieu au Canada à l'extérieur de la province où la décision ou l'ordonnance a été rendue comme s'il était exécuté ou signifié dans cette province.</p>
<p>Arrest without warrant for contravention of disposition</p>	<p>672.91 A peace officer may arrest an accused without a warrant at any place in Canada if the peace officer has reasonable grounds to believe that the accused has contravened or wilfully failed to comply with the disposition or any condition of it, or is about to do so.</p>	<p>672.91 L'agent de la paix peut arrêter un accusé sans mandat en tout lieu au Canada s'il a des motifs raisonnables de croire que l'accusé a contrevenu ou a fait volontairement défaut de se conformer aux conditions prévues dans l'ordonnance ou est sur le point de le faire.</p>
<p>Accused to be brought before justice</p>	<p>672.92 (1) An accused who is arrested pursuant to section 672.91 shall be taken before a justice having jurisdiction in the territorial division in which the accused is arrested, without unreasonable delay and in any event within twenty-four hours after the arrest.</p>	<p>672.92 (1) L'accusé arrêté en vertu de l'article 672.91 doit être conduit devant un juge de paix ayant compétence dans la circonscription territoriale où a eu lieu l'arrestation sans retard injustifié et dans tous les cas dans les vingt-quatre heures qui suivent celle-ci.</p>
<p>Idem</p>	<p>(2) If a justice described in subsection (1) is not available within twenty-four hours after the arrest, the accused shall be taken before a justice as soon as is practicable.</p>	<p>672.92 (2) Si le juge de paix compétent n'est pas disponible dans le délai de vingt-quatre heures qui suit l'arrestation, l'accusé doit être conduit devant un juge de paix le plus tôt possible.</p>
<p>Where justice to release accused</p>	<p>672.93 (1) A justice shall release an accused who is brought before the justice pursuant to section 672.92 unless the justice is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the accused has contravened or failed to comply with a disposition.</p>	<p>672.93 (1) Le juge de paix devant qui est conduit un accusé en conformité avec l'article 672.92 est tenu de le remettre en liberté s'il n'est pas convaincu qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'il a contrevenu ou a fait défaut de se conformer à une décision.</p>
<p>Order of justice pending decision of Review Board</p>	<p>(2) If the justice is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the accused has contravened or failed to comply with a disposition, the justice may make an order that is appropriate in the circumstances in relation to the accused, pending a hearing of the Review Board of the province where the disposition was made, and shall cause notice of that order to be given to that Review Board.</p>	<p>672.93 (2) Le juge de paix peut, dans le cas contraire, rendre à son égard l'ordonnance qu'il considère indiquée dans les circonstances en attendant l'audition de la commission d'examen qui a rendu la décision; il fait parvenir un avis de cette ordonnance à la commission.</p>
<p>Powers of Review Board</p>	<p>672.94 Where a Review Board receives a notice given pursuant to subsection 672.93(2), it may exercise the powers and shall perform the duties mentioned in sections 672.5 and 672.81 to 672.83 as if the Review Board were reviewing a disposition.</p>	<p>672.94 La commission qui reçoit l'avis mentionné au paragraphe 672.93(2) peut exercer à l'égard de l'accusé les attributions mentionnées aux articles 672.5 et 672.81 à 672.83 comme s'il s'agissait de la révision d'une décision.</p>

Arrestation sans mandat

Comparution devant le juge de paix

Idem

Ordonnance intérimaire du juge de paix

Idem

Pouvoir de la commission

Regulations	<p>672.95 The Governor in Council may make regulations</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) prescribing anything that may be prescribed under this Part; and (b) generally to carry out the purposes and provisions of this Part. <p><i>Powers of Review Board respecting Findings under National Defence Act</i></p>	<p>672.95 Le gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente partie; b) d'une façon générale, prendre toute mesure d'application de la présente loi. <p><i>Pouvoirs de la commission d'examen dans les cas prévus par la Loi sur la défense nationale</i></p>	Règlements
Powers of Review Board respecting findings under National Defence Act	<p>672.96 Sections 672.43 and 672.47 to 672.71 apply, with such modifications as the circumstances require, to findings made by courts martial under the <i>National Defence Act</i> of unfit to stand trial or not responsible on account of mental disorder, and</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a reference in those sections to the rendering of a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial shall be deemed to be a reference to the making of a finding of not responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial; (b) a reference in those sections to an accused shall be deemed to be a reference to an accused person and a reference to a court shall be deemed to be a reference to a court martial; (c) a reference in those sections to a Review Board shall be deemed to be a reference to the Review Board of the appropriate province; and (d) a reference in subsection 672.64(3) or 672.65(1) to a designated offence prosecuted by indictment shall be deemed to be a reference to a designated offence. 	<p>672.96 Les articles 672.43 et 672.47 à 672.71 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux attributions que possèdent les commissions d'examen à l'égard des verdicts d'inaptitude à subir un procès ou de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux que rendent les cours martiales en vertu de la <i>Loi sur la défense nationale</i>; à ces fins, un renvoi dans ces dispositions à un tribunal ou à une commission d'examen vaut renvoi à une cour martiale ou à la commission d'examen de la province concernée et un renvoi, aux paragraphes 72.64(3) et 672.65(1), à une infraction désignée poursuivie par voie de mise en accusation vaut renvoi à une infraction désignée.</p>	Pouvoirs de la commission d'examen dans les cas prévus par la <i>Loi sur la défense nationale</i>

SCHEDULE TO PART XX.1
(Subsection 672.64(1))

DESIGNATED OFFENCES

CRIMINAL CODE

1. Section 49 — acts intended to alarm Her Majesty or break public peace
2. Section 50 — assisting alien enemy to leave Canada, or omitting to prevent treason
3. Section 51 — intimidating Parliament or legislature
4. Section 52 — sabotage
5. Section 53 — inciting to mutiny
6. Section 75 — piratical acts
7. Section 76 — hijacking
8. Section 77 — endangering safety of aircraft
9. Section 78 — offensive weapons and explosive substances
10. Section 80 — breach of duty (explosive substances)
11. Section 81 — using explosives
12. Section 82 — possession of explosives without lawful excuse
13. Section 85 — use of firearm during commission of offence, etc.
14. Paragraph 86(1)(a) — pointing a firearm
15. Subsection 86(2) — careless use of firearm
16. Section 87 — possession of weapon or imitation
17. Section 151 — sexual interference
18. Section 152 — invitation to sexual touching
19. Section 153 — sexual exploitation
20. Section 155 — incest
21. Section 159 — anal intercourse
22. Subsection 160(2) — compelling commission of bestiality
23. Subsection 160(3) — bestiality in presence of or by child

ANNEXE DE LA PARTIE XX.1
(paragraphe 672.64(1))

INFRACTIONS DÉSIGNÉES

CODE CRIMINEL

1. Article 49 — actes destinés à alarmer Sa Majesté ou à violer la paix publique
2. Article 50 — aider à la trahison
3. Article 51 — intimider le Parlement ou une Législature
4. Article 52 — sabotage
5. Article 53 — incitation à la mutinerie
6. Article 75 — piraterie
7. Article 76 — détournement d'aéronef
8. Article 77 — mise en danger d'un aéronef
9. Article 78 — armes offensives et substances explosives
10. Article 80 — manque de précautions (explosifs)
11. Article 81 — usage d'explosifs
12. Article 82 — possession d'explosifs sans excuse légitime
13. Article 85 — usage d'une arme à feu lors de la perpétration d'une infraction
14. Alinéa 86(1)a) — braquer une arme à feu
15. Paragraphe 86(2) — usage négligent d'une arme à feu
16. Article 87 — port d'arme ou d'imitation d'arme
17. Article 151 — contacts sexuels
18. Article 152 — incitation à des contacts sexuels
19. Article 153. — personnes en situation d'autorité
20. Article 155 — inceste
21. Article 159 — relations sexuelles anales
22. Paragraphe 160(2) — usage de la force (bestialité)
23. Paragraphe 160(3) — bestialité en présence d'enfants

SCHEDULE TO PART XX.1 — *Continued*

24. Section 220 — causing death by criminal negligence
25. Section 221 — causing bodily harm by criminal negligence
26. Section 223 — causing injury to child before or during birth
27. Section 236 — manslaughter
28. Section 238 — killing unborn child in act of birth
29. Section 239 — attempt to commit murder
30. Section 241 — counselling or aiding suicide
31. Section 244 — causing bodily harm with intent
32. Paragraph 245(a) — administering noxious thing with intent to endanger life or cause bodily harm
33. Section 246 — overcoming resistance to commission of offence
34. Section 247 — setting traps likely to cause death or bodily harm
35. Section 248 — interfering with transportation facilities
36. Subsection 249(3) — dangerous operation of motor vehicles, vessels and aircraft causing bodily harm
37. Subsection 249(4) — dangerous operation of motor vehicles, vessels and aircraft causing death
38. Subsection 255(2) — impaired driving causing bodily harm
39. Subsection 255(3) — impaired driving causing death
40. Section 262 — impeding attempt to save life
41. Paragraph 265(1)(a) — assault
42. Section 267 — assault with a weapon or causing bodily harm
43. Section 268 — aggravated assault

ANNEXE DE LA PARTIE XX.1 (*suite*)

24. Article 220 — causer la mort par négligence criminelle
25. Article 221 — causer des lésions corporelles par négligence criminelle
26. Article 223 — tuer un enfant
27. Article 236 — homicide involontaire coupable
28. Article 238 — tuer au cours de l'accouchement un enfant non encore né
29. Article 239 — tentative de meurtre
30. Article 241 — conseiller le suicide ou y aider
31. Article 244 — causer intentionnellement des lésions corporelles
32. Alinéa 245a) — administrer une substance délétère
33. Article 246 — vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction
34. Article 247 — trappes susceptibles de causer la mort ou des lésions corporelles
35. Article 248 — nuire aux moyens de transport
36. Paragraphe 249(3) — conduite dangereuse causant des lésions corporelles
37. Paragraphe 249(4) — conduite dangereuse causant la mort
38. Paragraphe 255(2) — conduite avec capacité affaiblie causant des lésions corporelles
39. Paragraphe 255(3) — conduite avec capacité affaiblie causant la mort
40. Article 262 — empêcher de sauver une vie
41. Alinéa 265(1)a) — voies de fait
42. Article 267 — agression armée ou infliction de lésions corporelles
43. Article 268 — voies de fait graves

SCHEDULE TO PART XX.1 — *Continued*

44. Section 269 — unlawfully causing bodily harm
45. Subsection 269.1(1) — torture
46. Paragraph 271(1)(a) — sexual assault
47. Section 272 — sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm
48. Section 273 — aggravated sexual assault
49. Subsection 279(1) — kidnapping
50. Subsection 279(2) — forcible confinement
51. Section 279.1 — hostage taking
52. Section 280 — abduction of person under sixteen
53. Section 281 — abduction of person under fourteen
54. Paragraph 282(a) — abduction in contravention of custody order
55. Paragraph 283(1)(a) — abduction where no custody order
56. Section 344 — robbery
57. Section 345 — stopping mail with intent
58. Section 346 — extortion
59. Section 348 — breaking and entering with intent, committing offence or breaking out
60. Subsection 349(1) — being unlawfully in dwelling-house
61. Subsection 430(2) — mischief that causes actual danger to life
62. Section 431 — attack on premises, etc., of internationally protected person
63. Section 433 — arson (disregard for human life)
64. Section 434 — arson (damage to property)

ANNEXE DE LA PARTIE XX.1 (*suite*)

44. Article 269 —infraction illégale de lésions corporelles
45. Paragraphe 269.1(1) — torture
46. Alinéa 271(1)a) — agression sexuelle
47. Article 272 — agression sexuelle armée, etc.
48. Article 273 — agression sexuelle grave
49. Paragraphe 279(1) — enlèvement
50. Paragraphe 279(2) — séquestration
51. Article 279.1 — prise d'otage
52. Article 280 — enlèvement d'une personne de moins de seize ans
53. Article 281 — enlèvement d'une personne de moins de quatorze ans
54. Alinéa 282a) — enlèvement en contravention avec une ordonnance de garde
55. Alinéa 283(1)a) — enlèvement en l'absence d'ordonnance de garde
56. Article 344 — vol qualifié
57. Article 345 — arrêter la poste avec l'intention de voler
58. Article 346 — extorsion
59. Article 348 — introduction par effraction dans un dessein criminel
60. Paragraphe 349(1) — présence illégale dans une maison d'habitation
61. Paragraphe 430(2) — méfait qui cause un danger réel pour la vie des gens
62. Article 431 — attaque contre les locaux, etc. des personnes jouissant d'une protection internationale
63. Article 433 — incendie criminel: danger pour la vie humaine
64. Article 434 — incendie criminel : dommages matériels

SCHEDULE TO PART XX.1 — <i>Continued</i>	ANNEXE DE LA PARTIE XX.1 (<i>suite</i>)
65. Section 434.1 — arson (own property)	65. Article 434.1 — incendie criminel : biens propres
66. Section 435 — arson for fraudulent purpose	66. Article 435 — incendie criminel : intention frauduleuse
ATOMIC ENERGY CONTROL ACT	LOI SUR LE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
67. Section 20 — offence and punishment	67. Article 20 — infractions et peines
EMERGENCIES ACT	LOI SUR LES MESURES D'URGENCES
68. Subparagraph 8(1)(j)(ii) — contravention of public welfare emergency regulation	68. Sous-alinéa 8(1)j)(ii) — contravention des décrets en cas de déclaration de sinistre
69. Subparagraph 19(1)e)(ii) — contravention of public order emergency regulation	69. Sous-alinéa 19(1)e)(ii) — contravention des décrets en cas de déclaration d'état d'urgence
70. Subparagraph 30(1)l)(ii) — contravention of international emergency regulation	70. Sous-alinéa 30(1)l)(ii) — contravention des décrets en cas de déclaration d'état de crise internationale
71. Paragraph 40(3)(b) — contravention of war emergency regulation	71. Alinéa 40(3)b) — contravention des décrets en cas de déclaration d'état de guerre
CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT	LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
72. Section 115 — damage to environment and death or harm to persons	72. Article 115 — dommages à l'environnement
FOOD AND DRUGS ACT	LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES
73. Paragraph 39(3)(b) — trafficking	73. Alinéa 39(3)b) — trafic
74. Paragraph 48(3)(b) — trafficking	74. Alinéa 40(3)b) — trafic
NARCOTIC CONTROL ACT	LOI SUR LES STUPÉFIANTS
75. Paragraph 3(2)(b) — possession	75. Alinéa 3(2)b) — possession
76. Section 4 — trafficking	76. Article 4 — trafic
77. Section 5 — importing and exporting	77. Article 5 — importation ou exportation
NATIONAL DEFENCE ACT	LOI SUR LA DÉFENSE NATIONALE
78. Section 78 — offence of being spy	78. Article 78 — espionnage au service de l'ennemi
79. Section 79 — mutiny with violence	79. Article 79 — mutinerie avec violence
80. Section 80 — mutiny without violence	80. Article 80 — mutinerie sans violence
81. Section 81 — offences related to mutiny	81. Article 81 — infractions liées à la mutinerie

SCHEDULE TO PART XX.1— <i>Concluded</i>	ANNEXE DE LA PARTIE XX.1 (<i>fin</i>)
82. Section 82 — advocating governmental change by force	82. Article 82 — préconiser le renversement du gouvernement par la force
83. Section 83 — disobedience of lawful command	83. Article 83 — désobéissance à un ordre légitime
84. Section 84 — striking or offering violence to a superior officer	84. Article 84 — violence envers un supérieur
85. Section 88 — desertion	85. Article 88 — désertion
86. Paragraph 98(c) — maiming or injuring self or another person	86. Alinéa 98c) — mutilation ou blessure
87. Section 105 — offences in relation to convoys	87. Article 105 — infractions à l'égard des convois
88. Section 106 — disobedience of captain's orders — ships	88. Article 106 — désobéissance aux ordres du commandant — bateaux
89. Section 110 — disobedience of captain's orders — aircraft	89. Article 110 — désobéissance aux ordres du commandant — aéronefs
90. Section 128 — conspiracy	90. Article 128 — complot
OFFICIAL SECRETS ACT	
91. Section 3 — spying	91. Article 3 — espionnage
92. Section 4 — wrongful communication, etc., of information	92. Article 4. --- communication, etc. illicite de renseignements
93. Section 5 — unauthorized use of uniforms, falsification of reports, etc.	93. Article 5 — usage non autorisé d'uniformes, falsification de rapports, etc.

R.S., c. 42 (4th Supp.), s. 4

5. The definition "sentence" in section 673 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"sentence" includes a declaration made under subsection 199(3), an order made under subsection 100(1) or (2), 194(1), 259(1) or (2), 491.1(2), 736(1) or 736.11(1), or section 261, 725, 726, 727.9 or 744 and a disposition made under subsection 737(1) or 738(3) or (4);

10

5. La définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5 « sentence », « peine » ou « condamnation » S'entend notamment d'une déclaration faite en vertu du paragraphe 199(3), d'une ordonnance rendue en vertu des paragraphes 100(1) ou (2), 194(1), 259(1) ou (2), 491.1(2), 736(1) ou 736.11(1) ou des articles 261, 725, 726, 727.9 ou 744 ainsi que d'une décision prise en vertu des paragraphes 737(1) ou 738(3) ou (4).

L.R., ch. 42 (4^e suppl.), art. 4

6. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 736 thereof, the following sections:

Definitions

"assessment report"
"rapport d'évaluation"

"hospital order"
"ordonnance de détention dans un hôpital"

"medical practitioner"
"médecin"

"treatment facility"
"centre de soins"

Court may make a hospital order

736.1 In this section and sections 736.11 to 736.18,

"assessment report" means a written report made pursuant to an assessment order made under section 672.11 by a psychiatrist who is entitled under the laws of a province to practise psychiatry or, where a psychiatrist is not practicably available, by a medical practitioner;

"hospital order" means an order by a court under section 736.11 that an offender be detained in a treatment facility;

25

"medical practitioner" means a person who is entitled to practise medicine by the laws of a province;

"treatment facility" means any hospital or place for treatment of the mental disorder of an offender, or a place within a class of such places, designated by the Governor in Council, the lieutenant governor in council of the province in which the offender is sentenced or a person to whom authority has been delegated in writing for that purpose by the Governor in Council or that lieutenant governor in council.

30

736.11 (1) A court may order that an offender be detained in a treatment facility as the initial part of a sentence of imprisonment where it finds, at the time of sentencing, that the offender is suffering from a mental disorder in an acute phase and the court is satisfied, on the basis of an assess-

736.1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 736.11 à 736.18.

15 "centre de soins" Lieu de traitement des troubles mentaux d'un contrevenant, notamment un hôpital, désigné — ou qui fait partie d'une catégorie de lieux désignés — par le gouverneur en conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la peine est infligée ou par la personne à qui l'un ou l'autre a délégué par écrit expressément le pouvoir de procéder à cette désignation.

Définitions

"centre de soins"
"treatment..."

"médecin" Personne autorisée par le droit d'une province à exercer la médecine.

"médecin"
"medical..."

"ordonnance de détention dans un hôpital" Ordonnance que rend un tribunal en vertu de l'article 736.11 à l'effet qu'un contrevenant soit détenu dans un centre de soins.

"ordonnance de détention dans un hôpital"
"hospital order"

"rapport d'évaluation" Rapport écrit fait en conformité avec une ordonnance d'évaluation rendue en vertu de l'article 672.11 par un psychiatre autorisé en vertu des lois d'une province à exercer la psychiatrie ou, si aucun psychiatre n'est disponible, par un médecin.

"rapport d'évaluation"
"assessment report"

736.11 (1) Le tribunal, s'il conclut, au moment d'infliger une peine d'emprisonnement à un contrevenant, que celui-ci est atteint de troubles mentaux en phase aiguë peut, s'il est convaincu, à la lumière du rapport d'évaluation, préparé à l'égard du contrevenant et de tous les autres éléments de

Ordonnance de détention dans un hôpital

	<p>ment report and any other evidence, that immediate treatment of the mental disorder is urgently required to prevent further significant deterioration of the mental or physical health of the offender, or to prevent the offender from causing serious bodily harm to any person.</p>	<p>preuve qui ont été présentés, que le traitement immédiat de celui-ci s'impose d'urgence pour empêcher soit que ne survienne une détérioration sérieuse de sa santé physique ou mentale, soit qu'il n'inflige à d'autres des lésions corporelles graves, ordonner que la peine d'emprisonnement commence par une période de détention dans un centre de soins.</p>
Limitation on hospital order	<p>(2) A hospital order shall be for a single period of treatment not exceeding sixty days, subject to any terms and conditions that the court considers appropriate.</p>	<p>(2) Une ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue que pour une seule période de traitement d'une durée maximale de soixante jours, sous réserve des modalités que le tribunal juge indiquées.</p>
Form	<p>(3) A hospital order may be in Form 51.</p>	<p>(3) L'ordonnance de détention dans un hôpital peut être rendue selon la formule 51.</p>
Warrant of committal	<p>(4) A court that makes a hospital order shall issue a warrant for committal of the offender, which may be in Form 8.</p>	<p>(4) Le tribunal qui rend une ordonnance de détention dans un hôpital délivre un mandat de dépôt à l'égard du contrevenant lequel peut être rédigé selon le formulaire 8.</p>
Recommended treatment facility	<p>736.12 (1) In a hospital order, the court shall specify that the offender be detained in a particular treatment facility recommended by the central administration of any penitentiary, prison or other institution to which the offender has been sentenced to imprisonment, unless the court is satisfied, on the evidence of a medical practitioner, that serious harm to the mental or physical health of the offender would result from travelling to that treatment facility or from the delay occasioned in travelling there.</p>	<p>736.12 (1) Si l'administration centrale des pénitenciers, prisons ou autres établissements où le contrevenant a été condamné à purger sa peine d'emprisonnement recommande, pour l'exécution d'une ordonnance de détention dans un hôpital, que le contrevenant soit détenu dans un centre de soins particulier pour y purger la première partie de sa peine, le tribunal est tenu d'ordonner la détention du contrevenant dans cet établissement sauf si le témoignage d'un médecin le convainc que les transfères du contrevenant vers cet établissement ou les délais qui en résultent risquent de causer un dommage grave à la santé physique ou mentale du contrevenant.</p>
Court chooses treatment facility	<p>(2) Where the court does not follow a recommendation referred to in subsection (1), it shall order that the offender be detained in a treatment facility that is reasonably accessible to the place where the accused is detained when the hospital order is made or to the place where the court is located.</p>	<p>(2) S'il ne retient pas la recommandation qui lui est faite en vertu du paragraphe (1), le tribunal ordonne que le contrevenant soit détenu dans un centre de soins plus facile d'accès, à partir du tribunal ou du lieu de sa détention au moment où l'ordonnance est rendue.</p>
Condition	<p>736.13 No hospital order may be made unless the offender and the person in charge of the treatment facility where the offender is to be detained consent to the order and its terms and conditions, but nothing in this</p>	<p>736.13 L'ordonnance de détention dans un hôpital ne peut être rendue à l'égard d'un contrevenant que si celui-ci et le centre de soins où il doit être détenu y consentent et en acceptent les modalités; toutefois le présent</p>

	<p>section shall be construed as making unnecessary the obtaining of any authorization or consent to treatment from any other person that is or may be required otherwise than under this Act.</p>	
Exception	<p>736.14 No hospital order may be made in respect of an offender</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) who is convicted of or is serving a sentence imposed in respect of a conviction for an offence for which a minimum punishment of imprisonment for life is prescribed by law; (b) who has been found to be a dangerous offender pursuant to section 753; (c) where the term of imprisonment to be served by the offender does not exceed sixty days; (d) where the term of imprisonment is imposed <ul style="list-style-type: none"> (i) on the offender in default of payment of a fine or of a victim fine surcharge imposed under subsection 727.9(1), or (ii) under section 727.6 for failure or refusal to pay an amount by way of restitution pursuant to an order made under section 725 or 726; or (e) where the sentence of imprisonment imposed on the offender is ordered under paragraph 737(1)(c) to be served intermittently. 	<p>article ne porte pas atteinte à la nécessité d'obtenir les autorisations ou consentements au traitement qui, en vertu d'une autre obligation que celles que prévoit la présente loi, peuvent être nécessaires.</p> <p>736.14 Il ne peut être rendu d'ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un contrevenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) qui a été condamné ou qui purge une peine infligée à la suite d'une condamnation pour une infraction pour laquelle l'emprisonnement à vie est prévu par la loi à titre de peine minimale; b) qui a été déclaré, conformément à l'article 753, être un délinquant dangereux; c) lorsque la peine d'emprisonnement que le contrevenant doit purger ne dépasse pas soixante jours; d) lorsque la peine d'emprisonnement est infligée : <ul style="list-style-type: none"> (i) en raison du défaut de paiement d'une amende ou d'une suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 727.9(1), (ii) en vertu de l'article 727.6 pour défaut ou refus de payer une somme visée par une ordonnance de restitution rendue en vertu de l'article 725 ou 726; <p>e) lorsqu'il est ordonné en vertu de l'alinéa 737(1)c que la peine soit purgée de façon discontinue.</p>
Offender to serve remainder of sentence	<p>736.15 (1) An offender shall be sent or returned to a prison to serve the portion of the offender's sentence that remains unexpired where</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the hospital order expires before the expiration of the sentence; or (b) the consent to the detention of the offender in the treatment facility pursuant to the hospital order is withdrawn either by the offender or by the person in charge of the treatment facility. 	<p>736.15 (1) Le contrevenant doit être envoyé dans une prison pour y purger le reste de sa peine à la fin de la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital si elle se termine avant l'expiration prévue de sa peine ou si le contrevenant ou le responsable du centre de soins retire le consentement qu'il avait donné.</p>
Transfer from one treatment facility to another	<p>(2) Before the expiration of a hospital order in respect of an offender, the offender may be transferred from the treatment facility specified in the hospital order to another treatment facility where treatment of the</p>	<p>(2) Pendant la période de validité de l'ordonnance de détention dans un hôpital, le contrevenant peut être transféré du centre de soins où il est détenu vers un autre centre de soins où il pourra être traité, à la condition</p>

Exception

Retrait du consentement

Transfèrement d'un établissement à un autre

	<p>offender's mental disorder is available, if the court authorizes the transfer in writing and the person in charge of the treatment facility consents.</p>	<p>que le tribunal l'autorise par écrit et que le responsable du centre y consente.</p>
<p>Detention to count as service of term</p>	<p>736.16 Each day that an offender is detained under a hospital order shall be treated as a day of service of the term of imprisonment of the offender, and the offender shall be deemed, for all purposes, to be lawfully confined in a prison during that detention.</p>	<p>5 736.16 Le contrevenant condamné à une peine d'emprisonnement qui est détenu en conformité avec une ordonnance de détention dans un hôpital est réputé purger sa peine et détenu légalement dans une prison pendant toute la durée de sa détention.</p> <p>5 Calcul du temps passé en détention</p>
<p>Application of subsection 19(1) of Penitentiary Act</p>	<p>736.17 Notwithstanding subsection 19(1) of the <i>Penitentiary Act</i>, an offender in respect of whom a hospital order is made and who is sentenced or committed to a penitentiary may, during the period for which that order is in force, be received in a penitentiary before the expiration of the time limited by law for an appeal and shall be detained in the treatment facility specified in the order during that period.</p>	<p>10 736.17 Par dérogation au paragraphe 19(1) de la <i>Loi sur les pénitenciers</i>, le contrevenant qui fait l'objet d'une ordonnance de détention dans un hôpital et qui a été condamné au pénitencier peut, pendant la période de validité de l'ordonnance, être écroué dans un pénitencier avant l'expiration du délai légal d'appel et est détenu au centre de soins désigné dans l'ordonnance durant cette période de validité.</p> <p>10 Application du par. 19(1) de la <i>Loi sur les pénitenciers</i></p>
<p>Copy of warrant and order given to prison and hospital</p>	<p>736.18 Where a court makes a hospital order in respect of an offender, the court shall cause a copy of the order and of the warrant of committal issued pursuant to subsection 736.11(4) to be sent to the central administration of the penitentiary, prison or other institution where the term of imprisonment imposed on the offender is to be served and to the treatment facility where the offender is to be detained for treatment.</p>	<p>20 736.18 Lorsqu'il rend une ordonnance de détention dans un hôpital à l'égard d'un accusé, le tribunal doit veiller à ce qu'une copie de l'ordonnance et du mandat de dépôt délivré en vertu du paragraphe 736.11(4) soit remise à l'administration centrale des pénitenciers, prisons ou autres établissements où la peine d'emprisonnement infligée à l'accusé doit être purgée et au centre de soins où l'accusé doit être détenu pour traitement.</p> <p>20 Copie du mandat à la prison et au centre de soins</p>
<p>R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 176</p>	<p>7. Section 795 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>25 7. L'article 795 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>30 L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 176</p>
<p>Application of Parts XVI, XVIII, XX and XX.I</p>	<p>795. The provisions of Parts XVI and XVIII with respect to compelling the appearance of an accused before a justice, and the provisions of Parts XX and XX.I, in so far as they are not inconsistent with this Part, apply, with such modifications as the circumstances require, to proceedings under this Part.</p>	<p>35 795. Les dispositions des parties XVI et XVIII concernant les moyens de contraindre un prévenu à comparaître devant un juge de paix, et celles de la partie XX et XX.I, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la présente partie, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux procédures prévues par la présente partie.</p> <p>35 Application des parties XVI, XVIII, XX et XX.I</p>
	<p>8. Part XXVIII of the said Act is amended by adding thereto the following forms:</p>	<p>40 8. La partie XXVIII de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :</p> <p>40</p>

FORM 48 (Section 672.13)	FORMULE 48 (article 672.13)
ASSESSMENT ORDER	ORDONNANCE D'ÉVALUATION
Canada, Province of (territorial division)	Canada Province de (circonscription territoriale)
<p>Whereas I have reasonable grounds to believe that evidence of the mental condition of (<i>name of accused</i>), who has been charged with, may be necessary to determine*:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> whether the accused is unfit to stand trial <input type="checkbox"/> whether the accused suffered from a mental disorder so as to exempt the accused from criminal responsibility by virtue of subsection 16(1) of the <i>Criminal Code</i> at the time of the act or omission charged against the accused <input type="checkbox"/> whether the accused is a dangerous mentally disordered accused under section 672.65 of the <i>Criminal Code</i> <input type="checkbox"/> whether the balance of the mind of the accused was disturbed at the time of commission of the alleged offence, where the accused is a female person charged with an offence arising out of the death of her newly-born child <input type="checkbox"/> where a verdict of unfit to stand trial or a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder has been rendered in respect of the accused, the appropriate disposition to be made in respect of the accused pursuant to section 672.54 or 672.58 of the <i>Criminal Code</i> <input type="checkbox"/> where the accused has been convicted of the offence, whether an order under subsection 736.11(1) of the <i>Criminal Code</i> should be made in respect of the accused 	<p>5 Attendu que j'ai des motifs raisonnables de croire qu'une preuve de l'état mental de 5 (<i>nom de l'accusé</i>) qui a été accusé de, peut être nécessaire en vue de* :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> déterminer l'aptitude de l'accusé à subir son procès; <input type="checkbox"/> déterminer si l'accusé était atteint de 10 troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité criminelle sous le régime du paragraphe 16(1) du <i>Code criminel</i> au moment où l'acte ou l'omission dont il est accusé est 15 survenu; <input type="checkbox"/> déterminer si l'accusée inculpée d'une infraction liée à la mort de son enfant nouveau-né était mentalement déséquilibrée au moment de la perpétration de 20 l'infraction; <input type="checkbox"/> dans le cas où un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux a été rendu à l'égard de l'accusé, déterminer la décision indiquée à prendre à l'égard de celui-ci en conformité avec l'article 672.54 ou 672.58 du <i>Code criminel</i>; <input type="checkbox"/> lorsque l'accusé a été déclaré coupable 30 de l'infraction dont il était accusé, déterminer si une ordonnance en vertu du paragraphe 736.11(1) du <i>Code criminel</i> devrait être rendue à son égard.
<p>I hereby order an assessment of the mental condition of (<i>name of accused</i>) to be conducted by/at (<i>name of person or service by whom or place where assessment is to be made</i>) for a period of days.</p>	<p>J'ordonne qu'une évaluation de l'état mental de (<i>nom de l'accusé</i>) soit effectuée par/à (<i>nom de la personne ou du service par qui l'évaluation doit être effectuée ou de l'endroit où elle doit l'être</i>) pour une période de jours.</p>

This order is to be in force for a total of days, including travelling time, during which time the accused is to remain*

- in custody at (*place where accused is to be detained*)
- out of custody, on the following conditions:
(*set out conditions, where applicable*)

* Check applicable option.

Dated this day of A.D. 10
....., at.....

(Signature of justice or judge or
clerk of the court, as the case may
be)

La présente ordonnance est en vigueur pendant jours, la durée des déplacements étant comprise; pendant ce temps :

- sous garde (*indiquer le lieu de détention*);
- en liberté, sous réserve des conditions suivantes :

(*donner les conditions, le cas échéant*)

* Cocher l'énoncé qui s'applique.

5

10

Fait à le

(signature du juge de paix ou du
juge ou greffier du tribunal, selon le
cas)

FORM 49
(Section 672.57)

WARRANT OF COMMITTAL
DISPOSITION OF DETENTION

Canada,
Province of
(territorial division)

To the peace officers in the said (*territorial division*) and to the keeper (*administrator, warden*) of the (*prison, hospital or other appropriate place where the accused is detained*).

This warrant is issued for the committal of A.B., of (*occupation*), hereinafter called the accused.

Whereas the accused has been charged that (*set out briefly the offence in respect of which the accused was charged*);

And whereas the accused was found*

- unfit to stand trial
- not criminally responsible on account of mental disorder

This is, therefore, to command you, in Her Majesty's name, to take the accused in custody and convey the accused safely to the (*prison, hospital or other appropriate place*) at, and there deliver the accused to the keeper (*administrator, warden*) with the following precept:

La présente ordonnance est en vigueur pendant jours, la durée des déplacements étant comprise; pendant ce temps :

- sous garde (*indiquer le lieu de détention*);
- en liberté, sous réserve des conditions suivantes :

(*donner les conditions, le cas échéant*)

* Cocher l'énoncé qui s'applique.

Fait à le

(signature du juge de paix ou du
juge ou greffier du tribunal, selon le
cas)

FORMULE 49
(article 672.57)

MANDAT DE DÉPÔT
DÉCISION DE DÉTENTION

Canada,
Province de
(circonscription territoriale)

Aux agents de la paix de (*circonscription territoriale*) et au gardien (*administrateur, directeur*) de la (*prison, hôpital ou autre établissement où l'accusé est détenu*)

Le présent mandat est décerné pour l'internement de A.B. de (*profession ou occupation*), ci-après appelé l'accusé.

Attendu que l'accusé a été inculpé de (*indiquer brièvement l'infraction dont l'accusé est inculpé*),

Attendu qu'il a été décidé que l'accusé* : 30
 était inapte à subir son procès;
 n'était pas criminellement responsable pour cause de troubles mentaux.

Les présentes ont pour objet de vous enjoindre, au nom de Sa Majesté, d'appré- 35 hender l'accusé et de le conduire sûrement à (*prison, hôpital ou autre établissement*) et de le livrer au gardien (*administrateur, directeur*) avec l'ordre suivant :

40

15

20

25

30

35

I do therefore command you the said keeper (*administrator, warden*) to receive the accused in your custody in the said (*prison, hospital or other appropriate place*) and to keep the accused safely there until the accused is delivered by due course of law.

The following are the conditions to which the accused shall be subject while in your (*prison, hospital or other appropriate place*):

The following are the powers regarding the restrictions (*and the limits and conditions on those restrictions*) on the liberty of the accused that are hereby delegated to you the said keeper (*administrator, warden*) of the said (*prison, hospital or other appropriate place*):

*Check applicable option.

Dated this day of A.D. 20 at

(Signature of judge, clerk of the court, provincial court judge or chairperson of the Review Board) 25

FORM 50
(*Subsection 672.7(2)*)

WARRANT OF COMMITTAL

PLACEMENT DECISION

Canada,
Province of
(*territorial division*)

To the peace officers in the said (*territorial division*) and to the keeper (*administrator, warden*) of the (*prison, hospital or other appropriate place where the accused is detained*). 30

This warrant is issued for the committal of A.B., of (*occupation*), hereinafter called the accused.

Whereas the accused has been charged that (*set out briefly the offence in respect of which the accused was charged*);

And whereas the accused was found*

unfit to stand trial

Il vous est ordonné à vous, gardien (*administrateur, directeur*) de recevoir l'accusé sous votre garde à (*prison, hôpital ou autre établissement*) et de l'y détenir sûrement jusqu'à ce qu'il soit livré en d'autres mains selon l'application régulière de la loi. 5

Les conditions d'internement de l'accusé sont les suivantes :

À titre de gardien (*administrateur, directeur*) de (*prison, hôpital ou autre établissement*) les pouvoirs qui suivent — à l'égard des restrictions de la liberté de l'accusé, de leurs modalités et des conditions qui s'y rattachent — vous sont 15 délégués :

*Cocher l'énoncé qui s'applique.

Signé le jour de , en l'an de grâce 19 , à

(Juge, greffier de la cour, juge de la cour provinciale, juge de paix ou président de la commission d'examen).

FORMULE 50
(*paragraphe 672.7(2)*)

MANDAT DE DÉPÔT

ORDONNANCE DE PLACEMENT

Canada
Province de
(*circonscription territoriale*) 25

Aux agents de la paix de (*circonscription territoriale*) et au gardien (*responsable*) de (*la prison, l'hôpital ou du lieu désigné*) 30

Le présent mandat est décerné pour l'internement de A.B. de (*profession*), ci-après appelé l'accusé.

Attendu que l'accusé a été inculpé de (*donner une courte description de l'infraction reprochée*). 35

Attendu qu'il a été décidé que l'accusé* :

était inapte à subir son procès;

not criminally responsible on account of mental disorder

And whereas the Review Board has held a hearing and decided that the accused shall be detained in custody;

And whereas the accused is required to be detained in custody pursuant to a warrant of committal issued by (*set out the name of the Judge, Clerk of the Court, Provincial Court Judge or Justice as well as the name of the court and territorial division*), dated the day of, in respect of the offence that (*set out briefly the offence in respect of which the accused was charged or convicted*);

This is, therefore, to command you, in Her Majesty's name, to*

execute the warrant of committal issued by the court, according to its terms

execute the warrant of committal issued herewith by the Review Board

* Check applicable option.

Dated this day of
A.D., at

(Signature, of chairperson of the Review Board)

FORM 51
(Subsection 736.11(3))

HOSPITAL ORDER

Canada,
Province of
(territorial division)

Whereas (*name of offender*), who has been convicted of (*offence*) and sentenced to a term of imprisonment of (*length of term of imprisonment*), is suffering from a mental disorder in an acute phase and immediate treatment of the mental disorder is urgently required to prevent significant deterioration of the mental or physical health of the offender or to prevent the offender from causing serious bodily harm to any person;

n'était pas criminellement responsable pour cause de troubles mentaux.

Attendu que la commission d'examen a tenu une audition et décidé que l'accusé devrait être détenu.

Attendu que l'accusé doit être détenu en conformité avec un mandat de dépôt délivré par (*nom du juge, du greffier, du juge de la cour provinciale ou du juge de paix et désignation du tribunal et de la circonscription territoriale*) le à l'égard de l'infraction suivante :

(donner une courte description de l'infraction dont l'accusé a été inculpé ou déclaré coupable).

Les présentes ont pour objet de vous enjoindre, au nom de Sa Majesté* :

d'exécuter, en conformité avec ses modalités, le mandat délivré par le tribunal

d'exécuter le mandat de dépôt que la commission d'examen délivre par les présentes

* Cocher l'énoncé qui s'applique.

Fait le jour de en l'an de 25 grâce, à

(Président de la commission d'examen)

FORMULE 51
(paragraphe 736.11(3))

ORDONNANCE DE DÉTENTION DANS UN HÔPITAL

Canada
Province de
(circonscription territoriale)

Attendu que (*nom du contrevenant*) qui a été déclaré coupable de (*infraction*) et condamné à une peine d'emprisonnement de 35 (*durée de la peine d'emprisonnement*), est atteint de troubles mentaux en phase aiguë et qu'un traitement immédiat s'impose d'urgence pour empêcher soit que ne survienne une détérioration sérieuse de sa santé physique ou mentale, soit qu'il n'inflige à d'autres des lésions corporelles graves;

And whereas (*name of offender*) and (*name of treatment facility*) have consented to this order and its terms and conditions;

I hereby order that (*name of offender*) be detained for treatment at (*name of treatment facility*) for a period not to exceed (*length of period not to exceed sixty days*) subject to the following terms and conditions:

(*set out terms and conditions, where applicable*)

Dated this day of A.D.
....., at

(Signature of justice or judge or clerk of the court, as the case may be)

9. The said Act is further amended in the manner and to the extent set out in the schedule.

TRANSITIONAL

Lieutenant governor warrants or orders remain in force

Review of inmates held in custody on lieutenant governor warrants or orders

Application of sections 672.5 to 672.85 to reviews under subsection (2)

10. (1) Any order for the detention of an accused or accused person made under section 614, 615 or 617 of the *Criminal Code* or section 200 or 201 of the *National Defence Act*, as those sections read immediately before the coming into force of section 3 or 18 of this Act, shall continue in force until the coming into force of section 672.64 of the *Criminal Code*, subject to any order made by a court or Review Board under section 672.54 of the *Criminal Code*.

(2) The Review Board of a province shall, within twelve months after the coming into force of this section, review the case of every person detained in custody in the province by virtue of an order of detention referred to in subsection (1).

(3) Sections 672.5 to 672.85 of the *Criminal Code* apply, with such modifications as

Attendu que (*nom du contrevenant*) et le (*nom de l'hôpital*) ont consenti à ce que la présente ordonnance soit rendue et en ont accepté les conditions;

J'ordonne que (*nom du contrevenant*) soit détenu à (*nom de l'hôpital*) en vue de son traitement pour une période maximale de sous réserve des modalités suivantes :

(énumérer les modalités, s'il y a lieu) 10

Signé le jour de, en l'an de grâce 19...., à

(Juge, greffier de la cour ou juge de paix, selon le cas) 15

9. La même loi est modifiée conformément à l'annexe.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

10. (1) Toute ordonnance de détention d'un accusé rendue en vertu des articles 614, 615 ou 617 du *Code criminel* ou des articles 200 ou 201 de la *Loi sur la défense nationale*, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 3 ou 18 de la présente loi, reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de l'article 672.64 du *Code criminel*, sous réserve de toute autre ordonnance rendue par un tribunal ou la commission d'examen en vertu de l'article 672.54 du *Code criminel*.

(2) La commission d'examen d'une province doit, dans les douze mois suivant l'entrée en vigueur du présent article, examiner le cas de chaque personne détenue sous garde dans un lieu de la province en conformité avec une ordonnance rendue en vertu des articles 614, 615 ou 617 du *Code criminel* ou des articles 200 ou 201 de la *Loi sur la défense nationale*, dans leur version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 3 ou 18 de la présente loi.

(3) Les articles 672.5 à 672.85 du *Code criminel* s'appliquent, avec les adaptations

Maintien en vigueur des mandats du lieutenant-gouverneur

Révision automatique

Application des articles 672.5 à 672.85

- the circumstances require, to a review under subsection (2) as if
- (a) the review were a review of a disposition conducted pursuant to section 672.81 of that Act;
- (b) the warrant issued by the lieutenant governor pursuant to which the person is being detained in custody were a disposition made under section 672.54 of that Act;
- (c) there were included in the definition "designated offence" in subsection 672.64(1) a reference to any offence under any Act of Parliament, as that Act read at the time of the commission of the alleged offence for which the person is in custody, involving violence or a threat of violence to a person or danger to the safety or security of the public, including, without limiting the generality of the foregoing, a reference to the following sections of the *Criminal Code*, as those sections read immediately before January 4, 1983, namely,
- (i) section 144 (rape), 25
 - (ii) section 145 (attempt to commit rape),
 - (iii) section 149 (indecent assault on female),
 - (iv) section 156 (indecent assault on male),
 - (v) section 245 (common assault),
 - (vi) section 246 (assault with intent); and
- (d) there were included in the offences mentioned in paragraph 672.64(3)(a) a reference to any of the following offences under any Act of Parliament, as that Act read at the time of the commission of the alleged offence for which the person is in custody, namely,
- (i) murder punishable by death or punishable by imprisonment for life, capital murder, non-capital murder and any offence of murder, however it had been described or classified by the provisions of the *Criminal Code* that were in force at that time, and
- nécessaires, aux examens visés au paragraphe (2) comme si :
- a) ces examens constituaient des révisions de décision effectuées en vertu de l'article 672.81 de cette loi; 5
- b) le mandat du lieutenant-gouverneur autorisant l'internement d'une personne était une décision rendue en vertu de l'article 672.54 de cette loi;
- c) était ajouté à la liste des infractions désignées à l'annexe de la partie XX.1 un renvoi aux infractions prévues par une loi fédérale, dans sa version au moment de la perpétration de l'infraction qui a donné lieu à la détention, caractérisées par la violence ou la tentative d'employer la violence envers une personne ou le fait de mettre en danger la sécurité du public, notamment un renvoi aux infractions prévues aux articles qui suivent du *Code criminel* dans leur version la veille du 4 janvier 1983 :
- (i) article 144 (viol),
 - (ii) article 145 (tentative de viol),
 - (iii) article 149 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe féminin),
 - (iv) article 156 (attentat à la pudeur d'une personne du sexe masculin),
 - (v) article 245 (voies de fait simples),
 - (vi) article 246 (voies de fait contre un agent de la paix avec intention);
- d) était ajoutée à la liste des infractions visée à l'alinéa 672.64(3)a), un renvoi aux infractions suivantes prévues par une loi fédérale, dans sa version au moment de la perpétration de l'infraction qui a donné lieu à la détention :
- (i) le meurtre punissable de mort ou d'emprisonnement à perpétuité, le meurtre qualifié, le meurtre non qualifié, toute autre forme de meurtre, indépendamment de son appellation dans les dispositions du *Code criminel* qui étaient en vigueur au moment de sa perpétration, 40
 - (ii) toute autre infraction prévue par une loi fédérale et punissable de l'emprisonnement.

(ii) any other offence under any Act of Parliament for which a minimum punishment of imprisonment for life had been prescribed by law.

Commissioner to review whether any inmate is a dangerous mentally disordered accused

(4) The Attorney General of Canada shall appoint a Commissioner from among the judges of superior courts of criminal jurisdiction to review and determine, before the coming into force of section 672.64 of the *Criminal Code*, whether any person detained in custody by virtue of an order of detention described in subsection (1) would have been a dangerous mentally disordered accused under section 672.65 of the *Criminal Code*, if that section were in force at the time the order of detention was made.

Review of application of provincial Attorney General

(5) Where an order of detention referred to in subsection (1) was issued against a person found not guilty by reason of insanity of an offence that is a designated offence as defined in subsection 672.64(1) of the *Criminal Code* or that is included as a designated offence under paragraph (3)(c), the Attorney General of the province where the order was made, or of the province where the person is detained in custody, may apply to the Commissioner for review and determination of whether the person would be a dangerous mentally disordered accused.

Criminal Code provisions apply to hearing of application

(6) Sections 672.65 and 672.66 of the *Criminal Code* apply to an application made under subsection (5) with such modifications as the circumstances require, and

(a) in addition to the evidence described in paragraph 672.65(3)(a), the Commissioner shall consider any relevant evidence that arises subsequent to the detention of the person in respect of whom the application is made; and

(b) whether the Commissioner determines that the person would be a dangerous mentally disordered accused, the Commissioner may make an order that the person be detained in custody for a maximum period of life.

45

(7) An order made by the Commissioner in respect of an application under this sec-

sonnement à perpétuité à titre de peine minimale.

Révision judiciaire

5 (4) À l'entrée en vigueur du présent article, le procureur général du Canada nomme, parmi les juges des cours supérieures de juridiction criminelle, un commissaire chargé de réviser, avant l'entrée en vigueur de l'article 672.64 du *Code criminel*, le cas des personnes détenues sous garde en vertu d'une ordonnance visée au paragraphe (1) afin de déterminer si l'une ou l'autre est un accusé dangereux atteint de troubles mentaux sous le régime de l'article 672.65 du *Code criminel*, comme si cet article avait été en vigueur au moment où l'ordonnance de détention a été rendue.

10 (5) Dans le cas où une ordonnance de détention visée au paragraphe (1) a été rendue à l'égard d'une personne trouvée non coupable pour motif d'aliénation mentale d'une infraction désignée au sens du paragraphe 672.64(1) du *Code criminel* ou d'une infraction visée à l'alinéa (3)c), le procureur général de la province où l'ordonnance a été rendue ou de la province où la personne est détenue sous garde, peut demander au commissaire de déterminer si la personne est un accusé dangereux atteint de troubles mentaux.

Détermination : accusé dangereux atteint de troubles mentaux

15 (6) Les articles 672.65 et 672.66 du *Code criminel* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la demande visée au paragraphe (5); en outre, le commissaire :

20 a) prend en compte, en plus des éléments mentionnés à l'alinéa 672.65(3)a), tout autre élément de preuve subséquent à l'ordonnance de détention qui la concerne;

b) s'il détermine que la personne est un accusé dangereux atteint de troubles mentaux, peut prendre une ordonnance visant à augmenter la durée maximale applicable à l'infraction jusqu'à la perpétuité.

Application du *Code criminel* à l'audition

Effect of Commissioner's orders

(7) Toute ordonnance rendue par le commissaire prend effet à l'entrée en vigueur de

Effet de l'ordonnance augmentant la durée maximale

shall have effect on the coming into force of section 672.64 of the *Criminal Code*, as if the order were an order of a court under that section.

Hospital orders
during
transitional
period

(8) Where, before the coming into force of section 5 of this Act, a person has committed an offence but a sentence has not been imposed on that person for that offence, that person may be detained in accordance with section 736.11 of the *Criminal Code*, as enacted by section 6 of this Act.

l'article 672.64 du *Code criminel*, comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal rendue aux termes de cet article.

Détention
intrimaire
dans un hôpital

5 (8) Dans le cas où, avant l'entrée en vigueur de l'article 5 de la présente loi, une personne a commis une infraction mais où aucune peine ne lui a été infligée à l'égard de cette infraction, une peine peut lui être infligée conformément à l'article 736.11 du *Code criminel*, dans sa version prévue à l'article 6 10 de la présente loi.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. N-5

National Defence Act

11. Section 2 of the *National Defence Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

"mental disorder"
* troubles mentaux *

"unfit to stand trial"
* inaptitude à subir son procès *

"mental disorder" means a disease of the mind;

"unfit to stand trial" means unable on account of mental disorder to conduct a defence at any stage of a trial by court martial before a finding is made or to instruct counsel to do so, and in particular, unable on account of mental disorder to

- (a) understand the nature or object of the proceedings,
- (b) understand the possible consequences of the proceedings, or
- (c) communicate with counsel;

12. Subsection 69(3) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (b) thereof, by adding 30 the word "and" at the end of paragraph (c) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(d) any period during which an accused person is unfit to stand trial for an offence. 35

13. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 149 thereof, the following heading and section:

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi sur la défense nationale

L.R., ch. N-5

11. L'article 2 de la *Loi sur la défense nationale* est modifié par insertion, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« inaptitude à subir son procès » Incapacité de l'accusé en raison de troubles mentaux d'assumer sa défense, ou de donner des instructions à un avocat à cet effet, à toute étape du procès devant une cour martiale avant le prononcé du verdict et plus particulièrement de l'incapacité de :

- a) comprendre la nature ou l'objet des poursuites;
- b) comprendre les conséquences éventuelles des poursuites; 25
- c) communiquer avec son avocat.

* troubles mentaux » Toute maladie mentale.

* troubles
mentaux *
"mental..."

12. Le paragraphe 69(3) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

d) toute période durant laquelle l'accusé était inapte à subir son procès à l'égard d'une infraction.

13. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 149, de ce qui suit :

Hospital Orders

Hospital orders

149.1 A court martial may order that an offender be detained in a treatment facility as if it were a court making a hospital order under the *Criminal Code*, and the provisions of the *Criminal Code* relating to hospital orders and the precedence of hospital orders over other orders apply, with such modifications as the circumstances require.

14. Subsection 163(1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (d) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(e) the commanding officer does not have reasonable grounds to believe that the accused person is unfit to stand trial or was suffering from a mental disorder at the time of the commission of the alleged offence.

15. Subsection 164(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5) A superior commander shall not try an accused person where (a) the accused person, by reason of an election under regulations made by the Governor in Council, is entitled to be tried by court martial; or (b) the superior commander has reasonable grounds to believe that the accused person is unfit to stand trial or was suffering from a mental disorder at the time of the commission of the alleged offence.

16. Section 175 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

175. Such authority as may be prescribed for that purpose in regulations shall appoint a person to officiate as judge advocate at a Disciplinary Court Martial.

17. Section 190 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

(3.1) Where a court martial finds, pursuant to subsection 198(2), that an accused

Ordonnance de détention dans un hôpital

Détenzione dans un hôpital

149.1 Une cour martiale peut rendre une ordonnance visant la détention d'un contrevenant dans un centre de soins comme s'il s'agissait d'une ordonnance rendue par un tribunal en vertu du *Code criminel*. Les dispositions du *Code criminel* relatives à de telles ordonnances et la priorité de celles-ci sur d'autres ordonnances s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires.

14. Le paragraphe 163(1) de la même loi 10 est modifié par adjonction de ce qui suit :

e) le commandant n'a aucun motif raisonnable de croire que l'accusé est inapte à subir son procès ou était atteint de troubles mentaux au moment de la perpétration de l'infraction reprochée.

15. Le paragraphe 164(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) Le commandant supérieur ne peut juger un accusé dans les cas suivants:

a) l'accusé exerce la faculté que lui donnent les règlements pris par le gouverneur en conseil d'être jugé par une cour martiale; b) le commandant supérieur a des motifs raisonnables de croire que l'accusé est inapte à subir son procès ou était atteint de troubles mentaux au moment de la perpétration de l'infraction reprochée.

16. L'article 175 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

175. L'autorité désignée à cette fin par règlement est tenue de nommer la personne qui fera fonction de juge-avocat à la cour martiale disciplinaire.

17. L'article 190 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Est dissoute la cour martiale qui décide, en vertu du paragraphe 198(2), que

Exceptions

Exceptions

Juge-avocat

Exceptions

Judge advocate

Unfit to stand trial

Inaptitude à subir son procès

person is unfit to stand trial and it completes the proceedings under subsection 200(2), the court martial is dissolved.

18. The heading preceding section 197 and sections 197 to 202 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

l'accusé est inapte à subir son procès et qui a complété les procédures en conformité avec le paragraphe 200(2).

18. L'intertitre qui précède l'article 197 et les articles 197 à 202 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

PART VII.1

MENTAL DISORDER

Interpretation

197. For the purposes of this Part,

“appropriate province” means

- (a) in respect of a court martial held in Canada, the province in which it is held, or
- (b) in respect of a court martial held outside Canada, the province with which the Minister makes arrangements for the benefit and welfare of the accused person;

“assessment” means an assessment of the mental condition of the accused person, and any incidental observation or examination of the accused person;

“medical practitioner” means a person who is entitled to practise medicine by the laws of a province;

“Review Board” means the Review Board established or designated for a province pursuant to subsection 672.38(1) of the *Criminal Code*.

Fitness to Stand Trial

198. (1) An accused person is presumed fit to stand trial unless the court martial is satisfied on the balance of probabilities that the accused person is unfit to stand trial.

(2) Subject to section 199, where at any time after the commencement of a trial by court martial the court martial has reasonable grounds to believe that the accused person is unfit to stand trial, the court martial may direct, of its own motion or on

PARTIE VII.1

TROUBLES MENTAUX

Interprétation

197. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

“commission d'examen” La commission d'examen constituée ou désignée pour une province en vertu du paragraphe 672.38(1) du *Code criminel*.

* commission d'examen *
“Review Board”

“évaluation” S'entend, à l'égard d'un accusé, de l'évaluation de son état mental et de l'observation et l'examen qui en découlent.

* évaluation *
“assessment”

“médecin” Personne autorisée par le droit d'une province à exercer la médecine.

* médecin *
“medical practitioner”

“province concernée”

* province concernée *
“appropriate province”

a) À l'égard d'une cour martiale tenue au Canada, la province où cette cour est tenue;

b) à l'égard d'une cour martiale tenue hors du Canada, la province avec laquelle le ministre a pris des dispositions pour l'intérêt et le bien-être de l'accusé.

Aptitude à subir son procès

198. (1) L'accusé est présumé apte à subir son procès. La cour martiale peut toutefois déclarer qu'il ne l'est pas si son inaptitude lui est démontrée, la preuve de celle-ci se faisant par prépondérance des probabilités.

Présomption

(2) Sous réserve de l'article 199, une fois le procès commencé, la cour martiale, si elle a des motifs raisonnables de croire que l'accusé est inapte à subir son procès, peut, d'office ou à la demande de l'accusé ou du procureur de la poursuite, ordonner que cette

Ordonnance de la cour martiale

Definitions

“appropriate province”
“province concernée”

“assessment”
“évaluation”

“medical practitioner”
“médecin”

“Review Board”
“commission d'examen”

Presumption of fitness

Court directs issue to be tried

	application of the accused person or the prosecutor, that the issue of fitness be tried, and a finding shall be made by the court martial as to whether the accused person is unfit to stand trial.	aptitude soit déterminée; la cour rend alors un verdict d'aptitude ou d'inaptitude à subir son procès.
Burden of proof	(3) An accused person or a prosecutor who makes an application under subsection (2) has the burden of proof that the accused is unfit to stand trial.	(3) La partie — accusé ou procureur de la poursuite — qui, en vertu du paragraphe (2), prétend que l'accusé est inapte à subir son procès a la charge de le prouver. 5
Order for assessment	(4) Subject to regulations, where a court 10 martial has reasonable grounds to believe that evidence of the mental condition of an accused person is necessary for the purpose of determining whether the accused person is unfit to stand trial, the court martial may 15 make an order for an assessment of the accused person.	(4) Sous réserve des règlements, la cour martiale qui a des motifs raisonnables de croire qu'une preuve de l'état mental de l'accusé est nécessaire afin de déterminer si celui-ci est apte à subir son procès peut ordonner l'évaluation de son état mental. Renvoi
Subsequent proceedings	(5) A finding of unfit to stand trial shall not prevent the accused person from being tried subsequently on the same charge where 20 the accused person becomes fit to stand trial.	(5) Un verdict d'inaptitude à subir son procès n'empêche pas l'accusé de subir par la suite son procès à l'égard de la même accusation, après être devenu apte à subir son procès. Procédures ultérieures
Postponing trial of issue	199. (1) Where the trial of an issue referred to in subsection 198(2) arises before the close of the case for the prosecution, the court martial may postpone directing the trial of the issue until a time not later than the opening of the case for the defence or, on motion of the accused person, such later time as the court martial may direct.	199. (1) Lorsque la question de l'aptitude de l'accusé à subir son procès visée au paragraphe 198(2) a été soulevée avant que la poursuite n'ait terminé son exposé, la cour martiale peut ordonner de différer l'étude de cette question jusqu'au moment où la défense commence son exposé ou, sur demande de l'accusé, jusqu'à tout autre moment ultérieur. Report de la question
Issue not tried	(2) Where a court martial postpones 30 directing the trial of an issue pursuant to subsection (1) and the accused person is found not guilty or proceedings are otherwise terminated, the issue shall not be tried.	(2) La cour martiale, si elle a différé la question en conformité avec le paragraphe (1), en est désaisie si l'accusé est déclaré non coupable ou s'il est mis fin aux procédures pour tout autre motif. Acquittement
Trial proceeds where accused fit to stand trial	200. (1) Where the finding of a court 35 martial on trial of the issue is that an accused person is fit to stand trial, the court martial shall continue its proceedings as if the issue of fitness had never arisen.	200. (1) Lorsqu'il est décidé que l'accusé est apte à subir son procès, les procédures se poursuivent comme si la question n'avait pas 35 été soulevée. Poursuite des procédures
Procedure where accused unfit to stand trial	(2) Where the finding on trial of the issue 40 is that an accused person is unfit to stand trial, the court martial shall (a) set aside any plea that has been made; and (b) hold a hearing and make a disposition 45 under section 201 in respect of the accused	(2) Lorsqu'il est décidé que l'accusé est inapte à subir son procès, les plaidoyers sont mis de côté et la cour martiale tient une audition et rend une décision à l'égard de l'accusé sous le régime de l'article 201 si elle est convaincue qu'elle est en mesure de le Conséquences de l'inaptitude

Order for assessment

person if it is satisfied that it can readily do so and that a disposition should be made without delay.

(3) Subject to regulations, where a court martial has reasonable grounds to believe that evidence of the mental condition of an accused person is necessary for the purpose of determining the appropriate disposition to be made under subsection (2) or under section 202, the court martial may make an order for an assessment of the accused person.

Disposition

201. (1) Where a court martial makes a disposition pursuant to subsection 200(2), it shall, taking into consideration the need to protect the public from dangerous persons, the mental condition of the accused person, the reintegration of the accused person into society and the other needs of the accused person, make one of the following dispositions that is the least onerous and least restrictive to the accused person:

(a) by order, direct that the accused person be released from custody subject to such conditions as the court martial considers appropriate; or

(b) by order, direct that the accused person be detained in custody in a hospital or other appropriate place determined by the court martial, subject to such conditions as the court martial considers appropriate.

Treatment not a condition

(2) No order made under this section shall direct that any psychiatric or other treatment of the accused person be carried out or that the accused person submit to such treatment.

Treatment disposition

202. (1) Where the finding on trial of the issue is that an accused person is unfit to stand trial, the court martial may, on application by the prosecutor, by order, direct that treatment of the accused person be carried out for a specified period not exceeding sixty days, subject to such conditions as the court martial considers appropriate, and, where the accused person is not detained in custody, direct that the accused person submit to that treatment by the person or at the place specified in the order.

faire sans difficulté et qu'une telle décision devrait être rendue sans délai.

(3) Sous réserve des règlements, la cour martiale, si elle a des motifs raisonnables de croire qu'une preuve de l'état mental de l'accusé est nécessaire afin de déterminer la décision qui devrait être prise à son égard sous le régime du paragraphe (2) ou de l'article 202, peut rendre une ordonnance prévoyant l'évaluation de l'état mental de celui-ci.

Renvoi

5

201. (1) Pour l'application du paragraphe 200(2), la cour martiale rend la décision qui s'impose et qui est la moins sévère et la moins privative de liberté parmi celles qui suivent, compte tenu de la sécurité du public, de l'état mental de l'accusé et de ses besoins, notamment de la nécessité de sa réinsertion sociale :

Décision

- a) libération de l'accusé sous réserve des modalités qu'elle juge indiquées;
- b) détention de l'accusé dans un hôpital ou un autre lieu approprié choisi par la cour martiale sous réserve des modalités qu'elle juge indiquées.

25

(2) L'ordonnance rendue en vertu du présent article ne peut prévoir que l'accusé subisse un traitement, notamment un traitement psychiatrique.

Restriction

202. (1) Dans le cas où un verdict d'inaptitude à subir son procès a été rendu à l'égard de l'accusé, la cour martiale peut, sur demande du procureur de la poursuite, rendre une décision prévoyant le traitement de l'accusé pour une période maximale de soixante jours, sous réserve des modalités que la cour martiale fixe et, si celui-ci n'est pas détenu, lui enjoignant de s'y soumettre et de se présenter à la personne ou à l'endroit indiqué.

Décision prévoyant un traitement

40

Idem	<p>(2) No disposition may be made under this section unless the accused person is given notice and the court martial is satisfied, on the basis of evidence described in subsection (3), that a specific treatment should be administered to the accused person for the purpose of making the accused person fit to stand trial.</p>	<p>(2) Une décision ne peut être prise en vertu du présent article que si un préavis a été donné à l'accusé et si la cour martiale est convaincue par le témoignage d'un médecin visé au paragraphe (3) qu'un traitement particulier devrait être donné à l'accusé afin de le rendre apte à subir son procès.</p>	Idem
Evidence required	<p>(3) The evidence required by a court martial for the purposes of subsection (2) shall be a statement by a medical practitioner that the practitioner has made an assessment of the accused person and is of the opinion, based on the grounds specified, that</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the accused person, at the time of the assessment, was unfit to stand trial; (b) the psychiatric treatment and any other related medical treatment specified by the practitioner will likely render the accused person fit to stand trial within a period not exceeding sixty days and that without that treatment the accused person is likely to remain unfit to stand trial; (c) the risk of harm to the accused person from the psychiatric and other related medical treatment specified is not disproportionate to the benefit anticipated to be derived from it; and (d) the psychiatric and other related medical treatment specified is the least restrictive and least intrusive treatment that could, in the circumstances, be specified for the purpose referred to in subsection (2), taking into consideration the opinions stated in paragraphs (b) and (c). 	<p>(3) Pour l'application du paragraphe (2), le témoignage comporte une déclaration portant que le médecin a évalué l'état mental de l'accusé et que, selon son avis motivé :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) au moment de l'évaluation, l'accusé était inapte à subir son procès; b) le traitement psychiatrique et tout autre traitement médical connexe qu'il précise le rendront vraisemblablement apte à subir son procès dans un délai maximal de soixante jours — et que, en l'absence de ce traitement, l'accusé demeurera vraisemblablement inapte à subir son procès; c) le traitement psychiatrique et tout autre traitement médical connexe qu'il précise n'entraînent pas pour l'accusé un risque démesuré, compte tenu des bénéfices espérés; d) le traitement psychiatrique et tout autre traitement médical connexe qu'il précise sont les moins privatifs de liberté et sont ceux qui interviennent le moins, compte tenu des alinéas b) et c). 	Preuve nécessaire
Challenge by accused person	<p>(4) An accused person may challenge a motion of the court martial or an application of the prosecutor to make a disposition under this section, and may adduce any evidence for that purpose.</p>	<p>(4) Lorsqu'une cour martiale soulève d'office la question de rendre une décision en vertu de l'alinéa 201(1)b) ou qu'elle en est requise par le procureur de la poursuite, l'accusé peut contester cette question et présenter des éléments de preuve à cette fin.</p>	Contestation par l'accusé
Exception	<p>(5) A court martial shall not direct, and no direction given pursuant to a disposition made under this section shall include, the performance of psychosurgery or electro-convulsive therapy or any other prohibited treatment prescribed in regulations.</p>	<p>(5) La cour martiale ne peut autoriser un traitement par psychochirurgie ou par sismothérapie ou un autre traitement interdit désigné par règlement; les instructions données en vertu d'une décision rendue en vertu du présent article ne peuvent être réputées avoir autorisé un tel traitement.</p>	Exception

Definitions	(6) In subsection (5), "electro-convulsive therapy" and "psychosurgery" have the meaning assigned by the regulations.	(6) Au paragraphe (5), « psychochirurgie » et « sismothérapie » ont le sens que leur donnent les règlements.	Définitions de « psychochirurgie » et « sismothérapie »
Consent of hospital required for treatment	(7) A court martial shall not make a disposition under this section without the consent of the person in charge of the hospital or place where the accused person is to be treated or of the person to whom responsibility for the treatment of the accused person is assigned by the court martial.	(7) La cour martiale ne peut rendre une décision visée au présent article sans le consentement du responsable de l'hôpital ou du lieu où l'accusé doit subir le traitement ou de la personne que la cour martiale charge de ce traitement.	Consentement obligatoire de l'hôpital
Consent of accused person not required for treatment	(8) A court martial may direct that treatment of an accused person be carried out pursuant to a disposition made under this section without the consent of the accused person or a person who, according to the laws of the jurisdiction where the disposition is made, is authorized to consent for the accused person.	(8) La cour martiale peut ordonner le traitement de l'accusé en conformité avec une décision rendue en vertu du présent article sans le consentement de celui-ci ou de la personne qui, selon le droit du lieu où l'ordonnance est rendue, est autorisée à donner ce consentement au nom de l'accusé.	Consentement de l'accusé non obligatoire
Where Review Board or chairperson sends accused back to court martial	202.1 (1) Where a Review Board or the chairperson of a Review Board, in exercising a power under section 202.25, orders that the accused person be sent back to a court martial for trial of the issue of whether the accused person is fit to stand trial, the Review Board or chairperson shall, forthwith after making the order, cause a copy of it to be sent to the authority that convened the court martial that found the accused person unfit to stand trial:	202.1 (1) La commission d'examen ou son président qui, dans l'exercice du pouvoir que leur confère le paragraphe 202.25, ordonnent que l'accusé soit renvoyé devant une cour martiale pour que celle-ci détermine son aptitude à subir son procès sont tenus de faire immédiatement parvenir une copie de l'ordonnance à l'autorité qui a convoqué la cour martiale ayant prononcé l'inaptitude de l'accusé à subir son procès.	Renvoi de l'accusé devant une cour martiale
Convening court martial	(2) On receipt of a copy of an order made pursuant to subsection (1), the authority that convened the court martial shall direct that a Standing Court Martial, where the accused person is an officer or a non-commissioned member, or a Special General Court Martial, in any other case, try the issue and make a finding of whether the accused person is fit to stand trial.	(2) Dès qu'elle reçoit la copie de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), l'autorité convocatrice ordonne à une cour martiale permanente, dans le cas d'un officier ou d'un militaire du rang, ou à une cour martiale spéciale, dans les autres cas, de se saisir de la question et de rendre un verdict sur l'aptitude de l'accusé à subir son procès.	Convocation de la cour martiale
Custody in hospital	(3) Notwithstanding the opinion of a Review Board or the chairperson of a Review Board that an accused person is fit to stand trial, the convening authority may order the accused person to be detained in custody in a hospital or other appropriate place until a court martial makes a finding under subsection (2), where the convening authority has reasonable grounds to believe that the accused person will become unfit to stand trial unless so detained.	(3) Même si la commission d'examen ou son président sont d'avis que l'accusé est apte à subir son procès, l'autorité convocatrice peut ordonner qu'il soit détenu dans un hôpital ou autre lieu indiqué jusqu'à ce que la cour martiale rende un verdict en conformité avec le paragraphe (2) si elle a des motifs raisonnables de croire qu'il deviendra inapte à subir son procès s'il n'est pas détenu.	Détention dans un hôpital

<p>Burden and standard of proof</p> <p>Accused person to remain in hospital</p> <p>Prima facie case to be made every two years</p> <p>Where prima facie case not made</p> <p>Defence of mental disorder</p>	<p>(4) In proceedings directed pursuant to subsection (2), the burden of proof that the accused person has subsequently become fit to stand trial is on the party who asserts it, and is discharged by proof on the balance of probabilities.</p> <p>202.11 Notwithstanding a finding that the accused person is fit to stand trial, the court martial may order an accused person to continue to be detained in custody in a hospital or other appropriate place until the completion of the trial, where the court martial has reasonable grounds to believe that the accused person will become unfit to stand trial unless so detained.</p> <p>202.12 (1) Where a finding of unfit to stand trial is made by a court martial in respect of an accused person, the authority that convened the court martial shall</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) not later than two years after that finding and every two years thereafter until the accused person is tried, or found not guilty in respect of the offence, and (b) on application of the accused person, at such other time as the authority may order, <p>direct that a Standing Court Martial, where the accused person is an officer or a non-commissioned member, or a Special General Court Martial in any other case, hold an inquiry and determine whether sufficient admissible evidence can be adduced at that time to put the accused person on trial.</p> <p>(2) Where, on the completion of an inquiry held pursuant to subsection (1) the court martial is satisfied that sufficient admissible evidence cannot be adduced to put the accused person on trial, the court martial shall find the accused person not guilty of the charge.</p> <p>Mental Disorder When Offence Committed</p> <p>202.13 (1) No accused person shall be held responsible under this Act for a service offence in respect of an act committed or an omission made while suffering from a mental disorder that rendered the person incapable</p>	<p>(4) Lors des procédures visées au paragraphe (2), la partie qui prétend que l'accusé est devenu apte à subir son procès a la charge de le prouver, cette preuve se faisant par prépondérance des probabilités.</p> <p>202.11 Même si elle a rendu, à l'égard de l'accusé, un verdict d'aptitude à subir son procès, la cour martiale peut ordonner que l'accusé soit toujours détenu dans un hôpital ou un autre lieu indiqué jusqu'à la fin du procès si elle a des motifs raisonnables de croire qu'il deviendra inapte à subir son procès s'il n'est pas détenu.</p> <p>202.12 (1) Lorsqu'une cour martiale a déclaré un accusé inapte à subir son procès, l'autorité convocatrice doit ordonner qu'une cour martiale permanente, dans le cas d'un officier ou d'un militaire du rang, ou une cour martiale spéciale, dans les autres cas, tienne une audition et détermine s'il existe toujours suffisamment d'éléments de preuve admissibles pour ordonner que l'accusé subisse son procès; l'autorité convocatrice s'acquitte de cette obligation :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) au plus tard deux ans après la détermination à l'égard de l'accusé de l'inaptitude à subir son procès et tous les deux ans par la suite jusqu'à ce qu'il subisse son procès à l'égard de l'infraction ou qu'il soit déclaré non coupable; b) à tout moment où, à la demande de l'accusé, elle le décide. <p>(2) La cour martiale déclare l'accusé non coupable de l'infraction reprochée si, à l'audition tenue en conformité avec le paragraphe (1), elle est d'avis qu'il n'existe pas suffisamment d'éléments de preuve admissibles pour que celui-ci subisse son procès.</p> <p>Troubles mentaux au moment de la perpétration</p> <p>202.13 (1) La responsabilité d'une personne n'est pas engagée à l'égard d'une infraction d'ordre militaire en raison d'un acte ou d'une omission de sa part survenu alors qu'elle était atteinte de troubles men-</p>
		Charge de la preuve
	15	5
		Détenzione dans un hôpital
	15	
		Preuve prima facie
	20	
	30	
	30	
		Absence de preuve prima facie
	35	
		Troubles mentaux
	40	

	of appreciating the nature and quality of the act or omission or of knowing that it was wrong.	taux qui la rendaient incapable de juger de la nature et de la qualité de l'acte ou de l'omission, ou de savoir que l'acte ou l'omission était mauvais.	
Presumption	(2) Every person is presumed not to suffer from a mental disorder so as to be exempt from responsibility by virtue of subsection (1), until the contrary is proved on the balance of probabilities.	(2) Chacun est présumé ne pas avoir été atteint de troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité sous le régime du paragraphe (1); cette présomption peut toutefois être renversée, la preuve des troubles mentaux se faisant par prépondérance des probabilités.	5 Présomption
Burden of proof	(3) The burden of proof that an accused person was suffering from a mental disorder so as to be exempt from responsibility is on the party raising the issue.	(3) La partie qui entend démontrer l'existence de troubles mentaux chez l'accusé à la charge de le prouver.	10 Charge de la preuve
Assessment order	(4) Subject to regulations, where a court martial has reasonable grounds to believe that evidence of the mental condition of an accused person is necessary for the purpose of determining whether the accused person was, at the time of the commission of the alleged offence, suffering from a mental disorder so as to be exempt from responsibility, the court martial may make an order for an assessment of the accused person.	(4) Sous réserve des règlements, la cour martiale qui a des motifs raisonnables de croire qu'une preuve de l'état mental de l'accusé est nécessaire pour déterminer s'il était, au moment de la perpétration de l'infraction reprochée, atteint de troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité peut rendre une ordonnance portant évaluation de l'état mental de cette personne.	15 Ordonnance d'évaluation
Finding of not responsible on account of mental disorder	202.14 (1) Where a court martial finds that an accused person committed the act or made the omission that formed the basis of the offence charged, but was at the time suffering from a mental disorder so as to be exempt from responsibility, the court martial shall make a finding that the accused person committed that act or made the omission but is not responsible on account of mental disorder (referred to in this Act as a finding of not responsible on account of mental disorder).	202.14 (1) La cour martiale qui détermine que l'accusé a commis l'acte ou l'omission qui a donné lieu à l'accusation et que l'accusé était atteint, au moment de la perpétration de l'acte ou de l'omission, de troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité doit rendre un verdict portant que l'accusé a commis l'acte ou l'omission mais n'est pas responsable pour cause de troubles mentaux, ce verdict étant appelé dans la présente loi « verdict de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux ».	25 Verdict de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux
Effects	(2) Where a finding of not responsible on account of mental disorder is made, the accused person shall be deemed not to have been found guilty or not guilty or convicted of the offence, except that (a) the accused person may not be tried or tried again in respect of that offence or any other substantially similar offence arising out of the facts that gave rise to that offence; (b) any civil court may take into account the finding in considering any application	(2) L'accusé qui fait l'objet d'un verdict de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux est présumé ne pas avoir été déclaré non coupable ni coupable de l'infraction, ni condamné à l'égard de celle-ci; toutefois, les règles suivantes s'appliquent : a) l'accusé ne peut subir un procès ou un nouveau procès à l'égard de l'infraction ou de toute autre infraction sensiblement comparable découlant des mêmes faits; b) un tribunal civil peut prendre en considération le verdict lors de l'étude d'une	35 Conséquences

<p>Finding not previous conviction</p> <p>Disposition hearing</p>	<p>for judicial interim release or in considering the dispositions to make or sentence to impose against that person for any other offence;</p> <p>(c) any service tribunal or the Court Martial Appeal Court may consider the finding in considering an application for release pending appeal under Part IX.1 or in considering the dispositions to make or sentence to impose against that person for any other offence;</p> <p>(d) the finding may be considered in determining, pursuant to subsection 163(6) or 206(1) or (2), whether to approve any sentence imposed against that person for any other offence;</p> <p>(e) the finding may be considered in determining, pursuant to Part VI, whether to release that person from custody;</p> <p>(f) the finding may be considered in determining, pursuant to section 211 or 212, whether to substitute, mitigate, commute or remit a punishment included in a sentence imposed against that person for any other offence;</p> <p>(g) the finding does not include a finding or determination respecting civil liability; and</p> <p>(h) the National Parole Board or any provincial parole board may take the finding into account in considering an application by that person for parole or pardon in respect of any other offence.</p>	<p>demande de mise en liberté provisoire ou des mesures à prendre ou de la sentence à infliger à l'égard de toute autre infraction; c) un tribunal militaire ou la Cour d'appel de la cour martiale peut prendre en considération le verdict lors d'une demande de mise en liberté pendant l'appel en vertu de la partie IX.1 ou lors de l'étude des décisions à prendre ou de la sentence à infliger à l'égard d'une autre infraction; 5 d) le verdict peut être pris en considération lorsqu'il s'agit d'approuver ou non, en conformité avec les paragraphes 163(6) ou 206(1) ou (2), la peine infligée à cette personne à l'égard d'une autre infraction; 10 e) le verdict peut être pris en considération lors de l'étude, sous le régime de la partie VI, de l'opportunité de libérer la personne visée par le verdict; f) le verdict peut être pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer, sous le régime des articles 211 ou 212, s'il y a lieu de procéder à une substitution, mitigation, commutation ou remise de toute peine comprise dans une sentence infligée à cette 15 personne à l'égard d'une autre infraction; g) le verdict ne constitue pas une détermination de la responsabilité civile; h) la Commission nationale des libérations conditionnelles ou une commission provinciale des libérations conditionnelles peut prendre en considération le verdict lors de l'étude d'une demande de libération conditionnelle ou de réhabilitation à l'égard de toute autre infraction. 20 25 30 35</p> <p>(3) A finding of not responsible on account of mental disorder is not a previous conviction for the purposes of any offence under any Act for which a greater punishment is prescribed by reason of previous convictions.</p> <p>202.15 (1) Where a court martial makes a finding of not responsible on account of mental disorder in respect of an accused person, the court martial shall hold a hearing and make a disposition under section 202.16, where the court martial is satisfied that it can readily make a disposition in respect of the accused person and that a disposition should be made without delay.</p>	<p>Nature du verdict</p> <p>Audition et décision</p>
---	--	---	--

Assessment order	<p>(2) Subject to regulations, where a court martial has reasonable grounds to believe that evidence of the mental condition of an accused person is necessary for the purpose of determining the appropriate disposition to be made under this section, the court martial may make an order for an assessment of the accused person.</p>	<p>(2) Sous réserve des règlements, la cour martiale peut rendre une ordonnance portant évaluation de l'accusé si elle a des motifs raisonnables de croire qu'une preuve de l'état mental de l'accusé est nécessaire pour déterminer la décision qui devrait être prise à son égard sous le régime du présent article.</p>	Ordonnance 5
Disposition	<p>202.16 (1) Where a court martial makes a disposition pursuant to subsection 202.15(1), it shall, taking into consideration the need to protect the public from dangerous persons, the mental condition of the accused person, the reintegration of the accused person into society and the other needs of the accused person, make one of the following dispositions that is the least onerous and least restrictive to the accused person:</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) by order, direct that the accused person be released from custody without conditions where, in the opinion of the court martial, the accused person is not a significant risk to the safety of the public; (b) by order, direct that the accused person be released from custody subject to such conditions as the court martial considers appropriate; or (c) by order, direct that the accused person be detained in custody in a hospital or other appropriate place determined by the court martial, subject to such conditions as the court martial considers appropriate. 	<p>202.16 (1) Pour l'application du paragraphe 202.15(1), la cour martiale rend la décision qui s'impose et qui est la moins sévère et la moins privative de liberté parmi celles qui suivent, compte tenu de la sécurité du public, de l'état mental de l'accusé et de ses besoins, notamment de la nécessité de sa réinsertion sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) sa mise en liberté inconditionnelle si elle estime que l'accusé ne représente pas un risque important pour la sécurité du public; b) sa mise en liberté sous réserve des modalités qu'elle juge indiquées; c) la détention de l'accusé dans un hôpital ou un autre lieu choisi par elle, sous réserve des modalités qu'elle estime indiquées. 	Décision 10 15 20 25
Treatment not a condition	<p>(2) No order made under subsection (1) shall direct that any psychiatric or other treatment of the accused person be carried out or direct that the accused person submit to such treatment.</p>	<p>(2) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne peut prévoir que l'accusé subisse un traitement, notamment un traitement psychiatrique.</p>	Restriction 30
Conditions for custody	<p><i>General Provisions Respecting Assessment Orders, Dispositions and Assessment Reports</i></p> <p>202.17 (1) An accused person shall not be placed in custody pursuant to an assessment order made under this Part unless</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the court martial is satisfied that on the evidence custody is necessary to assess the accused person, or that on the evidence of a medical practitioner custody is desir- 	<p><i>Dispositions générales en matière d'ordonnances d'évaluation, de décisions et de rapports d'évaluation</i></p> <p>202.17 (1) L'accusé n'est détenu en conformité avec une ordonnance d'évaluation que dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la cour martiale est convaincue : (i) soit, compte tenu des éléments de preuve présentés, que la détention de 	Modalités de la détention 40 45 30 35

Report of medical practitioner in writing	<p>able to assess the accused person and the accused person consents to custody;</p> <p>(b) custody of the accused person is required in respect of any other matter or by virtue of any other provision of this Act or the <i>Criminal Code</i>; or</p> <p>(c) the prosecutor, having been given a reasonable opportunity to do so, shows that the detention of the accused person in custody is justified having regard to all the circumstances, including those set out in paragraphs 158(1)(a) to (e).</p>	<p>l'accusé est nécessaire pour évaluer son état mental,</p> <p>(ii) soit que l'accusé y consent et que, à la lumière du témoignage d'un médecin, la détention est souhaitable pour évaluer l'état mental de l'accusé;</p> <p>b) l'accusé doit être détenu pour une autre raison ou en vertu d'une autre disposition de la présente loi ou du <i>Code criminel</i>;</p> <p>c) le procureur de la poursuite, après qu'on lui a donné la possibilité de le faire, a démontré que la détention de l'accusé est justifiée compte tenu de toutes les circonstances, y compris celles qui sont énumérées aux alinéas 158(1)a) à e).</p>	15
No treatment without consent	<p>(2) For the purposes of subparagraph (1)(a), where the prosecutor and the accused person agree, the evidence of a medical practitioner may be in the form of a report in writing.</p> <p>(3) No assessment order made under this Part shall direct that any psychiatric or other treatment of an accused person be carried out or direct that the accused person submit to such treatment.</p>	<p>(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), le témoignage d'un médecin peut, si l'accusé et le procureur de la poursuite y consentent, être présenté sous la forme d'un rapport écrit.</p> <p>(3) Aucune ordonnance d'évaluation rendue sous le régime de la présente partie ne peut autoriser le traitement, notamment le traitement psychiatrique, de l'accusé ou ordonner que celui-ci se soumette à un tel traitement.</p>	20
No custody or release orders during assessment	<p>202.18 (1) During the period that an assessment order made under this Part is in force, no order may be made for custody or release from custody of the accused person under any provision of Part VI or for release from detention or imprisonment under any provision of Part IX, in respect of that offence or an included offence.</p>	<p>202.18 (1) Pendant qu'une ordonnance d'évaluation rendue en vertu de la présente partie est en vigueur, aucune ordonnance de mise sous garde ou de remise en liberté en vertu de la partie VI ou de libération en vertu de la partie IX, ne peut être rendue à l'égard de l'infraction qui est reprochée à l'accusé ou d'une infraction incluse.</p>	Primaute du renvoi
Variation of assessment order	<p>(2) Subject to subsection 202.17(1), a court martial may, at any time while an assessment order made by the court martial under this Part is in force, if it is established to the satisfaction of the court martial on a balance of probabilities that it is necessary to do so, vary the terms and conditions respecting the custody or release from custody of the accused person specified in the order in such manner as the court martial considers appropriate in the circumstances.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe 202.17(1), lorsque la nécessité lui en est démontrée selon la prépondérance des probabilités, la cour martiale peut, pendant que l'ordonnance d'évaluation qu'elle a rendue en vertu de la présente partie est en vigueur, modifier les modalités de celle-ci qui portent sur la mise en liberté provisoire de l'accusé ou sa détention, de la façon qu'elle juge indiquée dans les circonstances.</p>	Demande de modification
Assessment report	<p>202.19 (1) An assessment order may require the person who makes the assessment to submit in writing an assessment report on the mental condition of the accused person.</p>	<p>202.19 (1) L'ordonnance d'évaluation rendue en vertu de la présente partie peut exiger de la personne chargée de l'évaluation qu'elle en fasse un rapport écrit.</p>	Préparation des rapports d'évaluation

Assessment report to be filed with court	(2) An assessment report shall be filed with the court martial that ordered it at the place and within the period specified by the court martial.	(2) Le rapport d'évaluation est déposé auprès de la cour martiale qui en a ordonné la préparation, au lieu et dans le délai qu'elle fixe.	Dépôt auprès de la cour martiale
Distribution of assessment report	(3) Subject to regulations, where an assessment report is filed pursuant to subsection (2), the court martial shall cause copies of it to be sent to the prosecutor, the accused person and any counsel representing the accused person.	5 (3) Sous réserve des règlements, la cour martiale fait parvenir au procureur de la poursuite, à l'accusé et à l'avocat qui le représente une copie du rapport d'évaluation déposé en conformité avec le paragraphe (2).	5 Transmission du rapport
Assessment report part of record	(4) Subject to regulations, an assessment report shall form part of the record of the proceedings in respect of which it was prepared.	10 (4) Sous réserve des règlements, le rapport d'évaluation fait partie du dossier de la cour martiale.	10 Dossier
Effective date of disposition	202.2 (1) A disposition made in respect of an accused person under section 201, 202 or 202.16 shall come into force on the day that it is made or on any later day that the court martial specifies in it, and shall remain in force until the date of expiration that the disposition specifies or until the Review Board of the appropriate province holds a hearing as required under section 202.25.	15 202.2 (1) Une décision rendue en vertu des articles 201, 202 ou 202.16 entre en vigueur le jour où elle est rendue — ou à 15 compter de la date que fixe la cour martiale — et le demeure jusqu'à la date qui y est précisée ou jusqu'à ce que la commission d'examen de la province concernée tienne une audition en conformité avec l'article 20 202.25.	15 Période de validité
Effective period of disposition	(2) No disposition made under paragraph 201(1)(b) or 202.16(1)(c) by a court martial shall continue in force for more than ninety days after the day that it is made.	20 25 (2) La décision rendue en vertu de l'alinéa 201(1)b) ou 201.16(1)c) ne peut demeurer en vigueur plus de quatre-vingt-dix jours après celui où elle est rendue.	25 Idem
Status quo pending Review Board's hearing	202.21 (1) Where a court martial makes a finding of unfit to stand trial or not responsible on account of mental disorder in respect of an accused person and does not make a disposition in respect of the accused person under section 201, 202 or 202.16, any order or direction for the custody or release from custody of the accused person that is in force at the time the finding is made continues in force, subject to its terms, until a disposition in respect of the accused person is made by the Review Board.	30 35 40 45 50 55 60 65 70 75 80 85 90 95 100 105 110 115 120 125 130 135 140 145 150 155 160 165 170 175 180 185 190 195 200 205 210 215 220 225 230 235 240 245 250 255 260 265 270 275 280 285 290 295 300 305 310 315 320 325 330 335 340 345 350 355 360 365 370 375 380 385 390 395 400 405 410 415 420 425 430 435 440 445 450 455 460 465 470 475 480 485 490 495 500 505 510 515 520 525 530 535 540 545 550 555 560 565 570 575 580 585 590 595 600 605 610 615 620 625 630 635 640 645 650 655 660 665 670 675 680 685 690 695 700 705 710 715 720 725 730 735 740 745 750 755 760 765 770 775 780 785 790 795 800 805 810 815 820 825 830 835 840 845 850 855 860 865 870 875 880 885 890 895 900 905 910 915 920 925 930 935 940 945 950 955 960 965 970 975 980 985 990 995 1000 1005 1010 1015 1020 1025 1030 1035 1040 1045 1050 1055 1060 1065 1070 1075 1080 1085 1090 1095 1100 1105 1110 1115 1120 1125 1130 1135 1140 1145 1150 1155 1160 1165 1170 1175 1180 1185 1190 1195 1200 1205 1210 1215 1220 1225 1230 1235 1240 1245 1250 1255 1260 1265 1270 1275 1280 1285 1290 1295 1300 1305 1310 1315 1320 1325 1330 1335 1340 1345 1350 1355 1360 1365 1370 1375 1380 1385 1390 1395 1400 1405 1410 1415 1420 1425 1430 1435 1440 1445 1450 1455 1460 1465 1470 1475 1480 1485 1490 1495 1500 1505 1510 1515 1520 1525 1530 1535 1540 1545 1550 1555 1560 1565 1570 1575 1580 1585 1590 1595 1600 1605 1610 1615 1620 1625 1630 1635 1640 1645 1650 1655 1660 1665 1670 1675 1680 1685 1690 1695 1700 1705 1710 1715 1720 1725 1730 1735 1740 1745 1750 1755 1760 1765 1770 1775 1780 1785 1790 1795 1800 1805 1810 1815 1820 1825 1830 1835 1840 1845 1850 1855 1860 1865 1870 1875 1880 1885 1890 1895 1900 1905 1910 1915 1920 1925 1930 1935 1940 1945 1950 1955 1960 1965 1970 1975 1980 1985 1990 1995 2000 2005 2010 2015 2020 2025 2030 2035 2040 2045 2050 2055 2060 2065 2070 2075 2080 2085 2090 2095 2100 2105 2110 2115 2120 2125 2130 2135 2140 2145 2150 2155 2160 2165 2170 2175 2180 2185 2190 2195 2200 2205 2210 2215 2220 2225 2230 2235 2240 2245 2250 2255 2260 2265 2270 2275 2280 2285 2290 2295 2300 2305 2310 2315 2320 2325 2330 2335 2340 2345 2350 2355 2360 2365 2370 2375 2380 2385 2390 2395 2400 2405 2410 2415 2420 2425 2430 2435 2440 2445 2450 2455 2460 2465 2470 2475 2480 2485 2490 2495 2500 2505 2510 2515 2520 2525 2530 2535 2540 2545 2550 2555 2560 2565 2570 2575 2580 2585 2590 2595 2600 2605 2610 2615 2620 2625 2630 2635 2640 2645 2650 2655 2660 2665 2670 2675 2680 2685 2690 2695 2700 2705 2710 2715 2720 2725 2730 2735 2740 2745 2750 2755 2760 2765 2770 2775 2780 2785 2790 2795 2800 2805 2810 2815 2820 2825 2830 2835 2840 2845 2850 2855 2860 2865 2870 2875 2880 2885 2890 2895 2900 2905 2910 2915 2920 2925 2930 2935 2940 2945 2950 2955 2960 2965 2970 2975 2980 2985 2990 2995 3000 3005 3010 3015 3020 3025 3030 3035 3040 3045 3050 3055 3060 3065 3070 3075 3080 3085 3090 3095 3100 3105 3110 3115 3120 3125 3130 3135 3140 3145 3150 3155 3160 3165 3170 3175 3180 3185 3190 3195 3200 3205 3210 3215 3220 3225 3230 3235 3240 3245 3250 3255 3260 3265 3270 3275 3280 3285 3290 3295 3300 3305 3310 3315 3320 3325 3330 3335 3340 3345 3350 3355 3360 3365 3370 3375 3380 3385 3390 3395 3400 3405 3410 3415 3420 3425 3430 3435 3440 3445 3450 3455 3460 3465 3470 3475 3480 3485 3490 3495 3500 3505 3510 3515 3520 3525 3530 3535 3540 3545 3550 3555 3560 3565 3570 3575 3580 3585 3590 3595 3600 3605 3610 3615 3620 3625 3630 3635 3640 3645 3650 3655 3660 3665 3670 3675 3680 3685 3690 3695 3700 3705 3710 3715 3720 3725 3730 3735 3740 3745 3750 3755 3760 3765 3770 3775 3780 3785 3790 3795 3800 3805 3810 3815 3820 3825 3830 3835 3840 3845 3850 3855 3860 3865 3870 3875 3880 3885 3890 3895 3900 3905 3910 3915 3920 3925 3930 3935 3940 3945 3950 3955 3960 3965 3970 3975 3980 3985 3990 3995 4000 4005 4010 4015 4020 4025 4030 4035 4040 4045 4050 4055 4060 4065 4070 4075 4080 4085 4090 4095 4100 4105 4110 4115 4120 4125 4130 4135 4140 4145 4150 4155 4160 4165 4170 4175 4180 4185 4190 4195 4200 4205 4210 4215 4220 4225 4230 4235 4240 4245 4250 4255 4260 4265 4270 4275 4280 4285 4290 4295 4300 4305 4310 4315 4320 4325 4330 4335 4340 4345 4350 4355 4360 4365 4370 4375 4380 4385 4390 4395 4400 4405 4410 4415 4420 4425 4430 4435 4440 4445 4450 4455 4460 4465 4470 4475 4480 4485 4490 4495 4500 4505 4510 4515 4520 4525 4530 4535 4540 4545 4550 4555 4560 4565 4570 4575 4580 4585 4590 4595 4600 4605 4610 4615 4620 4625 4630 4635 4640 4645 4650 4655 4660 4665 4670 4675 4680 4685 4690 4695 4700 4705 4710 4715 4720 4725 4730 4735 4740 4745 4750 4755 4760 4765 4770 4775 4780 4785 4790 4795 4800 4805 4810 4815 4820 4825 4830 4835 4840 4845 4850 4855 4860 4865 4870 4875 4880 4885 4890 4895 4900 4905 4910 4915 4920 4925 4930 4935 4940 4945 4950 4955 4960 4965 4970 4975 4980 4985 4990 4995 5000 5005 5010 5015 5020 5025 5030 5035 5040 5045 5050 5055 5060 5065 5070 5075 5080 5085 5090 5095 5100 5105 5110 5115 5120 5125 5130 5135 5140 5145 5150 5155 5160 5165 5170 5175 5180 5185 5190 5195 5200 5205 5210 5215 5220 5225 5230 5235 5240 5245 5250 5255 5260 5265 5270 5275 5280 5285 5290 5295 5300 5305 5310 5315 5320 5325 5330 5335 5340 5345 5350 5355 5360 5365 5370 5375 5380 5385 5390 5395 5400 5405 5410 5415 5420 5425 5430 5435 5440 5445 5450 5455 5460 5465 5470 5475 5480 5485 5490 5495 5500 5505 5510 5515 5520 5525 5530 5535 5540 5545 5550 5555 5560 5565 5570 5575 5580 5585 5590 5595 5600 5605 5610 5615 5620 5625 5630 5635 5640 5645 5650 5655 5660 5665 5670 5675 5680 5685 5690 5695 5700 5705 5710 5715 5720 5725 5730 5735 5740 5745 5750 5755 5760 5765 5770 5775 5780 5785 5790 5795 5800 5805 5810 5815 5820 5825 5830 5835 5840 5845 5850 5855 5860 5865 5870 5875 5880 5885 5890 5895 5900 5905 5910 5915 5920 5925 5930 5935 5940 5945 5950 5955 5960 5965 5970 5975 5980 5985 5990 5995 6000 6005 6010 6015 6020 6025 6030 6035 6040 6045 6050 6055 6060 6065 6070 6075 6080 6085 6090 6095 6100 6105 6110 6115 6120 6125 6130 6135 6140 6145 6150 6155 6160 6165 6170 6175 6180 6185 6190 6195 6200 6205 6210 6215 6220 6225 6230 6235 6240 6245 6250 6255 6260 6265 6270 6275 6280 6285 6290 6295 6300 6305 6310 6315 6320 6325 6330 6335 6340 6345 6350 6355 6360 6365 6370 6375 6380 6385 6390 6395 6400 6405 6410 6415 6420 6425 6430 6435 6440 6445 6450 6455 6460 6465 6470 6475 6480 6485 6490 6495 6500 6505 6510 6515 6520 6525 6530 6535 6540 6545 6550 6555 6560 6565 6570 6575 6580 6585 6590 6595 6600 6605 6610 6615 6620 6625 6630 6635 6640 6645 6650 6655 6660 6665 6670 6675 6680 6685 6690 6695 6700 6705 6710 6715 6720 6725 6730 6735 6740 6745 6750 6755 6760 6765 6770 6775 6780 6785 6790 6795 6800 6805 6810 6815 6820 6825 6830 6835 6840 6845 6850 6855 6860 6865 6870 6875 6880 6885 6890 6895 6900 6905 6910 6915 6920 6925 6930 6935 6940 6945 6950 6955 6960 6965 6970 6975 6980 6985 6990 6995 7000 7005 7010 7015 7020 7025 7030 7035 7040 7045 7050 7055 7060 7065 7070 7075 7080 7085 7090 7095 7100 7105 7110 7115 7120 7125 7130 7135 7140 7145 7150 7155 7160 7165 7170 7175 7180 7185 7190 7195 7200 7205 7210 7215 7220 7225 7230 7235 7240 7245 7250 7255 7260 7265 7270 7275 7280 7285 7290 7295 7300 7305 7310 7315 7320 7325 7330 7335 7340 7345 7350 7355 7360 7365 7370 7375 7380 7385 7390 7395 7400 7405 7410 7415 7420 7425 7430 7435 7440 7445 7450 7455 7460 7465 7470 7475 7480 7485 7490 7495 7500 7505 7510 7515 7520 7525 7530 7535 7540 7545 7550 7555 7560 7565 7570 7575 7580 7585 7590 7595 7600 7605 7610 7615 7620 7625 7630 7635 7640 7645 7650 7655 7660 7665 7670 7675 7680 7685 7690 7695 7700 7705 7710 7715 7720 7725 7730 7735 7740 7745 7750 7755 7760 7765 7770 7775 7780 7785 7790 7795 7800 7805 7810 7815 7820 7825 7830 7835 7840 7845 7850 7855 7860 7865 7870 7875 7880 7885 7890 7895 7900 7905 7910 7915 7920 7925 7930 7935 7940 7945 7950 7955 7960 7965 7970 7975 7980 7985 7990 7995 8000 8005 8010 8015 8020 8025 8030 8035 8040 8045 8050 8055 8060 8065 8070 8075 8080 8085 8090 8095 8100 8105 8110 8115 8120 8125 8130 8135 8140 8145 8150 8155 8160 8165 8170 8175 8180 8185 8190 8195 8200 8205 8210 8215 8220 8225 8230 8235 8240 8245 8250 8255 8260 8265 8270 8275 8280 8285 8290 8295 8300 8305 8310 8315 8320 8325 8330 8335 8340 8345 8350 8355 8360 8365 8370 8375 8380 8385 8390 8395 8400 8405 8410 8415 8420 8425 8430 8435 8440 8445 8450 8455 8460 8465 8470 8475 8480 8485 8490 8495 8500 8505 8510 8515 8520 8525 8530 8535 8540 8545 8550 8555 8560 8565 8570 8575 8580 8585 8590 8595 8600 8605 8610 8615 8620	

Subsequent court martial order takes precedence	<p>pending a disposition in respect of the accused person made by the Review Board.</p> <p>(3) Pending a disposition by the Review Board, where a court martial</p>	<p>indiqué; elle peut notamment ordonner que l'accusé soit détenu dans un hôpital ou un autre lieu.</p>	5 Primaute de l'ordonnance judiciaire subséquente
Disposition takes precedence over probation order	<p><i>(a)</i> makes a disposition under paragraph 201(1)(b) or 202.16(1)(c) in respect of an accused person, that disposition takes precedence over any prior sentence of imprisonment or detention of the accused person except a hospital order made under section 149.1, or under section 736.11 of the <i>Criminal Code</i>; or</p> <p><i>(b)</i> imposes a sentence of imprisonment or detention on the accused person, that sentence takes precedence over any prior disposition made under paragraph 201(1)(b) or 202.16(1)(c).</p>	<p>(3) Tant que la commission d'examen n'a pas rendu sa décision :</p> <p><i>a)</i> la décision que la cour martiale rend en vertu de l'alinéa 201(1)b) ou 202.16(1)c) à l'égard de l'accusé, l'emporte sur toute autre peine d'emprisonnement ou de détention antérieures prononcées à l'égard de l'accusé, à l'exception d'une ordonnance de détention dans un hôpital rendue en vertu de l'article 149.1 de la présente loi ou de l'article 736.11 du <i>Code criminel</i>;</p> <p><i>b)</i> la peine d'emprisonnement ou de détention que la cour martiale prononce à l'égard de l'accusé l'emporte sur toute décision antérieure rendue en vertu de l'alinéa 201(1)b) ou 202.16(1)c).</p>	5 Primaute de l'ordonnance judiciaire subséquente
Procedural irregularities	<p>(4) Where a disposition is made under paragraph 201(1)(b) or 202.16(1)(c) and the accused person is convicted or discharged conditionally under the <i>Criminal Code</i> by a civil court in respect of another offence but is not sentenced to a term of imprisonment in respect of that other offence, the disposition shall come into force and, notwithstanding any provision of the <i>Criminal Code</i>, takes precedence over any probation order made in respect of the offence.</p>	<p>(4) Lorsqu'une décision est rendue en vertu de l'alinéa 201(1)b) ou 202.16(1)c) et que l'accusé est déclaré coupable d'une autre infraction — ou fait l'objet d'une ordonnance d'absolution conditionnelle — sous le régime du <i>Code criminel</i>, par un tribunal civil mais ne fait pas l'objet d'une peine d'emprisonnement à l'égard de cette autre infraction, la décision entre en vigueur et, par dérogation au <i>Code criminel</i>, prévaut sur toute ordonnance de probation rendue à l'égard de cette infraction.</p>	20 Primaute de la décision sur l'ordonnance de probation
Reasons for disposition and copies to be provided	<p>202.22 (1) Any procedural irregularity in relation to a hearing held by a court martial or Review Board does not affect the validity of the proceedings unless the accused person suffers substantial prejudice thereby.</p>	<p>202.22 (1) Sauf si cela a causé un préjudice sérieux à l'accusé, une irrégularité procédurale dans le cadre des auditions que tiennent la cour martiale ou la commission d'examen ne porte pas atteinte à la validité des procédures.</p>	Validité des procédures
	<p>(2) After making a disposition in respect of an accused person under section 201, 202 or 202.16, a court martial shall state its reasons for making the disposition in the record of the proceedings, and shall provide or cause to be provided to the accused person, the prosecutor and the person in charge of the hospital or other appropriate place where the accused person is detained in custody or is to attend pursuant to the disposition a copy of the disposition and those reasons.</p>	<p>(2) Après avoir rendu une décision à l'égard d'un accusé en vertu de l'article 201, 202 ou 202.16, la cour martiale inscrit ses motifs au dossier et fait parvenir une copie de la décision et des motifs à l'accusé, au procureur de la poursuite et au responsable de l'hôpital ou du lieu approprié où l'accusé est détenu ou doit se présenter.</p>	Copies de la décision et des motifs

Transmittal of transcript to Review Board

(3) Where a court martial makes a disposition, it shall send forthwith a transcript of the hearing held by it pursuant to subsection 200(2) or 202.15(1), any document or information relating thereto in the possession of the court martial, and all exhibits filed with the court or a copy thereof, to the Review Board of the appropriate province.

Order of committal

(4) Where a court martial makes a disposition in respect of an accused person under section 201 or 202.16 directing that the accused person be placed and detained in custody in a hospital or other appropriate place, a committing authority referred to in subsection 219(1) shall issue a committal order in such form as is prescribed by regulation.

Definition of "justice"

202.23 (1) In this section, "justice" means a justice as defined in section 2 of the *Criminal Code*.

Arrest without warrant for contravention of disposition

(2) An officer or a non-commissioned member appointed for the purposes of section 156, or any other peace officer within the meaning of the *Criminal Code*, who has reasonable grounds to believe that an accused person

(a) is at large contrary to the terms of a disposition made by a court martial under section 201, 202 or 202.16 or by a Review Board, or

(b) has contravened or wilfully failed to comply with the disposition or any condition thereof, or is about to do so,

may arrest the accused person without a warrant.

Accused person brought before justice or commanding officer

(3) An accused person arrested pursuant to subsection (2) shall be dealt with in accordance with the following provisions:

(a) where a justice having jurisdiction in the territorial division in which the accused person is arrested or a commanding officer is available within a period of twenty-four hours after the arrest, the accused person shall be taken before the justice or commanding officer without unreasonable delay and in any event within that period; and

(b) where a justice having jurisdiction in the territorial division in which the

(3) La cour martiale qui rend une décision fait immédiatement parvenir le procès-verbal de l'audition tenue en vertu du paragraphe 200(2) ou 202.15(1) et tous les renseignements ainsi que les pièces qui s'y rapportent et qui sont en sa possession à la commission d'examen de la province concernée.

(4) Lorsque la cour martiale rend une décision à l'égard d'un accusé en vertu de l'article 201 ou 202.16 portant détention de l'accusé dans un hôpital ou autre lieu approprié, l'autorité incarcérante visée au paragraphe 219(1) délivre un mandat de dépôt selon le formulaire réglementaire.

202.23 (1) Au présent article, « juge de paix » s'entend au sens de l'article 2 du *Code criminel*.

(2) Un officier ou un militaire du rang nommé pour l'application de l'article 156, ou tout autre agent de la paix au sens du *Code criminel*, peut arrêter sans mandat l'accusé qu'il croit, pour des motifs raisonnables :

a) soit être en liberté en contravention avec les dispositions d'une décision rendue par une cour martiale en vertu de l'article 201, 202 ou 202.16 ou par une commission d'examen;

b) soit avoir volontairement contrevenu à une décision rendue à son égard ou aux modalités de celle-ci, ou être sur le point de le faire.

(3) Les règles qui suivent s'appliquent à l'accusé qui est arrêté en vertu du paragraphe (2) :

a) si un juge de paix ayant compétence dans la circonscription territoriale où a eu lieu l'arrestation ou un commandant est disponible dans les vingt-quatre heures qui suivent celle-ci, l'accusé doit être conduit devant le juge de paix ou le commandant sans retard injustifié et, dans tous les cas, au plus tard dans ce délai;

b) si un juge de paix ayant compétence dans la circonscription territoriale où a eu lieu l'arrestation ou le commandant n'est

Transmission du dossier à la commission d'examen

Mandat de dépôt

Définition de « juge de paix »

Arrrestation sans mandat

Comparution devant le juge de paix ou le commandant

Order pending
decision of
Review Board

accused person is arrested or a commanding officer is not available within a period of twenty-four hours after the arrest, the accused person shall be taken before a justice or a commanding officer as soon as is practicable thereafter.

5

pas disponible dans un délai de vingt-quatre heures après celle-ci, l'accusé doit être conduit devant un juge de paix ou le commandant le plus tôt possible.

Powers of
Review Board

(4) If a justice or a commanding officer before whom an accused person is taken pursuant to subsection (3) is satisfied that there are reasonable grounds to believe that the accused person has contravened or failed to comply with a disposition, the justice or commanding officer may make an order that is appropriate in the circumstances in relation to the accused person, pending a hearing of the Review Board of the appropriate province, and shall cause notice of that order to be given to that Review Board.

10
15
20
25

(4) Le juge de paix ou le commandant devant qui est conduit un accusé en conformité avec le paragraphe (3) peut, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il a contrevenu ou a fait défaut de se conformer à une décision, rendre à son égard l'ordonnance qu'il considère indiquée dans les circonstances en attendant que la commission d'examen de la province concernée tienne une audition; il fait parvenir un avis de cette ordonnance à la commission. 15

5 Ordonnance
intérimaire

(5) Where a Review Board receives a notice pursuant to subsection (4), it may exercise the powers and shall perform the duties referred to in the *Criminal Code* in respect of the accused person as if the Review Board were conducting a review of a disposition.

(5) La commission d'examen exerce à l'égard de l'accusé les mêmes attributions que lui confère le *Code criminel* dans le cas d'une révision d'une décision.

Pouvoirs de la
Commission
d'examen

Definition of
"protected
statement"

202.24 (1) In this section, "protected statement" means a statement made by the accused person, during the course and for the purposes of an assessment ordered under this Part or treatment directed by a disposition made under section 202, to the person specified in the assessment order or the disposition, or to anyone acting under that person's direction.

202.24 (1) Au présent article, « déclaration protégée » s'entend de la déclaration faite par l'accusé dans le cadre de l'évaluation ordonnée en vertu de la présente partie ou du traitement prévu par une décision rendue en vertu de l'article 202 à la personne désignée dans l'ordonnance ou la décision ou à un préposé de cette personne. 20
25

Définition de
« déclarations
protégées »

Protected
statements not
admissible
against accused

(2) No protected statement or reference to a protected statement made by an accused person is admissible in evidence, without the consent of the accused person, in any proceeding before a court, court martial, tribunal, body or person with jurisdiction to compel the production of evidence.

(2) Les déclarations protégées ou la mention d'une déclaration protégée faite par l'accusé ne sont pas admissibles en preuve sans le consentement de l'accusé dans toute procédure devant un tribunal, une cour martiale, une cour, un organisme ou une personne qui a compétence pour ordonner la production d'éléments de preuve. 30
35

Inadmissibilité
en preuve des
déclarations
protégées

Exceptions

(3) Notwithstanding subsection (2), evidence of a protected statement is admissible for the purpose of

(3) Par dérogation au paragraphe (2), la preuve d'une déclaration protégée est admissible pour :

Exceptions

(a) determining whether the accused person is unfit to stand trial;

a) déterminer l'aptitude de l'accusé à subir son procès;

40

- (b) making a disposition or placement decision respecting the accused person;
- (c) finding whether the accused person is a dangerous mentally disordered accused under section 672.65 of the *Criminal Code*;
- (d) determining whether the balance of the mind of the accused person was disturbed at the time of commission of the alleged offence, where the accused person is a female charged with an offence arising out of the death of her newly-born child;
- (e) determining whether the accused person was, at the time of the commission of an alleged offence, suffering from automatism or a mental disorder so as to be exempt from responsibility by virtue of subsection 202.13(1), if the accused person puts his or her mental capacity to form the requisite intent into issue or if the prosecutor raises the issue after a finding is made of not responsible on account of mental disorder;
- (f) challenging the credibility of an accused person in any proceeding where the testimony of the accused person is inconsistent in a material particular with a protected statement that the accused person made previously; or
- (g) establishing the perjury of an accused person who is charged with perjury in respect of a statement made in any proceeding.
- b) rendre une décision ou une ordonnance de placement à l'égard de l'accusé;
- c) déterminer si l'accusé est un accusé dangereux atteint de troubles mentaux sous le régime de l'article 672.65 du *Code criminel*;
- d) déterminer si l'accusée inculpée d'une infraction liée à la mort de son enfant nouveau-né était mentalement déséquilibrée au moment de la perpétration de l'infraction;
- e) déterminer si l'accusé était atteint de troubles mentaux ou d'automatisme de nature à ne pas engager sa responsabilité sous le régime du paragraphe 202.13(1) au moment de la perpétration de l'infraction reprochée, à la condition que l'accusé ait lui-même mis en doute sa capacité mentale à former l'intention nécessaire ou que le procureur de la poursuite soulève cette question après qu'un verdict de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux a été rendue;
- f) pour mettre en doute la crédibilité de l'accusé lorsque le témoignage qu'il rend dans des procédures est incompatible sur un point important avec une déclaration protégée qu'il a déjà faite;
- g) pour prouver le parjure d'une personne accusée de parjure en raison d'une déclaration faite au cours de quelques procédures que ce soit.

Provisions of Criminal Code Applicable

Powers of
Review Board
under *Criminal
Code*

202.25 Review Boards and the chairpersons thereof may exercise the powers and shall perform the duties assigned to them under sections 672.43, 672.47 to 672.64 and 672.68 to 672.7 of the *Criminal Code* in relation to findings made by courts martial of unfit to stand trial or not responsible on account of mental disorder, and in relation to dispositions made under section 201, 202 or 202.16.

19. Subsection 210(3) of the said Act is repealed and the following substituted:

Application de certaines dispositions du Code criminel

Pouvoirs des commissions d'examen

202.25 Les commissions d'examen et leurs présidents exercent les pouvoirs et fonctions prévus aux articles 672.43, 672.47 à 672.64 et 672.68 à 672.7 du *Code criminel* à l'égard des verdicts d'inaptitude à subir un procès ou de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux que rendent les cours martiales et des décisions qu'elles prennent au titre de l'article 201, 202 ou 202.16.

19. Le paragraphe 210(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit:

Minister may dispense with new trial

(3) The Minister may dispense with any new trial directed under this section or section 238, 239.1, 239.2, 240.2 or 245.

20. The heading preceding section 224 and sections 224 and 225 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Mental Disorder during Imprisonment or Detention

Persons in penitentiaries or civil prisons

224. A service convict or service prisoner who, having been released from the Canadian Forces, is suffering from a mental disorder while undergoing punishment in a penitentiary or civil prison shall be treated in the same manner as if the convict or prisoner were a person undergoing a term of imprisonment in the penitentiary or civil prison by virtue of the sentence of a civil court.

21. Section 230 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

230. Every person subject to the Code of Service Discipline has, subject to subsection 232(3), the right to appeal to the Court Martial Appeal Court from a court martial in respect of any of the following matters:

- (a) with leave of the Court or a judge thereof, the severity of the sentence, unless the sentence is one fixed by law;
- (b) the legality of any finding of guilty;
- (c) the legality of the whole or any part of the sentence;
- (d) the legality of a finding of unfit to stand trial or not responsible on account of mental disorder; or
- (e) the legality of a disposition made under section 201, 202 or 202.16.

Appeal by Minister

230.1 The Minister, or counsel instructed by the Minister for that purpose, has, subject to subsection 232(3), the right to appeal to the Court Martial Appeal Court from a court martial in respect of any of the following matters:

(3) Le ministre peut ne pas exiger la tenue d'un nouveau procès ordonné sous le régime du présent article ou de l'article 238, 239.1, 239.2, 240.2 ou 245.

20. L'intertitre qui précède l'article 224 et les articles 224 et 225 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Troubles mentaux pendant l'emprisonnement ou la détention

Prérogative du ministre

224. Un condamné ou un prisonnier militaire qui, après avoir été libéré des Forces canadiennes, est atteint de troubles mentaux pendant qu'il purge une peine dans un pénitencier ou une prison civile doit être traité de la même manière que s'il s'agissait d'une personne qui purge une peine d'emprisonnement dans un pénitencier ou une prison civile, en exécution de la peine que lui a infligée un tribunal civil.

21. L'article 230 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

230. Toute personne assujettie au code de discipline militaire peut, sous réserve du paragraphe 232(3), exercer un droit d'appel devant la Cour d'appel de la cour martiale en ce qui concerne les décisions suivantes d'une cour martiale :

- a) avec l'autorisation de la Cour d'appel ou de l'un de ses juges, la sévérité de la sentence, à moins que la sentence n'en soit une que détermine la loi;
- b) la légalité de tout verdict de culpabilité;
- c) la légalité de la sentence, dans son ensemble ou tel aspect particulier;
- d) la légalité d'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux;
- e) la légalité d'une décision rendue aux termes de l'article 201 ou 202.16.

Appel par l'accusé

230.1 Le ministre ou un avocat à qui il a donné des instructions à cette fin peut, sous réserve du paragraphe 232(3), exercer un droit d'appel devant la Cour d'appel de la cour martiale en ce qui concerne les décisions suivantes d'une cour martiale :

Appel par le ministre

(a) with leave of the Court or a judge thereof, the severity of the sentence, unless the sentence is one fixed by law;	5	a) avec l'autorisation de la Cour d'appel ou de l'un de ses juges, la sévérité de la sentence, à moins que la sentence n'en soit une que détermine la loi;
(b) the legality of any finding of not guilty;		b) la légalité de tout verdict de non-culpabilité;
(c) the legality of the whole or any part of the sentence;		c) la légalité de la sentence, dans son ensemble ou tel aspect particulier;
(d) the legality of a decision of a court martial that terminates proceedings on a charge or that in any manner refuses or fails to exercise jurisdiction in respect of a charge;	10	d) la légalité d'une décision d'une cour martiale qui met fin aux délibérations ou qui refuse ou fait défaut d'exercer sa juridiction à l'égard d'une accusation;
(e) the legality of a finding of unfit to stand trial or not responsible on account of mental disorder; or	15	e) relativement à l'accusé, la légalité d'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux;
(f) the legality of a disposition made under section 201, 202 or 202.16.		f) la légalité d'une décision rendue aux termes de l'article 201, 202 ou 202.16.

22. Sections 232 and 233 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

22. Les articles 232 et 233 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Form	232. (1) An appeal or application for leave to appeal under this Part shall be stated on a form to be known as a Notice of Appeal, which shall contain particulars of the grounds on which the appeal is founded and shall be signed by the appellant.	25	232. (1) Les appels ou les demandes d'autorisation d'appel prévus par la présente partie doivent être énoncés sur un imprimé particulier appelé « avis d'appel », qui doit en exposer les motifs détaillés et porter la signature de l'appellant.	Avis d'appel
Validity	(2) A Notice of Appeal is not invalid by reason only of informality or the fact that it deviates from the prescribed form.		(2) L'avis d'appel n'est pas nul du seul fait d'un vice de forme ou de non-conformité à la formule réglementaire.	Validité
Limitation period	(3) No appeal or application for leave to appeal under this Part shall be entertained unless the Notice of Appeal is delivered within thirty days after the date on which the court martial terminated its proceedings to the Registry of the Court Martial Appeal Court or, in such circumstances as may be prescribed by the Governor in Council in regulations, to a person prescribed in those regulations.	30	(3) L'appel ou la demande d'autorisation d'appel interjetés aux termes de la présente partie ne sont recevables que si l'avis d'appel est transmis au greffe de la Cour d'appel de la cour martiale dans les trente jours suivant la date à laquelle la cour martiale met fin à ses délibérations ou, dans les circonstances réglementées par le gouverneur en conseil, à toute personne désignée par ces règlements.	Délai d'appel
Extension	(4) The Court Martial Appeal Court or a judge thereof may at any time extend the time within which a Notice of Appeal must be delivered.	40	(4) La Cour d'appel de la cour martiale ou un de ses juges peut en tout temps prolonger la période pendant laquelle un avis d'appel doit être transmis.	Prolongation
Forwarding Statement	(5) Where a Notice of Appeal is delivered pursuant to subsection (3) to a person prescribed by the Governor in Council in regulations, the person shall forward the Notice of	45	(5) Lorsqu'un avis d'appel est transmis conformément au paragraphe (3) à une personne désignée par les règlements du gouverneur en conseil, cette personne transmet	Acheminement des avis

Automatic suspension of certain dispositions	Appeal to the Registry of the Court Martial Appeal Court.	l'avis d'appel au greffe de la Cour d'appel de la cour martiale.	
Discretionary powers respecting suspension of dispositions	<i>Appeals from Dispositions</i>	<i>Appels de décisions</i>	
	<p>233. (1) Subject to subsection (2), where the disposition appealed from is a disposition made under section 202 or paragraph 202.16(1)(a), the filing of a Notice of Appeal in accordance with section 232 suspends the application of the disposition pending the determination of the appeal.</p>	<p>233. (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsque la décision qui fait l'objet de l'appel a été rendue en vertu de l'article 202 ou de l'alinéa 202.16(1)a), le dépôt d'un avis d'appel fait conformément à l'article 232 suspend l'application de la décision jusqu'à ce que la décision soit rendue sur l'appel.</p>	Suspension d'application
	<p>(2) A judge of the Court Martial Appeal Court may, on application of any party who gives notice to each of the other parties within the time and in the manner prescribed under subsection 244(1), where the judge is satisfied that the mental condition of the accused justifies the taking of such action,</p>	<p>(2) Un juge de la Cour d'appel de la cour martiale peut, à la demande d'une partie et à la condition que celle-ci ait donné aux autres parties, un préavis dans le délai et de la manière prévus par règlement pris aux termes du paragraphe 244(1) :</p>	Pouvoirs relatifs à la suspension de décisions
	<p>(a) by order, direct that the application of a disposition made under section 202 or paragraph 202.16(1)(a) not be suspended pending the determination of the appeal;</p>	<p>a) rendre une ordonnance portant que l'application d'une décision rendue en vertu de l'article 202 ou de l'alinéa 202.16(1)a) ne soit pas suspendue jusqu'à la décision sur l'appel;</p>	10
	<p>(b) by order, direct that the application of a disposition appealed from that was made under section 202 or paragraph 202.16(1)(b) or (c) be suspended pending determination of the appeal;</p>	<p>b) rendre une ordonnance portant suspension de l'application de toute décision rendue en vertu de l'article 201 ou de l'alinéa 202.16(1)b) ou c) jusqu'à la décision sur l'appel;</p>	20
	<p>(c) where the application of a disposition is suspended pursuant to subsection (1) or by virtue of an order made under paragraph (b), make such other disposition, other than a disposition under section 202 or paragraph 202.16(1)(a), in respect of the accused as is applicable and appropriate in the circumstances pending the determination of the appeal; and</p>	<p>c) lorsque l'application d'une décision est suspendue en vertu du paragraphe (1) ou par suite d'une ordonnance visée à l'alinéa b), rendre à l'égard de l'accusé toute autre décision applicable — à l'exception d'une décision visée à l'article 202 ou à l'alinéa 202.16(1)a) — qu'il estime justifiée dans les circonstances jusqu'à ce que la décision soit rendue sur l'appel;</p>	25
	<p>(d) give such directions as the judge thinks necessary for expediting the appeal.</p>	<p>d) donner les instructions qui sont à son avis nécessaires pour que l'appel soit entendu.</p>	35
Effect of suspension of disposition	<p>(3) Where the application of a disposition appealed from is suspended pursuant to subsection (1) or by virtue of an order made under paragraph (2)(b),</p>	<p>(3) Lorsque l'application d'une décision qui fait l'objet d'un appel est suspendue en vertu du paragraphe (1) ou par suite d'une ordonnance rendue sous le régime de l'alinéa (2)b) :</p>	Conséquences de la suspension
	<p>(a) in the case where no disposition was in force in respect of the accused immediately before the coming into force of the disposition appealed from, any order for the interim release or detention of the accused that is in force immediately prior to the coming into force of the disposition</p>	<p>a) si aucune décision n'était en vigueur à l'égard de l'accusé lors de l'entrée en vigueur de celle qui fait l'objet de l'appel, toute ordonnance de mise en liberté provisoire ou de détention de l'accusé en vigueur à ce moment reste en vigueur sous</p>	40
			45

appealed from continues in force, subject to the making of a disposition under paragraph (2)(c), pending the determination of the appeal; and

(b) in any other case, the disposition in force immediately before the coming into force of the disposition appealed from continues in force, subject to the making of a disposition under paragraph (2)(c).

23. (1) Subsection 238(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

238. (1) On the hearing of an appeal respecting the legality of a finding of guilty on any charge, the Court Martial Appeal Court, if it allows the appeal, may set aside the finding and

(a) enter a finding of not guilty in respect of the charge; or

(b) direct a new trial on the charge.

(2) Subsection 238(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Where the Court Martial Appeal Court has set aside a finding of guilty but another finding of guilty remains, the Court may, except where it allows an appeal under section 240.1,

(a) affirm the sentence imposed by the court martial if the court martial could legally have imposed that sentence on the finding of guilty that remains; or

(b) subject to section 213, substitute for the sentence imposed by the court martial a sentence that is warranted in law.

24. Subsections 239(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) On the substitution of a finding of guilty under subsection (1), the Court Martial Appeal Court may, except where it allows an appeal under section 240.1,

(a) affirm the sentence imposed by the court martial if the court martial could legally have imposed that sentence on the substituted finding of guilty; or

réserve de l'ordonnance, qui, en vertu de l'alinéa (2)c), peut être rendue pendant que l'appel est en instance;

b) dans l'autre cas, la décision en vigueur lors de l'entrée en vigueur de celle qui fait l'objet de l'appel reste en vigueur sous réserve de l'ordonnance qui peut être rendue en vertu de l'alinéa (2)c).

23. (1) Le paragraphe 238(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

238. (1) Si elle fait droit à un appel concernant la légalité d'un verdict de culpabilité, la Cour d'appel de la cour martiale peut rejeter le verdict et ordonner :

a) soit l'inscription d'un verdict de non-culpabilité;

b) soit l'ouverture d'un nouveau procès sur l'accusation.

(2) Le paragraphe 238(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) En cas de rejet d'un seul des verdicts de culpabilité, la Cour d'appel de la cour martiale peut, sauf si elle fait droit à un appel visé à l'article 240.1 :

a) soit confirmer la sentence infligée par la cour martiale à condition qu'elle soit légalement justifiée par le verdict de culpabilité non infirmé;

b) soit, sous réserve de l'article 213, substituer à la sentence infligée par la cour martiale la sentence qui est justifiée en droit.

24. Les paragraphes 239(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(2) Le cas échéant, la Cour d'appel de la cour martiale peut, sauf si elle fait droit à un appel visé à l'article 240.1 :

a) soit confirmer la sentence infligée par la cour martiale à condition qu'elle soit légalement justifiée par le nouveau verdict de culpabilité;

b) soit, sous réserve de l'article 213, substituer à la sentence infligée par la cour

Powers on appeal against finding of guilty

Sentence where findings partly set aside

Sentence on substituted finding

Pouvoirs de la cour d'appel à l'encontre d'un verdict de culpabilité

Sentence en cas de rejet d'un seul des verdicts

Sentence lors de substitution de verdict de culpabilité

Appeal against not guilty finding	(b) subject to section 213, substitute for the sentence imposed by the court martial a sentence that is warranted in law.	martiale la sentence qui est justifiée en droit.
	25. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 239 thereof, the following sections:	25. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 239, de ce qui suit :
Where no other finding of guilty	<p>239.1 (1) On the hearing of an appeal respecting the legality of a finding of not guilty on any charge, the Court Martial Appeal Court may, where it allows the appeal, set aside the finding and</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) direct a new trial on that charge; or (b) except where the finding is that of a General Court Martial or a Disciplinary Court Martial, enter a finding of guilty with respect to the offence for which, in its opinion, the accused person should have been found guilty but for the illegality and <ul style="list-style-type: none"> (i) affirm the sentence in accordance with subsections (2) and (3), or (ii) remit the matter to the court martial and direct it to substitute a sentence in accordance with subsections (2) and (3). 	<p>239.1 (1) Si elle fait droit à un appel concernant la légalité d'un verdict de non-culpabilité à l'égard d'une accusation, la Cour d'appel de la cour martiale peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soit ordonner un nouveau procès à l'égard de cette accusation; b) sauf en cas de verdict d'une cour martiale générale ou d'une cour martiale disciplinaire, soit consigner un verdict de culpabilité à l'égard de l'accusation dont, à son avis, l'accusé aurait dû être déclaré coupable, sauf pour l'illégalité, et prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> (i) confirmer la sentence en conformité avec les paragraphes (2) et (3), (ii) renvoyer l'affaire à la cour martiale en lui ordonnant de substituer la sentence en conformité avec les paragraphes (2) et (3).
Where another finding of guilty	<p>(2) Where the Court Martial Appeal Court has entered a finding of guilty and there is no other finding of guilty, the Court or the court martial shall impose a sentence that is warranted in law.</p>	<p>(2) Si la Cour d'appel de la cour martiale a consigné un verdict de culpabilité et qu'aucun autre verdict de culpabilité ne subsiste, la Cour d'appel ou la cour martiale prononce la sentence qui est justifiée en droit.</p>
Appeal against order	<p>(3) Where the Court Martial Appeal Court has entered a finding of guilty and there is another finding of guilty, the Court or the court martial may</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) affirm the sentence imposed by the court martial, if the court martial could legally have imposed the sentence on all of the findings; or (b) substitute for the sentence imposed by the court martial a sentence that is warranted in law. 	<p>(3) Si la Cour d'appel de la cour martiale a consigné un verdict de culpabilité et qu'il subsiste un autre verdict de culpabilité, la Cour d'appel ou la cour martiale peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soit confirmer la sentence infligée par la cour martiale à condition qu'elle soit légalement justifiée par tous les verdicts; b) soit substituer à la sentence infligée par la cour martiale la sentence qui est justifiée en droit.
	<p>239.2 On the hearing of an appeal respecting the legality of a decision referred to in paragraph 230.1(d), the Court Martial Appeal Court may, where it allows the appeal, set aside the decision and direct a new trial on the charge.</p>	<p>239.2 Si elle fait droit à un appel concernant la légalité d'une décision visée à l'alinéa 230.1d), la Cour d'appel de la cour martiale annule celle-ci et ordonne la tenue d'un nouveau procès sur l'accusation.</p>

26. Section 240 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Substitution of new sentence where illegal sentence set aside

240. On the hearing of an appeal respecting the legality of a sentence imposed by a court martial, the Court Martial Appeal Court, if it allows the appeal, may, subject to section 213, substitute for the sentence imposed by the court martial a sentence that is warranted in law.

Appeal against severity of sentence

240.1 On the hearing of an appeal respecting the severity of a sentence, the Court Martial Appeal Court shall consider the fitness of the sentence and, if it allows the appeal, may, on such evidence as it thinks fit to require or receive, substitute for the sentence imposed by the court martial a sentence that is warranted in law.

Appeal against finding of unfit or not responsible

240.2 (1) On the hearing of an appeal against a finding of unfit to stand trial or not responsible on account of mental disorder, the Court Martial Appeal Court shall, subject to subsection (2), direct a new trial if it allows the appeal.

Finding after close of case for prosecution

(2) Where the finding of unfit to stand trial was made after the close of the case for the prosecution, the Court may, notwithstanding that the finding is proper, allow the appeal, set aside the finding and enter a finding of not guilty on any charge if it is of the opinion that the accused should have been acquitted on the charge at the close of the case for the prosecution.

Appeal against disposition

240.3 On the hearing of an appeal respecting the legality of a disposition made under section 201, 202 or 202.16, the Court Martial Appeal Court may, where it allows the appeal, set aside the disposition and

(a) make any disposition under section 201 or 202.16 that the court martial could have made;
 (b) except in the case of a disposition made by a General Court Martial or a Disciplinary Court Martial, remit the matter to the court martial for a rehearing, in whole or in part, in accordance with 45

26. L'article 240 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

240. Si elle fait droit à un appel concernant la légalité d'une sentence infligée par la cour martiale, la Cour d'appel de la cour martiale peut, sous réserve de l'article 213, substituer à la sentence infligée par la cour martiale la sentence qui est justifiée en droit.

Substitution d'une nouvelle sentence en cas de rejet d'une sentence illégale

240.1 Si elle fait droit à un appel concernant la sévérité de la sentence, la Cour d'appel de la cour martiale considère la justesse de la sentence et peut, d'après la preuve qu'elle croit utile d'exiger ou de recevoir, substituer à la sentence infligée par la cour martiale la sentence qui est justifiée en droit.

Appel à l'encontre de la sévérité de la sentence

240.2 (1) Si elle fait droit à un appel interjeté à l'encontre d'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité pour cause de troubles mentaux, la Cour d'appel de la cour martiale ordonne, sous réserve du paragraphe (2), un nouveau procès.

Appel à l'encontre d'un verdict d'inaptitude ou de non-responsabilité

(2) Lorsque le verdict d'inaptitude à subir son procès est rendu à l'égard d'un accusé après la présentation de la preuve de la poursuite, la Cour d'appel peut, indépendamment de la justesse du verdict, faire droit à l'appel, annuler le verdict et consigner un verdict de non-culpabilité à l'égard de toute accusation, si elle est d'avis que l'accusé aurait dû être acquitté de l'accusation après la présentation de cette preuve.

Verdict rendu après la preuve de la poursuite

240.3 Si elle fait droit à un appel concernant la légalité d'une décision rendue en vertu de l'article 201, 202 ou 202.16, la Cour d'appel de la cour martiale peut annuler le verdict et :

Appel à l'encontre d'une décision

a) prendre toute décision que la cour martiale aurait pu prendre aux termes des articles 201 ou 202.16;
 b) sauf dans le cas d'une décision rendue par une cour martiale générale ou une cour martiale disciplinaire, renvoyer l'affaire à la cour martiale pour une nouvelle audition, complète ou partielle, en conformité avec les directives qu'elle lui donne;

40

	<p>any directions that the Court considers appropriate; or</p> <p>(c) make any other order that justice requires.</p>	<p>c) rendre toute autre ordonnance que la justice exige.</p>
	<p>27. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 241 thereof, the following sections:</p>	<p>27. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 241, de ce qui suit :</p>
<p>New sentence</p>	<p>241.1 Where a new sentence is substituted under subsection 238(3), 239(2) or 239.1(3) or section 240 or 240.1, the sentence imposed by the court martial ceases to have effect.</p>	<p>241.1 Toute substitution de sentence opérée en vertu des paragraphes 238(3), 239(2) ou 239.1(3) ou des articles 240 ou 240.1, annule la sentence infligée par la cour martiale.</p>
<p>Section 214 applies</p>	<p>241.2 Section 214 applies to a new punishment included in a sentence substituted under subsections 238(3), 239(2) and 239.1(3) and sections 240 and 240.1.</p>	<p>241.2 L'article 214 s'applique à la nouvelle peine — comprise dans une sentence — substituée en vertu des paragraphes 238(3), 239(2) et 239.1(3) ainsi que des articles 240 et 240.1.</p>
<p>New trial</p>	<p>241.3 Where the Court Martial Appeal Court directs a new trial on a charge under section 238, 239.1, 239.2 or 240.2, the accused person shall be tried again as if no trial on that charge had been held.</p>	<p>241.3 Lorsque la Cour d'appel de la cour martiale ordonne un nouveau procès à l'égard d'une accusation en vertu de l'article 238, 239.1, 239.2 ou 240.2, l'accusé est jugé de nouveau comme si aucun procès n'avait été tenu sur celle-ci.</p>
	<p>28. Section 242 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>28. L'article 242 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>
<p>Powers to mitigate, commute, remit and suspend new punishment</p>	<p>242. Where a punishment included in a sentence has been dealt with pursuant to subsection 238(3), 239(2) or 239.1(3) or sections 240 or 240.1, the new punishment is subject to mitigation, commutation, remission or suspension in the same manner and to the same extent as if it had been imposed by the court martial that tried the appellant.</p>	<p>242. En cas de substitution d'une peine — comprise dans une sentence — opérée sous le régime du paragraphe 238(3), 239(2) ou 239.1(3) ou des articles 240 et 240.1, la nouvelle peine est susceptible de mitigation, commutation, remise ou suspension exactement au même titre que si elle avait été infligée par la juridiction de premier ressort.</p>
	<p>29. Section 243 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>29. L'article 243 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p>
<p>Appeal deemed abandoned</p>	<p>243. Where a review of a disposition in respect of which an appeal is taken under paragraph 230(e) by any person is commenced under the review provisions of the <i>Criminal Code</i> by that person, the appeal shall be deemed to have been abandoned.</p>	<p>243. Lorsque la révision d'une décision visée par un appel interjeté en vertu de l'alinéa 230e) commence sous le régime du <i>Code criminel</i> à la demande de l'appelant, l'appel est réputé abandonné.</p>
<p>R.S., c. 31 (1st Supp.), s. 57</p>	<p>30. Section 248.1 of the said Act is renumbered as subsection 248.1(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:</p>	<p>30. L'article 248.1 de la même loi devient le paragraphe 248.1(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :</p>

Appeal from disposition	<p>(2) Every person in respect of whom a disposition is made by a court martial under paragraph 201(1)(b) or 202.16(1)(c) has a right to apply to that court martial for release from detention pending appeal as if the disposition were a sentence to a period of detention.</p>	<p>(2) La personne visée par une décision d'une cour martiale rendue en vertu des alinéas 201(1)b ou 202.16(1)c a le droit de demander à la cour martiale une ordonnance de libération jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel comme si la décision était une condamnation à une période de détention.</p>	Appel
R.S., c. 31 (1 st Supp.), s. 57	<p>31. Section 248.2 of the said Act is renumbered as subsection 248.2(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:</p>	<p>31. L'article 248.2 de la même loi devient le paragraphe 248.2(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :</p>	L.R., ch. 31 (1 ^{er} suppl.), art. 57
Appeal from disposition	<p>(2) Every person in respect of whom a disposition is made by a court martial under paragraph 201(1)(b) or 202.16(1)(c) has a right to apply to the Court Martial Appeal Court for release from detention pending appeal as if the disposition were a sentence to a period of detention.</p>	<p>(2) La personne visée par une décision d'une cour martiale rendue en vertu des alinéas 201(1)b ou 202.16(1)c a le droit de demander à la Cour d'appel de la cour martiale une ordonnance de libération jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel comme si la décision était une condamnation à une période de détention.</p>	Appel
R.S., c. Y-1	<p>32. Subsection 256(2) of the said Act is repealed.</p>	<p>32. Le paragraphe 256(2) de la même loi est abrogé.</p>	L.R., ch. Y-1
R.S., c. 24 (2 nd Supp.), s. 7(1)	<p>33. (1) Subsections 9(7) to (9) of the Young Offenders Act are repealed and the following substituted therefor:</p>	<p>33. (1) Les paragraphes 9(7) à (9) de la Loi sur les jeunes contrevenants sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p>	L.R., ch. 24 (2 nd suppl.), par. 7(1)
Service of notice	<p>(7) Subject to subsections (9) and (10), a notice under this section given in writing may be served personally or may be sent by mail.</p>	<p>(7) Sous réserve des paragraphes 9 et 10, tout avis donné par écrit dans le cadre du présent article peut être signifié à personne ou envoyé par la poste.</p>	Signification de l'avis
Proceedings not invalid	<p>(8) Subject to subsections (9) and (10), failure to give notice in accordance with this section does not affect the validity of proceedings under this Act.</p>	<p>(8) Sous réserve des paragraphes (9) et (10), le défaut de donner l'avis conformément au présent article ne vici pas les procédures engagées sous le régime de la présente loi.</p>	Validité de la procédure
Exception	<p>(9) Failure to give notice under subsection (2) in accordance with this section in any case renders invalid any subsequent proceedings under this Act relating to the case unless (a) a parent of the young person against whom proceedings are held attends court with the young person; or (b) a youth court judge or a justice before whom proceedings are held against the young person (i) adjourns the proceedings and orders that the notice be given in such manner</p>	<p>(9) Le défaut, dans toute cause, de donner l'avis mentionné au paragraphe (2) conformément au présent article vici les procédures relatives à cette cause engagées sous le régime de la présente loi, sauf dans les cas suivants : a) le père ou la mère de l'adolescent poursuivi se présente au tribunal avec celui-ci; b) le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix saisi de l'affaire : (i) soit ajourne l'affaire et ordonne qu'avis soit donné selon les modalités</p>	Exception

<p>and to such persons as the judge or justice directs, or (ii) dispenses with the notice where the judge or justice is of the opinion that, having regard to the circumstances, the notice may be dispensed with.</p> <p>(2) All that portion of subsection 9(10) of the said Act preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:</p> <p>Where a notice not served</p> <p>(10) Where there has been a failure to give a notice under subsection (1) in accordance with this section and none of the persons to whom such notice may be given attends court with a young person, a youth court judge or a justice before whom proceedings are held against the young person may</p> <p>34. (1) Subsections 13(1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:</p> <p>Medical or psychological assessment</p> <p>13. (1) A youth court may, at any stage of proceedings against a young person,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) with the consent of the young person and the prosecutor, or (b) on its own motion or on application of the young person or the prosecutor, where the court has reasonable grounds to believe that the young person may be suffering from a physical or mental illness or disorder, a psychological disorder, an emotional disturbance, a learning disability or mental retardation and the court believes a medical, psychological or psychiatric report in respect of the young person is necessary for a purpose mentioned in paragraph (2)(a) or (b), <p>by order require that the young person be assessed by a qualified person and require the person who conducts the assessment to report the results thereof in writing to the court.</p> <p>Purpose of assessment</p> <p>(2) A youth court may make an order under subsection (1) in respect of a young person for the purpose of</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) considering an application under section 16; or 	<p>indiquées et aux personnes désignées par le tribunal pour adolescents,</p> <p>(ii) passe outre à l'avis s'il l'estime non indispensable eu égard aux circonstances.</p> <p>(2) Le passage du paragraphe 9(10) de la même loi qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>10</p> <p>(10) Au cas où, l'avis mentionné au paragraphe (1) n'ayant pas été donné conformément au présent article, aucune des personnes auxquelles il aurait pu être donné ne s'est présentée au tribunal avec l'adolescent, le juge du tribunal pour adolescents ou le juge de paix saisi de l'affaire peut :</p> <p>15</p> <p>34. (1) Les paragraphes 13(1) à (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :</p> <p>20</p> <p>13. (1) Le tribunal pour adolescents, à toute phase des poursuites intentées contre un adolescent, peut exiger, par ordonnance, que l'adolescent soit évalué par une personne compétente chargée de faire un rapport écrit au tribunal :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soit avec le consentement de l'adolescent et du poursuivant; b) soit d'office ou à la demande de l'adolescent ou du poursuivant, lorsque le tribunal a des motifs raisonnables de croire que l'adolescent pourrait souffrir d'une maladie ou de troubles d'ordre physique ou mental, d'un dérèglement d'ordre psychologique, de troubles émotionnels, de troubles d'apprentissage ou de déficience mentale, et qu'un rapport médical, psychologique ou psychiatrique concernant l'adolescent est nécessaire à l'une des fins visées aux alinéas (2)a) ou b). <p>25</p> <p>(2) Le tribunal pour adolescents peut rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1) à l'égard d'un adolescent afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soit statuer sur une demande présentée en vertu de l'article 16;
---	---

	(b) making or reviewing a disposition under this Act, other than a disposition made under section 672.54 or 672.58 of the <i>Criminal Code</i> .	b) soit prendre ou réviser une décision dans le cadre de la présente loi, à l'exception d'une décision prise en vertu de l'article 672.54 ou 672.58 du <i>Code criminel</i> .	
Custody for assessment	(3) Subject to subsection (3.1), for the purpose of an assessment under this section, a youth court may remand a young person to such custody as it directs for a period not exceeding thirty days.	5 (3) Sous réserve des paragraphes (3.1) et (3.3), pour les besoins de l'évaluation visée au présent article, le tribunal pour adolescents peut renvoyer l'adolescent sous garde pour une période maximale de trente jours.	5 Garde aux fins de l'évaluation
Presumption against custodial remand	(3.1) A young person shall not be remanded in custody pursuant to an order made by a youth court under subsection (1) unless (a) the youth court is satisfied that on the evidence custody is necessary to conduct an assessment of the young person, or that 15 on the evidence of a qualified person detention of the young person in custody is desirable to conduct the assessment of the young person and the young person consents to custody; or (b) the young person is required to be detained in custody in respect of any other matter or by virtue of any provision of the <i>Criminal Code</i> .	10 (3.1) Un adolescent ne peut être envoyé sous garde en conformité avec une ordonnance visée au paragraphe (1) que dans les cas suivants : a) le tribunal pour adolescents est convaincu : (i) soit que, compte tenu des éléments de preuve présentés, la détention de l'adolescent est nécessaire pour les fins de l'évaluation, (ii) soit que l'adolescent y consent et que, à la lumière du témoignage d'une personne compétente, la détention est souhaitable pour les fins de l'évaluation; b) l'adolescent doit être détenu à l'égard d'une autre affaire ou en application d'une 20 disposition du <i>Code criminel</i> . (3.2) Pour l'application de l'alinéa (3.1)a), le témoignage de la personne compétente peut, si le poursuivant et l'adolescent y consentent, être présenté sous la forme d'un rapport écrit.	10 Priorité à la mise en liberté 15 20 25 Rapport écrit
Report of qualified person in writing	(3.2) For the purposes of paragraph 25 (3.1)(a), when the prosecutor and the young person agree, evidence of a qualified person may be received in the form of a report in writing.	25 (3.2) Lorsque la nécessité lui en est démontrée, le tribunal pour adolescents peut, pendant que l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) est en cours de validité, 30 modifier les modalités de celle-ci de la façon qu'il le juge indiqué dans les circonstances.	Demande de modification
Application to vary assessment order where circumstances change	(3.3) A youth court may, at any time 30 while an order in respect of a young person made by the court under subsection (1) is in force, on cause being shown, vary the terms and conditions specified in that order in such manner as the court considers appropriate in 35 the circumstances.	30 (3.3) Les paragraphes 13(6) à (8) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : (2) Les paragraphes 13(6) à (8) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit : (2) Le tribunal pour adolescents est tenu de refuser de communiquer le rapport concernant un adolescent, établi en vertu du paragraphe (1) ou une partie de ce rapport au poursuivant à titre privé, s'il estime que cette communication n'est pas nécessaire aux 40 45 Non-communication dans certains cas	40
Report to be withheld where disclosure unnecessary or prejudicial	(6) A youth court shall withhold all or 40 part of a report made in respect of a young person pursuant to subsection (1) from a private prosecutor, where disclosure of the report or part, in the opinion of the court, is not necessary for the prosecution of the case 45 and might be prejudicial to the young person.	40 (6) Le tribunal pour adolescents est tenu de refuser de communiquer le rapport concernant un adolescent, établi en vertu du paragraphe (1) ou une partie de ce rapport au poursuivant à titre privé, s'il estime que cette communication n'est pas nécessaire aux 45 Non-communication dans certains cas	

Report to be withheld where disclosure dangerous to any person

(7) A youth court shall withhold all or part of a report made in respect of a young person pursuant to subsection (1) from the young person, the young person's parents or a private prosecutor where the court is satisfied, on the basis of the report or evidence given in the absence of the young person, parents or private prosecutor by the person who made the report, that disclosure of all or part of the report would seriously impair the treatment or recovery of the young person, or would be likely to endanger the life or safety of, or result in serious psychological harm to, another person.

Idem

(8) Notwithstanding subsection (7), the youth court may release all or part of the report referred to in that subsection to the young person, the young person's parents or the private prosecutor where the interests of justice make disclosure essential in the court's opinion.

35. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 13 thereof, the following sections:

Statements not admissible against young person

13.1 (1) Subject to subsection (2), where a young person is assessed pursuant to an order made under subsection 13(1), no statement or reference to a statement made by the young person during the course and for the purposes of the assessment to the person who conducts the assessment or to anyone acting under that person's direction is admissible in evidence, without the consent of the young person, in any proceeding before a court, tribunal, body or person with jurisdiction to compel the production of evidence.

Exceptions

(2) A statement referred to in subsection (1) is admissible in evidence for the purposes of
 (a) considering an application under section 16 in respect of the young person;

fins des poursuites intentées contre l'adolescent et pourrait nuire à celui-ci.

(7) Le tribunal pour adolescents est tenu de refuser de communiquer le rapport concernant un adolescent, établi en vertu du paragraphe (1), ou une partie de ce rapport à l'adolescent, à ses père ou mère ou au poursuivant à titre privé, lorsque après l'avoir examiné il est convaincu à la lumière du rapport ou du témoignage donné en l'absence de l'adolescent de ses père ou mère ou du poursuivant à titre privé, par l'auteur de celui-ci que cette communication nuirait sérieusement au traitement ou à la guérison de l'adolescent ou risquerait de mettre en danger la vie ou la sécurité d'un tiers ou de lui causer des dommages psychologiques graves.

(8) Par dérogation au paragraphe (7), le tribunal pour adolescents peut communiquer la totalité ou une partie des renseignements visés à ce paragraphe à l'adolescent, à ses père ou mère ou au poursuivant à titre privé lorsque, à son avis, l'intérêt de la justice l'exige.

35. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 13, de ce qui suit :

13.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsque l'évaluation d'un adolescent est ordonnée en vertu du paragraphe 13(1), ni les déclarations faites par l'adolescent à la personne désignée dans l'ordonnance ou responsable de l'examen — ou à un préposé de cette personne — pendant et dans le cadre de cet examen ni les mentions de ces déclarations ne sont admissibles en preuve; aucune mention d'une telle déclaration n'est admissible en preuve sans le consentement de l'adolescent dans toute procédure devant un tribunal, une cour, un organisme ou une personne qui a compétence pour exiger des éléments de preuve.

Inadmissibilité des déclarations

(2) Une déclaration visée au paragraphe (1) est admissible pour :
 a) trancher une demande présentée en vertu de l'article 16;
 b) déterminer l'aptitude de l'adolescent à subir son procès;

Exceptions

(b) determining whether the young person is unfit to stand trial;
 (c) determining whether the balance of the mind of the young person was disturbed at the time of commission of the alleged offence, where the young person is a female person charged with an offence arising out of the death of her newly-born child;
 (d) making or reviewing a disposition in respect of the young person;
 (e) determining whether the young person was, at the time of the commission of an alleged offence, suffering from automatism or a mental disorder so as to be exempt from criminal responsibility by virtue of subsection 16(1) of the *Criminal Code*, if the accused puts his or her mental capacity for criminal intent into issue, or if the prosecutor raises the issue after verdict;
 (f) challenging the credibility of a young person in any proceeding where the testimony of the young person is inconsistent in a material particular with a statement referred to in subsection (1) that the young person made previously; or
 (g) establishing the perjury of a young person who is charged with perjury in respect of a statement made in any proceeding.

Application of Part XX.I of the Criminal Code (mental disorder)

13.2 (1) Except to the extent that they are inconsistent with or excluded by this Act, section 16 and Part XX.I of the *Criminal Code*, except sections 672.65 and 672.66, apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of proceedings under this Act in relation to offences alleged to have been committed by young persons.

(2) For the purposes of subsection (1), wherever in Part XX.I of the *Criminal Code* a reference is made to

(a) a copy to be sent or otherwise given to an accused or a party to the proceedings, the reference shall be read as including a reference to a copy to be sent or otherwise given to

c) déterminer si l'adolescente inculpée d'une infraction liée à la mort de son enfant nouveau-né était mentalement déséquilibrée au moment de la perpétration de l'infraction;
 d) rendre ou réviser une décision en vertu de la présente loi;
 e) déterminer si l'adolescent était atteint de troubles mentaux de nature à ne pas engager sa responsabilité criminelle sous le régime du paragraphe 16(1) du *Code criminel* — ou s'il souffrait d'automatisme — au moment de la perpétration de l'infraction dont il est accusé, à la condition que l'adolescent ait lui-même mis en doute sa capacité mentale à former l'intention criminelle nécessaire ou que le poursuivant soulève la question après le verdict;
 f) mettre en doute la crédibilité de l'adolescent lorsque le témoignage qu'il rend dans des procédures est incompatible sur un point important avec une déclaration qu'il a faite antérieurement par celui-ci;
 g) prouver le parjure d'un adolescent accusé de parjure à l'égard d'une déclaration qu'il a faite lors de quelque procédure que ce soit.

Application de la partie XX.I du Code criminel (troubles mentaux)

13.2 (1) Sauf dans la mesure où ils sont incompatibles avec la présente loi ou dans la mesure où celle-ci les exclut, l'article 16 et la partie XX.I, sauf les articles 672.65 et 672.66, du *Code criminel* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux infractions reprochées aux adolescents.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les renvois dans la partie XX.I du *Code criminel* :

a) aux copies qui doivent être remises ou envoyées à l'accusé ou aux parties s'entendant également des copies qui doivent être envoyées ou remises aux personnes suivantes :

Application du *Code criminel*

Sections of *Criminal Code* applicable

Notice and copies to counsel and parents

	(i) counsel, if any, representing the young person,	(i) l'avocat qui, le cas échéant, représente l'adolescent,
	(ii) any parent of the young person who is in attendance at the proceedings against the young person, and	(ii) le père ou la mère qui suit la procédure menée contre l'adolescent,
	(iii) any parent of the young person who is, in the opinion of the youth court or Review Board, taking an active interest in the proceedings; and	(iii) tout autre parent de l'adolescent qui, de l'avis du tribunal pour adolescents ou de la commission d'examen, s'intéresse activement aux procédures;
	(b) notice to be given to an accused or a party to proceedings, the reference shall be read as including a reference to notice to be given to counsel, if any, representing the young person and the parents of the young person.	b) aux avis qui doivent être envoyés à un accusé ou aux parties s'entendent également des avis à l'avocat qui, le cas échéant, représente l'adolescent et au père ou à la mère de celui-ci.
Proceedings not invalid	(3) Subject to subsection (4), failure to give a notice referred to in paragraph (2)(b) to a parent of a young person does not affect the validity of proceedings under this Act.	(3) Sous réserve du paragraphe (4), le défaut d'envoyer un avis mentionné à l'alinéa (2)b) au père ou à la mère d'un adolescent ne porte pas atteinte à la validité des procédures intentées sous le régime de la présente loi. Validité des procédures
Exception	(4) Failure to give a notice referred to in paragraph (2)(b) to a parent of a young person in any case renders invalid any subsequent proceedings under this Act relating to the case unless (a) a parent of the young person attends at the court or Review Board with the young person; or (b) a youth court judge or Review Board before whom proceedings are held against the young person	(4) Le défaut d'envoyer un avis mentionné à l'alinéa (2)b) au père ou à la mère d'un adolescent annule les procédures subséquentes intentées à l'égard de l'adolescent sous le régime de la présente loi, sauf dans les cas suivants : a) le père ou la mère de l'adolescent est présent au tribunal ou à la commission d'examen avec l'adolescent; b) un juge du tribunal pour adolescents ou la commission d'examen saisi des procédures intentées contre l'adolescent : (i) soit ajourne les procédures et ordonne que l'avis soit donné aux personnes et de la manière qu'il précise, (ii) soit accorde l'autorisation de ne pas donner l'avis si, compte tenu des circonstances, il est d'avis que tel devrait être le cas.
No hospital order assessments	(5) A youth court may not make an order under subsection 672.11 of the <i>Criminal Code</i> in respect of a young person for the purpose of assisting in the determination of an issue mentioned in paragraph 672.11(e) of that Act.	(5) Un tribunal pour adolescents ne peut rendre une ordonnance en vertu de l'article 672.11 du <i>Code criminel</i> à l'égard d'un adolescent dans le cas mentionné à l'alinéa e) de cet article. Renvoi

Considerations of court or Review Board making a disposition

(6) Before making or reviewing a disposition in respect of a young person under Part XX.1 of the *Criminal Code*, a youth court or Review Board shall consider the age and special needs of the young person and any representations or submissions made by the young person's parents.

Observations /
père ou de la
mère

5

Cap applicable to young persons

(7) Subject to subsection (9), for the purpose of applying subsection 672.64(3) of the *Criminal Code* to proceedings under this Act in relation to an offence alleged to have been committed by a young person, the applicable cap shall be the maximum period during which the young person would be subject to a disposition by the youth court if found guilty of the offence.

(7) Sous réserve du paragraphe (9), pour l'application du paragraphe 672.64(3) du *Code criminel* à l'égard d'une infraction reprochée à un adolescent, la durée maximale visée à cet alinéa s'entend de la période maximale d'emprisonnement pour cette infraction qui pourrait être infligée à l'adolescent s'il était déclaré coupable.

Durée maximale des décisions

Application to increase cap of unfit young person subject to transfer

(8) Where an application is made under section 16 to proceed against a young person in ordinary court and the young person is found unfit to stand trial, the Attorney General or the agent of the Attorney General may, before the youth court makes or refuses to make an order under that section, apply to the court to increase the cap that shall apply to the young person.

(8) Lorsqu'une demande concernant un adolescent est présentée en vertu de l'article 16 et qu'un verdict d'inaptitude à subir son procès est rendu à l'égard de l'adolescent, le procureur général ou son représentant peut, avant que le tribunal pour adolescents n'ait rendu — ou refusé de rendre — une ordonnance sous le régime de cet article, demander au tribunal d'augmenter la durée maximale de détention applicable à l'adolescent.

Exception : cas de renvoi

Consideration of youth court for increase in cap

(9) The youth court, after giving the Attorney General and the counsel and parents of the young person in respect of whom an application is made under subsection (8) an opportunity to be heard, shall take into consideration

(9) Le tribunal pour adolescents, après avoir accordé au procureur général, à l'avocat et aux parents de l'adolescent visé par la demande présentée en vertu du paragraphe (8) la possibilité d'être entendu, prend en compte les éléments suivants :

Pouvoir du tribunal pour adolescents

- (a) the seriousness of the alleged offence and the circumstances in which it was allegedly committed,
- (b) the age, maturity, character and background of the young person and any previous findings of guilt against the young person under any Act of Parliament,
- (c) the likelihood that the young person will cause significant harm to any person if released on expiration of the cap that applies to the young person pursuant to subsection (7), and
- (d) the respective caps that would apply to the young person under this Act and under the *Criminal Code*,

- a) la gravité de l'infraction reprochée et les circonstances entourant sa perpétration,
- b) l'âge, la maturité, le caractère et les antécédents de l'adolescent ainsi que tout autre déclaration de culpabilité qui ont pu être rendue contre lui sous le régime d'une loi fédérale,
- c) la possibilité que l'adolescent cause des blessures sérieuses à une autre personne s'il est mis en liberté à l'expiration de la durée maximale qui s'applique dans son cas,
- d) les durées maximales qui s'appliqueraient à l'adolescent sous le régime de la présente loi et du *Code criminel*,

and the youth court shall, where satisfied that the application under section 16 would likely succeed if the young person were fit to stand trial, apply to the young person the cap that would apply to an adult for the same offence.

s'il est convaincu que la demande présentée en vertu de l'article 16 aurait vraisemblablement été accueillie si l'accusé avait été déclaré apte à subir son procès, le tribunal pour adolescents doit augmenter la durée maximale de détention qui s'applique à l'adolescent jusqu'à la période maximale équivalente qui s'appliquerait à un adulte pour la même infraction.

Prima facie
case to be made
every year

(10) For the purpose of applying subsection 672.33(1) of the *Criminal Code* to proceedings under this Act in relation to an offence alleged to have been committed by a 10 young person, wherever in that subsection a reference is made to two years, there shall be substituted a reference to one year.

(10) Pour l'application du paragraphe 10 de la section 672.33(1) du *Code criminel* aux procédures intentées sous le régime de la présente loi à l'égard d'une infraction reprochée à un adolescent, les renvois à deux ans dans ce paragraphe sont remplacés par des renvois à un an.

Designation of hospitals for young persons

(11) A reference in Part XX.1 of the *Criminal Code* to a hospital in a province shall be construed as a reference to a hospital designated by the Minister of Health of the province for the custody, treatment or assessment of young persons.

(11) Un renvoi dans la partie XX.1 du Code criminel à un hôpital dans une province s'entend d'un renvoi à un hôpital désigné par le ministre de la Santé de la province en vue de la garde, du traitement et de l'évaluation des adolescents.

R.S., c. 24 (2nd
Supp.), s. 35

**36. Paragraph 45(1)(a) of the said Act is 20
repealed and the following substituted
therefor:**

0 36. L'alinéa 45(1)a) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (2^e
suppl.), art. 35

(a) where the young person to whom the record relates is charged with the offence to which the record relates and is acquitted otherwise than by reason of a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder, on the expiration of two months after the expiration of the time allowed for the taking of an appeal or, 30 where an appeal is taken, on the expiration of three months after all proceedings in respect of the appeal have been completed;

a) l'acquittement de l'adolescent accusé de 25
l'infraction et visé par le dossier, pour une
raison autre qu'un verdict de non-respon-
sabilité criminelle pour cause de troubles
mentaux, à l'expiration de deux mois sui-
vant l'expiration du délai d'appel ou à 30
l'expiration de trois mois suivant l'issue de
toutes les procédures d'appel;

Transitional

37. If, during the third session of the thirty-fourth Parliament, Bill C-12 entitled *An Act to amend the Young Offenders Act and the Criminal Code* is assented to, then

37. Si, au cours de la troisième session de
la trente-quatrième législature, le projet de
loi C-12 intitulé *Loi modifiant la Loi sur les jeunes contrevenants et le Code criminel* est
sanctionné :

Dispositions transitoires

(a) on the later of the coming into force of section 7 of that Act and subsection 34(1) of this Act, subsections 13(1) and (2) of 40 the *Young Offenders Act* are repealed and the following substituted therefor:

a) lors de l'entrée en vigueur de l'article 7 de cette loi ou du paragraphe 34(1) de la présente loi — la date la plus éloignée étant retenue —, les paragraphes 13(1) et (2) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Medical or psychological assessment

13. (1) A youth court may, at any stage of proceedings against a young person,

13. (1) Le tribunal pour adolescents, à toute phase des poursuites intentées contre 45

Évaluation médicale

(a) with the consent of the young person and the prosecutor, or
 (b) on its own motion or on application of the young person or the prosecutor, where the court has reasonable grounds to believe that the young person may be suffering from a physical or mental illness or disorder, a psychological disorder, an emotional disturbance, a learning disability or mental retardation and the court believes a medical, psychological or psychiatric report in respect of the young person is necessary for a purpose mentioned in paragraphs (2)(a) to (e),
 by order require that the young person be assessed by a qualified person and require the person who conducts the examination to report the results thereof in writing to the court.

Purpose of assessment

(2) A youth court may make an order under subsection (1) in respect of a young person for the purpose of
 (a) considering an application under section 16;
 (b) making or reviewing a disposition under this Act, other than a disposition made under section 672.54 or 672.58 of the *Criminal Code*;
 (c) considering an application under subsection 26.1(1);
 (d) setting conditions under subsection 26.2(1); or
 (e) making an order under subsection 26.6(2).
 (b) on the later of the coming into force of section 7 of that Act and section 35 of this Act, subsection 13.1(2) of the *Young Offenders Act* is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (e) thereof and by adding thereto the following paragraphs:
 (g) deciding an application for an order under subsection 26.1(1);
 (h) setting the conditions under subsection 26.2(1); or
 (i) conducting a review under subsection 26.6(1).

un adolescent peut exiger, par ordonnance, que l'adolescent soit évalué par une personne compétente chargée de faire un rapport écrit au tribunal :
 5 a) soit avec le consentement de l'adolescent et du poursuivant;
 b) soit d'office ou à la demande de l'adolescent ou du poursuivant, lorsque le tribunal a des motifs raisonnables de croire que l'adolescent pourrait souffrir d'une maladie ou de troubles d'ordre physique ou mental, d'un dérèglement d'ordre psychologique, de troubles émotionnels, de troubles d'apprentissage ou de déficience mentale, et qu'un rapport médical, 15 psychologique ou psychiatrique concernant l'adolescent pourrait lui être utile à l'une des fins visées aux alinéas (2)a) ou e).

(2) Le tribunal pour adolescents peut rendre l'ordonnance visée au paragraphe (1) à l'égard d'un adolescent afin de, selon le cas :

- a) statuer sur une demande présentée en vertu de l'article 16;
- b) prendre ou réviser une décision dans le cadre de la présente loi, à l'exception d'une décision prise en vertu de l'article 672.54 ou 672.58 du *Code criminel*;
- c) statuer sur une demande faite en vertu du paragraphe 26.1(1);
- d) prévoir les conditions visées au paragraphe 26.2(1);
- e) rendre l'ordonnance visée au paragraphe 26.6(2).
- b) lors de l'entrée en vigueur de l'article 35 de cette loi ou de l'article 35 de la présente loi — la date la plus éloignée étant retenue —, le paragraphe 13.1(2) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* est modifié par adjonction de ce qui suit :
 g) lorsqu'il s'agit de statuer sur une demande présentée en vertu du paragraphe 26.1(1);
 h) lorsqu'il s'agit de fixer, en vertu du paragraphe 26.2(1);
 i) lorsqu'il s'agit de procéder à une révision, en vertu du paragraphe 26.6(1), les conditions de la mise en liberté de l'adoles-

Buts de l'évaluation

cent accusé de meurtre au premier ou au deuxième degré.

COMING INTO FORCE

Coming into force

38. This Act or any provision thereof, or any provision of any other Act as enacted or amended by this Act, shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

38. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou toute disposition d'une autre loi, dans sa version prévue à la présente loi, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

5

**SCHEDULE
(Section 9)**

AMENDMENTS TO CRIMINAL CODE

1. The definition “feeble-minded person” in section 2 is repealed.

2. Subparagraph 215(1)(c)(i) is repealed and the following substituted therefor:

(i) is unable, by reason of detention, age, illness, mental disorder or other cause, to withdraw himself from that charge, and

3. (1) Paragraph 537(1)(b) is repealed.

(2) Subsections 537(2) to (4) are 10 repealed.

4. Paragraph 650(2)(c) is repealed and the following substituted therefor:

(c) cause the accused to be removed and to be kept out of court during the trial of an 15 issue as to whether the accused is unfit to stand trial, where it is satisfied that failure to do so might have an adverse effect on the mental condition of the accused.

5. Subsection 675(3) is repealed and the 20 following substituted therefor:

(3) Where a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial is rendered in respect of a person, that person may appeal to the court 25 of appeal against that verdict on any ground of appeal mentioned in subparagraph (1)(a)(i), (ii) or (iii) and subject to the conditions described therein.

6. Subsection 676(3) is repealed and the 30 following substituted therefor:

(3) The Attorney General or counsel instructed by the Attorney General for the purpose may appeal to the court of appeal against a verdict that an accused is unfit to 35 stand trial, on any ground of appeal that involves a question of law alone.

7. Section 681 is repealed.

8. (1) All that portion of subsection 686(1) preceding paragraph (a) thereof is 40

Appeals against verdicts based on mental disorder

Appeal against verdict of unfit to stand trial

**ANNEXE
(article 9)**

MODIFICATIONS AU CODE CRIMINEL

1. La définition de « personne d'esprit faible », à l'article 2, est abrogée.

2. Le sous-alinéa 215(1)c(i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5 (i) par suite de détention, d'âge, de maladie, de troubles mentaux, ou pour une autre cause, de se soustraire à cette charge,

3. (1) L'alinéa 537(1)b est abrogé.

(2) Les paragraphes 537(2) à (4) sont 10 abrogés.

4. L'alinéa 650(2)c est abrogé et remplace par ce qui suit :

c) faire éloigner et garder l'accusé hors du tribunal pendant l'examen de la question de savoir si l'accusé est inapte à subir son procès, lorsqu'il est convaincu que l'omission de ce faire pourrait avoir un effet préjudiciable sur l'état mental de l'accusé.

5. Le paragraphe 675(3) est abrogé et 20 remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsqu'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux est rendu à l'égard d'une personne, celle-ci peut interjeter appel de ce verdict devant la cour d'appel pour tout motif d'appel mentionné aux sous-alinéas (1)a(i), (ii) ou (iii) et sous réserve des conditions qui y sont prescrites.

Appeals des verdicts de troubles mentaux

Appel d'un verdict d'inaptitude à subir son procès

6. Le paragraphe 676(3) est abrogé et 30 remplacé par ce qui suit :

(3) Le procureur général ou le procureur constitué par lui à cette fin peut interjeter appel devant la cour d'appel d'un verdict portant qu'un accusé est inapte à subir son procès pour tout motif d'appel qui comporte une question de droit seulement.

7. L'article 681 est abrogé.

8. (1) Le passage du paragraphe 686(1) qui précède l'alinéa a) est abrogé et rem- 40 placé par ce qui suit :

repealed and the following substituted therefor:

Powers

686. (1) On the hearing of an appeal against a conviction or against a verdict that the appellant is unfit to stand trial or not criminally responsible on account of mental disorder, the court of appeal

(2) Subsection 686(1) is further amended by adding the word "or" at the end of paragraph (e) thereof and by repealing paragraphs (d) and (e) thereof and substituting the following therefor:

(d) may set aside a conviction and find the appellant unfit to stand trial or not criminally responsible on account of mental disorder and may exercise any of the powers of the trial court conferred by or referred to in section 672.45 in any manner deemed appropriate to the court of appeal in the circumstances.

(3) Subsections 686(6) and (7) are repealed and the following substituted therefor:

(6) Where a court of appeal allows an appeal against a verdict that the accused is unfit to stand trial, it shall, subject to subsection (7), order a new trial.

Where appeal allowed against verdict of unfit to stand trial

Appeal court may set aside verdict of unfit to stand trial

(7) Where the verdict that the accused is unfit to stand trial was returned after the close of the case for the prosecution, the court of appeal may, notwithstanding that the verdict is proper, if it is of the opinion that the accused should have been acquitted at the close of the case for the prosecution, allow the appeal, set aside the verdict and direct a judgment or verdict of acquittal to be entered.

9. Paragraph 691(2)(a) is repealed and the following substituted therefor:

(a) who is acquitted of an indictable offence other than by reason of a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder and whose acquittal is set aside by the court of appeal, or

10. (1) All that portion of subsection 692(1) preceding paragraph (b) thereof is

686. (1) Lors de l'audition d'un appel d'une déclaration de culpabilité ou d'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux, la cour d'appel :

(2) Les alinéas 686(1)d) et e) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

d) peut écarter une déclaration de culpabilité et déclarer l'appelant inapte à subir son procès ou non responsable criminelle pour cause de troubles mentaux et peut exercer les pouvoirs d'un tribunal de première instance que l'article 672.45 accorde à celui-ci ou auxquels il fait renvoi, de la façon qu'elle juge indiquée dans les circonstances.

(3) Les paragraphes 686(6) et (7) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(6) Lorsqu'une cour d'appel admet un appel d'un verdict d'inaptitude à subir son procès, elle ordonne un nouveau procès, sous réserve du paragraphe (7).

(7) Lorsque le verdict portant que l'accusé est inapte à subir son procès a été prononcé après que la poursuite a terminé son exposé, la cour d'appel peut, bien que le verdict soit indiqué, si elle est d'avis que l'accusé aurait dû être acquitté au terme de l'exposé de la poursuite, admettre l'appel, annuler le verdict et ordonner de consigner un jugement ou un verdict d'acquittement.

9. L'alinéa 691(2)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) est acquittée de l'accusation d'un acte criminel — sauf dans le cas d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux — et dont l'acquittement est annulé par la cour d'appel,

10. (1) Le passage du paragraphe 692(1) qui précède l'alinéa b) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pouvoir

5

Admission de l'appel d'un verdict d'inaptitude à subir son procès

Annulation du verdict et acquittement

repealed and the following substituted therefor:

Appeal against affirmation of verdict of not criminally responsible on account of mental disorder

692. (1) A person who has been found not criminally responsible on account of mental disorder and

(a) whose verdict is affirmed on that ground by the court of appeal, or

(2) Subsection 692(2) is repealed and the following substituted therefor:

Appeal against affirmation of verdict of unfit to stand trial

(2) A person who is found unfit to stand trial and against whom that verdict is affirmed by the court of appeal may appeal to the Supreme Court of Canada.

11. Subsections 803(5) to (8) are repealed.

12. (1) Paragraph 813(a) is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (i) thereof, by striking out the word "and" at the end of subparagraph (ii) thereof and substituting the word "or" there-
for and by adding thereto the following subparagraph:

(iii) against a verdict of unfit to stand trial or not criminally responsible on account of mental disorder; and

(2) Paragraph 813(b) is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph (i) thereof, by adding the word "or" at the end of subparagraph (ii) thereof and by adding thereto the following subparagraph:

(iii) against a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or unfit to stand trial,

13. Subsection 822(1) is repealed and the following substituted therefor:

822. (1) Where an appeal is taken under section 813 in respect of any conviction, acquittal, sentence, verdict or order, sections 683 to 689, with the exception of subsections 683(3) and (5), apply, with such modifica-
tions as the circumstances require.

14. Section 823 is repealed.

Certain sections applicable to appeals

692. (1) Une personne qui a été déclarée non responsable criminellement pour cause de troubles mentaux, et selon le cas :

a) dont le verdict est confirmé par la cour d'appel pour ce motif,

(2) Le paragraphe 692(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Une personne qui est trouvée inapte à subir son procès et à l'égard de laquelle ce verdict est confirmé par la cour d'appel peut interjeter appel devant la Cour suprême du Canada.

11. Les paragraphes 803(5) à (8) sont abrogés.

12. (1) L'alinéa 813a) est modifié par adjonction de ce qui suit :

(iii) d'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux;

(2) L'alinéa 813b) est modifié par adjonction de ce qui suit :

(iii) d'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux,

13. Le paragraphe 822(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

822. (1) En cas d'appel interjeté conformément à l'article 813 à la suite d'une condamnation, d'un acquittement, d'une sentence, d'une ordonnance ou d'un verdict, les articles 683 à 689, à l'exception des paragraphes 683(3) et 686(5), s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Appel d'une confirmation d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux

Appel d'une confirmation d'un verdict d'inaptitude à subir son procès

Articles applicables aux appels

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 182**15. All that portion of subsection 830(1) preceding paragraph (a) thereof is repealed and the following substituted therefor:**

Appeals

830. (1) A party to proceedings to which this Part applies or the Attorney General may appeal against a conviction, judgment, verdict of acquittal or verdict of not criminally responsible on account of mental disorder or of unfit to stand trial or other final order or determination of a summary conviction court on the ground that

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 182**16. Section 833 is repealed and the following substituted therefor:**

No writ required

833. No writ of *certiorari* or other writ is required to remove any conviction, judgment, verdict or other final order or determination of a summary conviction court for the purpose of obtaining the judgment, determination or opinion of the appeal court.

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 182**17. Paragraph 834(1)(a) is repealed and the following substituted therefor:**

(a) affirm, reverse or modify the conviction, judgment, verdict or other final order or determination, or

R.S., c. 27 (1st
Supp.), s. 182**18. Section 836 is repealed and the following substituted therefor:**

Appeal under section 830

836. Every person who appeals under section 830 from any conviction, judgment, verdict or other final order or determination in respect of which that person is entitled to an appeal under section 813 shall be taken to have abandoned all the person's rights of appeal under section 813.

15. Le passage du paragraphe 830(1) qui précède l'alinéa a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

830. (1) Une partie à des procédures que vise la présente partie ou le procureur général peut appeler d'une condamnation, d'un jugement ou verdict d'acquittement ou d'un verdict d'inaptitude à subir son procès ou de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'une autre ordonnance ou décision définitive d'une cour des poursuites sommaires, pour l'un des motifs suivants :

16. L'article 833 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

833. Aucun bref de *certiorari* ou autre bref n'est nécessaire pour révoquer une condamnation, un jugement, un verdict ou une autre ordonnance ou décision définitive d'une cour des poursuites sommaires pour obtenir le jugement, la décision ou l'opinion de la cour d'appel.

17. L'alinéa 834(1)a) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) confirmer, infirmer ou modifier la condamnation, le jugement, le verdict, ou tout autre ordonnance ou décision définitive, ou

18. L'article 836 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

836. Toute personne qui interjette un appel en vertu de l'article 830 d'une condamnation, d'un jugement, d'un verdict ou de toute autre ordonnance ou décision définitive dont elle a le droit d'appeler en vertu de l'article 813 est réputée avoir renoncé à tous ses droits d'appel aux termes de l'article 813.

L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), art. 182Appels
5L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), art. 182Aucun bref
requisL.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), art. 182L.R., ch. 27 (1^{er}
suppl.), art. 182Appel en vertu
de l'article 813

30

30

35

TABLE OF PROVISIONS RELATIVE TO PART XX.I OF
THE CRIMINAL CODE

PART XX.I
MENTAL DISORDER

Interpretation

672.1 Definitions

Assessment Orders

672.11 Assessment order

672.12 Where court may order assessment

672.13 Contents of assessment order

672.14 General rule for period

672.15 Extensions

672.16 Presumption against custody

672.17 Assessment order takes precedence over bail hearing

672.18 Application to vary assessment order

672.19 No treatment order on assessment

Assessment Reports

672.2 Assessment report

Protected Statements

672.21 Definition of "protected statement"

Fitness to Stand Trial

672.22 Presumption of fitness

672.23 Court may direct issue to be tried

672.24 Counsel

672.25 Postponing trial of issue

672.26 Trial of issue by judge and jury

672.27 Trial of issue by court

672.28 Proceeding continues where accused is fit

672.29 Where continued detention in hospital

672.3 Acquittal

672.31 Verdict of unfit to stand trial

672.32 Subsequent proceedings

672.33 *Prima facie* case to be made every two years

*Verdict of Not Criminally Responsible on Account
of Mental Disorder*

672.34 Verdict of not criminally responsible on account of mental disorder

TABLE ANALYTIQUE RELATIVE À LA PARTIE XX.I
DU CODE CRIMINEL

PARTIE XX.I
TROUBLES MENTAUX

Définitions

672.1 Définitions

Ordonnance d'évaluation de l'état mental

672.11 Évaluation

672.12 Pouvoir du tribunal

672.13 Contenu de l'ordonnance

672.14 Durée : règle générale

672.15 Prolongation

672.16 Priorité à la mise en liberté

672.17 Primauté du renvoi sur le cautionnement

672.18 Demande de modification

672.19 Traitement

Rapports d'évaluation

672.2 Rapport

Déclarations protégées

672.21 Définition de « déclarations protégées »

Aptitude à subir son procès

672.22 Présomption

672.23 Troubles mentaux durant les procédures

672.24 Désignation d'un avocat

672.25 Remise

672.26 Détermination par un juge et un jury

672.27 Détermination par le tribunal

672.28 Verdict d'aptitude à subir son procès

672.29 Maintien en détention à l'hôpital

672.3 Acquittement

672.31 Verdict d'inaptitude

672.32 Procédures subséquentes

672.33 Preuve *prima facie* à tous les deux ans

*Verdict de non-responsabilité criminelle
pour cause de troubles mentaux*

672.34 Verdict de non-responsabilité criminelle

672.35 Effect of verdict of not criminally responsible on account of mental disorder	672.35 Conséquence du verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux
672.36 Verdict not a previous conviction	672.36 Nature du verdict
672.37 Definition of "application for federal employment"	672.37 Définition de « demande d'emploi relevant d'une autorité fédérale »
<i>Review Boards</i>	
672.38 Review Boards to be established	672.38 Constitution des commissions d'examen
672.39 Members of Review Board	672.39 Membres
672.4 Chairperson of a Review Board	672.4 Président
672.41 Quorum of Review Board	672.41 Quorum
672.42 Majority vote	672.42 Majorité
672.43 Powers of Review Boards	672.43 Pouvoirs du président de la commission
672.44 Rules of Review Board	672.44 Règles
<i>Disposition Hearings</i>	
672.45 Hearing to be held by a court	672.45 Décision judiciaire
672.46 Status quo pending Review Board hearing	672.46 Maintien intérimaire du statu quo
672.47 Review Board to make disposition where court does not	672.47 Décision de la commission d'examen
672.48 Review Board to determine fitness	672.48 Détermination de l'aptitude à subir son procès par la commission
672.49 Continued detention in hospital	672.49 Détenzione à l'hôpital
672.5 Procedure at disposition hearing	672.5 Procédure lors de l'audition
672.51 Definition of "disposition information"	672.51 Définition « renseignements décisionnels »
672.52 Record of proceedings	672.52 Procès-verbal
672.53 Proceedings not invalid	672.53 Validité des procédures
<i>Dispositions by a Court or Review Board</i>	
<i>Terms of Dispositions</i>	
672.54 Dispositions that may be made	672.54 Décisions
672.55 Treatment not a condition	672.55 Traitement
672.56 Delegated authority to vary restrictions on liberty of accused	672.56 Délégation
672.57 Warrant of committal	672.57 Mandat de dépôt
672.58 Treatment disposition	672.58 Décision prévoyant un traitement
672.59 Idem	672.59 Idem
672.6 Application of either party or motion of court or Review Board	672.6 Ordonnance rendue d'office ou à la demande d'une partie
672.61 Exception	672.61 Exception
672.62 Consent of hospital required for treatment	672.62 Consentement obligatoire de l'hôpital
672.63 Effective date of disposition	672.63 Date d'entrée en vigueur
<i>Commission d'examen</i>	
<i>Auditions</i>	
<i>Décisions rendues par le tribunal ou la commission d'Examen</i>	
<i>Modalités des décisions</i>	

Capping of Dispositions	Durée maximale
672.64 Definitions	672.64 Définitions
Dangerous Mentally Disordered Accused	Accusés dangereux atteints de troubles mentaux
672.65 Definition of "serious personal injury offence"	672.65 Définition de « infraction grave contre la personne »
672.66 Sections 754 to 758 apply	672.66 Application des articles 754 à 758
Dual Status Offenders	Contrevénants à double statut
672.67 Where court imposes a sentence	672.67 Décision de détention rendue par le tribunal
672.68 Definition of "Minister"	672.68 Définition de ministre
672.69 Minister and Review Board entitled to access	672.69 Idem
672.7 Notice of discharge	672.7 Avis de libération
672.71 Detention to count as service of term	672.71 Présomption
Appeals	Appels
672.72 Grounds for appeal	672.72 Motifs d'appel
672.73 Appeal on the transcript	672.73 Appel sur le fondement du dossier
672.74 Notice of appeal to be given to court or Review Board	672.74 Dépôt du dossier en cas d'appel
672.75 Automatic suspension of certain dispositions	672.75 Suspension d'application
672.76 Application respecting dispositions under appeal	672.76 Demandes
672.77 Effect of suspension of disposition	672.77 Conséquences de la suspension
672.78 Powers of court of appeal	672.78 Pouvoirs de la cour d'appel
672.79 Appeal by dangerous mentally disordered accused	672.79 Appel interjeté par les accusés dangereux atteints de désordre mental
672.8 Appeal by Attorney General	672.8 Appel interjeté par le procureur général
Review of Dispositions	Révision des décisions
672.81 Mandatory review of dispositions	672.81 Révision
672.82 Discretionary review on request	672.82 Révisions supplémentaires facultatives
672.83 Disposition by Review Board	672.83 Révision de la décision
672.84 Procedure for review	672.84 Procédure de réexamen
672.85 Bringing accused before Review Board	672.85 Présence de l'accusé devant la commission
Interprovincial Transfers	Transfèresments inter provinciaux et exécution des ordonnances
672.86 Interprovincial transfers	672.86 Transfèresments inter provinciaux
672.87 Delivery and detention of accused	672.87 Transfèrement
672.88 Review Board of receiving province has jurisdiction over transferee	672.88 Compétence de la commission d'examen de la province du transfèrement
672.89 Other interprovincial transfers	672.89 Autres transfèresments inter provinciaux
Enforcement of Orders and Regulations	Exécution des ordonnances et des règlements
672.9 Execution of warrant anywhere in Canada	672.9 Exécution en tout lieu au Canada
672.91 Arrest without warrant for contravention of disposition	672.91 Arrestation sans mandat

672.92 Accused to be brought before justice	672.92 Comparution devant le juge de paix
672.93 Where justice to release accused	672.93 Ordonnance intérimaire du juge de paix
672.94 Powers of Review Board	672.94 Pouvoir de la commission
672.95 Regulations	672.95 Règlements
<i>Powers of Review Board respecting Findings under National Defence Act</i>	<i>Pouvoirs de la commission d'examen dans les cas prévus par la Loi sur la défense nationale</i>
672.96 Powers of Review Board respecting findings under National Defence Act	672.96 Pouvoirs de la commission d'examen dans les cas prévus par la <i>Loi sur la défense nationale</i>

Published under authority of the Speaker of the House of Commons
by the Queen's Printer for Canada

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité de l'Orateur de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9